



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 6344

Projet de loi

- approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 16e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement
- portant modification de la loi du 22 décembre 2006 relative à la participation du Luxembourg à l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale (ci-après « IADM ») et à la 7e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole ajustant la contribution du Grand-Duché de Luxembourg à l'IADM

Date de dépôt : 14-10-2011

Date de l'avis du Conseil d'État : 17-01-2012

Auteur(s) : Monsieur Luc Frieden, Ministre des Finances

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
23-03-2012	Résumé du dossier	Résumé	<u>3</u>
14-10-2011	Déposé	6344/00	<u>5</u>
17-01-2012	Avis du Conseil d'Etat (17.1.2012)	6344/01	<u>26</u>
07-02-2012	Rapport de commission(s) : Commission des Finances et du Budget Rapporteur(s) : Monsieur Michel Wolter	6344/02	<u>29</u>
06-03-2012	Premier vote constitutionnel (Vote Positif) En séance publique n°18 Une demande de dispense du second vote a été introduite	6344	<u>34</u>
22-03-2012	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (22-03-2012) Evacué par dispense du second vote (22-03-2012)	6344/03	<u>37</u>
07-02-2012	Commission des Finances et du Budget Procès verbal (22) de la reunion du 7 février 2012	22	<u>40</u>
31-01-2012	Commission des Finances et du Budget Procès verbal (20) de la reunion du 31 janvier 2012	20	<u>47</u>
02-04-2012	Publié au Mémorial A n°66 en page 736	6344	<u>73</u>

Résumé

Projet de loi

– approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 16^e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement

– portant modification de la loi du 22 décembre 2006 relative à la participation du Luxembourg à l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale (ci-après « IADM ») et à la 7^e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole ajustant la contribution du Grand-Duché de Luxembourg à l'IADM

Le présent projet de loi a pour objet, en premier lieu, d'actualiser les engagements du Luxembourg auprès de l'Association internationale de développement (AID) et, en deuxième lieu, d'ajuster la contribution du Grand-Duché de Luxembourg à l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale (IADM).

6344/00

N° 6344**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2011-2012

PROJET DE LOI

- **approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 16e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement**
- **approuvant l'amendement de la loi du 22 décembre 2006 relative à la participation du Luxembourg à l'IADM et à la 7e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole ajustant la contribution du Grand-Duché de Luxembourg à l'IADM**

* * *

*(Dépôt: le 14.10.2011)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (11.10.2011).....	1
2) Texte du projet de loi.....	2
3) Exposé des motifs et commentaire des articles.....	2
4) Resolution No. 227 – Additions to resources: sixteenth replenishment.....	8

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.– Notre Ministre des Finances est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi

- approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 16e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement
- approuvant l'amendement de la loi du 22 décembre 2006 relative à la participation du Luxembourg à l'IADM et à la 7e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole ajustant la contribution du Grand-Duché de Luxembourg à l'IADM.

Palais de Luxembourg, le 11 octobre 2011

Le Ministre des Finances,

Luc FRIEDEN

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Art. 1er. Le Gouvernement est autorisé à participer à concurrence de 48.950.000 euros à la seizième reconstitution des ressources financières de l'Association internationale de développement, conformément à la résolution No 227 adoptée le 26 avril 2011 par le conseil des gouverneurs de l'Association internationale de développement.

Art. 2. L'article 1er de la loi du 22 décembre 2006 relative à la participation du Luxembourg à l'IADM et à la 7e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole est remplacé par la disposition suivante:

„**Art. 1er.** Le Gouvernement est autorisé à participer à concurrence de 30.260.000 euros à l'annulation des créances de l'Association Internationale de Développement sur les 38 Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) et les 4 pays potentiellement éligibles à l'initiative PPTE renforcée, conformément à la résolution No 211 adoptée le 21 avril 2006 par le Conseil des gouverneurs de l'AID.“

*

EXPOSE DES MOTIFS ET COMMENTAIRE DES ARTICLES

Régulièrement le Gouvernement soumet à la Chambre des Députés des projets de loi destinés à faire face aux obligations résultant de l'appartenance du Luxembourg à diverses institutions financières internationales. Le présent projet a pour objet en premier lieu d'actualiser les engagements du Luxembourg auprès de l'Association internationale de développement (AID) et, en deuxième lieu, d'ajuster la contribution du Grand-Duché de Luxembourg à l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM).

Article 1er. Seizième reconstitution des ressources financières de l'Association internationale de développement (AID)

Créée en 1960, l'AID, institution du groupe de la Banque mondiale, a pour vocation d'aider le développement économique des pays les plus pauvres. Pour soutenir ces pays elle accorde des prêts sans intérêt et des dons. L'AID complète ainsi l'autre guichet de prêt de la Banque mondiale qu'est la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), laquelle dispense des prêts d'investissement et des services de conseil aux pays à revenu intermédiaire. Alors que la BIRD mobilise l'essentiel de ses ressources sur les marchés internationaux des capitaux, l'AID est largement tributaire des contributions des plus riches de ses pays membres pour couvrir ses besoins en capitaux. Elle tire des ressources supplémentaires des transferts de revenu de la BIRD et des remboursements de ses crédits antérieurs effectués par les pays emprunteurs.

L'AID est l'un des principaux bailleurs de fonds aux 79 pays les plus pauvres de la planète, dont 39 sont situés en Afrique. Elle constitue la principale source de financement des services sociaux de base dans ces pays. Depuis sa création, l'AID a accordé au total 222 milliards de dollars US de crédits et de dons, dont la majeure partie, soit environ 50%, va en Afrique.

Pour pouvoir bénéficier de l'assistance de l'AID, le revenu annuel par habitant d'un pays ne doit pas dépasser 1.165 dollars US. Lorsqu'un pays se qualifie pour l'assistance de l'AID, une stratégie globale est élaborée en consultation avec le Gouvernement et la société civile du pays en question d'une part, et avec les autres bailleurs de fonds d'autre part. La bonne gestion par les pays bénéficiaires des allocations reçues compte dans une large mesure pour la détermination du volume des allocations futures. C'est cette combinaison de procédures d'allocation qui fait de l'AID l'un des instruments d'aide au développement les plus participatifs et efficaces qui soit.

Les fonds mis à disposition par l'AID servent à promouvoir deux types d'opérations bien distinctes: d'une part, des projets d'investissement affectant directement les conditions de vie des plus démunis, comme la fourniture d'eau potable, de systèmes d'irrigation, de soins de santé ou de moyens d'éducation; d'autre part, des projets d'ajustement structurel soutenant d'une façon plus générale les finances publiques dans les pays bénéficiaires, ceci en vue de faciliter des réformes en matière de restructuration économique, de stimulation de l'emploi ou de mise en place d'un système de sécurité sociale. Si la majeure partie des allocations se fait sous forme de prêts concessionnels (0% d'intérêt, remboursables

sur 20, 35 ou 40 ans avec un délai de grâce de 10 ans, commission de gestion de 0,75%), une part non négligeable est désormais dispensée sous forme de dons (20% en 2011).

Depuis sa création en 1960, l'AID s'est vue octroyer une contribution cumulative du Luxembourg de l'ordre de 225 millions de dollars US. Les négociations pour la 16e reconstitution des ressources de l'AID se sont conclues en décembre 2010. Les promesses de dons ont atteint un niveau de 26,4 milliards de dollars US. Au total, la 16e reconstitution des ressources permettra de lever 49,3 milliards de dollars US; une augmentation de 7,1 milliards par rapport à la reconstitution précédente. Au total, 51 pays ont participé à la 16e reconstitution des ressources; dernier cycle complet du processus de reconstitution avant 2015, année butoir pour l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

Cette augmentation de près de 20% de l'enveloppe totale mise à disposition à l'AID traduit la volonté des bailleurs de fonds de consolider l'AID en tant que plate-forme incontournable pour l'aide au développement mondial. Au cours de la période AID 16, allant de juillet 2011 à juin 2014, il sera accordé une attention particulière au thème de la parité hommes-femmes, aux problèmes des Etats fragiles et au changement climatique. En parallèle, l'AID continuera à soutenir les projets d'infrastructure, le développement de l'agriculture et le secteur énergétique. Notons également la création d'un mécanisme d'intervention rapide habilitant l'AID d'intervenir de manière flexible en case de crises économiques ou de catastrophes naturelles. Au demeurant, les nouveaux fonds permettront à l'AID de continuer à jouer un rôle crucial dans l'architecture globale de l'aide au développement; marquée par la prolifération des mécanismes d'acheminement de l'aide et la fragmentation de l'APD; et à aider les pays à atteindre les OMD.

Les principaux thèmes de la 16e reconstitution des ressources de l'AID sont:

- i) Riposte aux crises
- ii) Etats fragiles ou touchés par un conflit
- iii) Genre et parité hommes-femmes
- iv) Changement climatique

i) Renforcement de la capacité de réponse de l'AID aux chocs économiques majeurs et catastrophes naturelles

En 2009 la Banque mondiale lance, sous l'impulsion de l'AID, un projet pilote de financement des ripostes à la crise pour un montant de 1,3 milliard de dollars US. Grâce à ce mécanisme l'AID a su fournir une aide financière additionnelle précieuse afin d'atténuer l'impact de la crise économico-financière notamment sur les systèmes de protection sociale des pays à faible revenu. Le guichet pilote a été ouvert pour une durée de 18 mois et fut clos en juin 2011. Lors des négociations AID 16, les représentants des pays donateurs et des pays partenaires ont pu se rendre compte de l'efficacité du mécanisme ainsi mis en place et ont décidé d'en faire une composante permanente de l'éventail des instruments de lutte contre la pauvreté dont dispose l'AID.

Cette décision de créer un mécanisme de riposte aux crises (MRC) s'est en outre basée sur le constat qu'une approche systématique et basée sur des règles claires et précises, notamment en ce qui concerne les critères d'éligibilité et d'allocation de l'aide au titre du MRC, pourrait s'avérer décisive dans l'acheminement rapide, flexible et efficace d'une aide après de chocs graves et généralisés. Au demeurant, un tel mécanisme comblerait un vide dans l'architecture financière mondiale.

Alors que le guichet pilote visait les situations de crise économique, le champ d'application du nouveau mécanisme a été étendu aux catastrophes naturelles. Dans les deux cas de figure, le rôle de l'AID sera complémentaire à celui des institutions/agences internationales spécialisées. Aussi, en cas de catastrophe naturelle, l'AID prêtera main-forte aux efforts déployés par les Nations Unis, alors qu'elle assistera le FMI dans son intervention face à des chocs économiques sévères. Au maximum 5% de l'enveloppe globale AID 16 pourrait être utilisé à des fins de riposte aux chocs économiques et/ou aux catastrophes naturelles.

Le MRC fera l'objet d'une évaluation approfondie lors de la revue à mi-parcours de l'AID 16.

ii) Etats fragiles ou touchés par un conflit

Permettre aux pays partenaires la pleine appropriation de leurs stratégies nationales de développement suppose nécessairement un renforcement des capacités institutionnelles et administratives. Mais

pour certains Etats la situation en termes d'instabilité politique et de faiblesse de la capacité institutionnelle est telle qu'une approche opérationnelle spécifique est devenue nécessaire. Ceci est notamment le cas pour les Etats dits postconflituels.

Depuis plus d'une décennie l'AID intervient dans les Etats fragiles et/ou postconflituels. Durant toute cette période l'AID a perfectionné son approche afin de fournir une aide rapide, efficace et coordonnée. Lors des négociations AID 16, les représentants des bailleurs de fonds ont salué les progrès de l'AID en la matière tout en soulignant la nécessité de tirer des conclusions opérationnelles concrètes de l'analyse sur le thème „Conflits, sécurité et développement“ fournie par le „Rapport sur le développement dans le monde 2011“. Ce rapport étudie l'expérience vécue par les Etats qui ont pu assurer une transition réussie de la violence vers une situation socio-économique stabilisée. L'analyse favorise les efforts à moyen et long terme afin de prévenir la récurrence de conflits par rapport aux actions de reconstruction post-conflit à court terme.

Les bailleurs de fonds ont également décidé que l'AID établisse une typologie de la fragilité afin de mieux refléter l'hétérogénéité du concept; le but ultime étant l'élaboration d'une approche cohérente en matière de soutien aux Etats fragiles ou sortant d'un conflit. La revue de mi-parcours de l'AID 16 discutera de l'adoption de propositions concrètes en la matière. Dans le même contexte ils ont souligné la nécessité de faire des efforts supplémentaires en matière de collaboration avec le système des Nations Unies et autres agences spécialisées.

iii) Genre et parité hommes-femmes

La promotion de l'égalité des sexes est un moyen efficace pour combattre la pauvreté et assurer un développement social et économique durable. Depuis trois décennies la Banque mondiale intervient en faveur de la parité des genres. En 2001, sous l'égide des bailleurs de fonds de l'AID, la Banque mondiale adopte une stratégie de prise en compte généralisée des problèmes d'égalité des sexes dans ses opérations, et notamment en ce qui concerne les projets dans les pays clients de l'AID. Et, depuis 2007, le „Plan d'Action pour l'égalité des Sexes“ permet une plus grande prise en considération de la question de la parité des genres dans les opérations de la Banque mondiale dans les secteurs économiques. Il reste toutefois vrai que la prise en compte de cette problématique reste plus marquée dans les projets dans les secteurs sociaux et connexes.

Les bailleurs de fonds ont salué les progrès réalisés par l'AID dans le domaine de l'égalité des sexes, et décidé de continuer à renforcer l'accent mis sur la prise en compte systématique de cet enjeu dans les opérations et les travaux analytiques de l'AID et d'introduire des indicateurs sexo-spécifiques afin de pouvoir mieux mesurer les résultats des activités de l'AID en termes d'impact sur l'égalité des sexes. A partir de l'AID 16 la Banque mondiale procédera à une intégration totale des considérations d'égalité des sexes dans les stratégies d'aide-pays. Les donateurs ont également fait appel à l'AID pour continuer intensifier ses investissements dans l'égalité des sexes dans le but de rendre les femmes économiquement autonomes au-delà de la date de clôture du plan d'action pour les sexes. L'AID 16 verra le lancement de plans d'action régionaux pour l'égalité des sexes. Au demeurant, l'AID augmentera ses investissements dans le domaine de la santé maternelle et reproductive.

iv) Changement climatique

Il ne fait aucun doute que les clients de l'AID figurent parmi les pays les plus vulnérables aux risques liés au changement climatique. L'effort de l'AID est centré sur l'adaptation aux conséquences du changement climatique y compris le soutien aux pays les plus pauvres pour renforcer leur résilience au climat. Soutenir la capacité des pays à faire face aux chocs climatiques et réduire leur vulnérabilité climatique est un défi majeur pour la promotion d'un développement durable. L'AID reconnaît clairement que le changement climatique est devenu une question clé de la politique de développement.

Les donateurs de l'AID ont fortement apprécié les efforts d'analyse de l'AID pour mieux comprendre les risques relatifs au changement climatique. Ils ont insisté sur le besoin de continuer ce travail analytique afin de garantir, inter alia, une efficacité accrue des projets dans les secteurs à risque dont notamment l'agriculture. La résistance aux chocs climatiques fut également débattue et les bailleurs de fonds ont conclu à la nécessité que toutes les stratégies d'aide-pays renferment un volet vulnérabilité au changement climatique. Cette intégration systématique des risques climatiques dans les stratégies d'aide-pays figurera à l'ordre du jour de la revue à mi-parcours de l'AID 16. L'accès aux énergies propres et renouvelables et les investissements y relatifs vont également continuer à jouer un rôle central dans l'aide que l'AID fournit aux pays les plus pauvres pour soutenir leurs efforts d'atténuation.

Au demeurant, les bailleurs de fonds ont passé en revue les progrès réalisés par l'AID dans le renforcement de son système de mesure des impacts sur le terrain. Ils ont félicité l'AID pour les avancements réalisés en la matière et ont demandé à l'AID de poursuivre ces efforts à travers le développement d'indicateurs quantifiables permettant de suivre et de mesurer avec précision la mise en oeuvre des décisions prises pour l'AID 16.

*

Eu égard au rôle central de l'AID dans la réalisation des ODM et à son importance cruciale en tant que plate-forme de l'aide au développement mondial, le Luxembourg a annoncé qu'il contribuera 48,95 millions d'euros à la 16e reconstitution de l'AID, ce qui accroît sa part de 8,68 millions d'euros et la maintient à 0,19% de l'enveloppe globale de l'AID. Cette contribution traduit la confiance du Gouvernement dans la capacité de l'AID et du groupe Banque mondiale de fournir une aide efficace, rapide et adaptée aux besoins des pays les plus pauvres. Elle confirme également la volonté du Luxembourg de continuer à soutenir de manière vigoureuse les programmes d'aide des institutions multilatérales de développement. Elle illustre la conviction du Gouvernement que l'aide multilatérale est un instrument efficace et efficient de l'aide au développement. En effet, les organisations multilatérales exhibent souvent des connaissances plus approfondies et une expérience plus poussée que les pays donateurs pris individuellement. Elles permettent la réalisation d'économies d'échelle, offrent un vaste potentiel de synergies, évitent, par cela, le double emploi et poussent à la coordination. Il en résulte des processus moins onéreux et plus structurés. Finalement, le multilatéral est traditionnellement délié. Par conséquent il facilite aux pays en développement l'appropriation des stratégies et programmes de lutte contre la pauvreté.

La contribution du Luxembourg s'opère par l'émission d'un bon du trésor de 48.950.000 euros. Le tirage du bon et l'impact budgétaire sont prévus d'après l'échéancier suivant:

Tableau 1: Impact budgétaire

<i>Année</i>	<i>Montant en EUR</i>	<i>Pourcentage d'encaissement</i>
2012	2.937.000 €	6,00%
2013	6.020.850 €	12,30%
2014	8.713.100 €	17,80%
2015	7.929.900 €	16,20%
2016	7.048.800 €	14,40%
2017	5.727.150 €	11,70%
2018	4.405.500 €	9,00%
2019	3.524.400 €	7,20%
2020	2.643.300 €	5,40%
	48.950.000 €	100,00%

Les contributions antérieures du Luxembourg à l'AID se résument comme suit:

Tableau 2: Contributions antérieures du Luxembourg

<i>Année</i>	<i>Date de la loi</i>	<i>Montant (millions)</i>	<i>Suppléments (millions)</i>	<i>Total (millions)</i>
Souscription initiale +	3 février 1964	0,38 USD	/	0,75 USD
IDA-1		0,37 USD		
IDA- 2	26 mai 1967	0,60 USD	/	0,60 USD
IDA-3	30 mai 1972	1,20 USD	/	1,20 USD
IDA-4	24 mars 1975	2,25 USD	/	2,25 USD
IDA-5	31 décembre 1976	3,60 USD	/	3,60 USD
IDA-6	8 novembre 1980	6,00 USD	0,50 USD	6,50 USD
IDA-7	27 février 1987	4,50 USD	/	4,50 USD
IDA-8	15 novembre 1988	5,75 USD	/	5,75 USD
IDA-9	27 février 1991	5,85 DTS	/	5,85 DTS
IDA-10	24 février 1994	6,50 DTS	0,50 DTS	7,00 DTS
IDA-11	14 mai 1997	8,05 DTS	0,95 DTS	9,00 DTS
IDA-12	9 juin 1999	8,64 DTS	/	8,64 DTS
IDA-13	10 novembre 2003	14,38 EUR	/	14,38 EUR
IDA-14	30 mars 2006	28,83 EUR	/	28,83 EUR
IDA-15	19 décembre 2008	40,27 EUR	/	40,27 EUR

Article 2. Ajustement de la contribution du Luxembourg à l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM)

Lors du sommet du G-8 de Gleneagles du 9 juillet 2005, les Chefs d'Etat ont trouvé un accord sur l'annulation totale des créances de l'Association Internationale de Développement de la Banque Mondiale, du Fonds Monétaire International (FMI) et du Fonds africain de développement de la Banque Africaine de Développement (FafD) sur les pays bénéficiaires de l'initiative de réduction de la dette en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE). Cet accord a ensuite été confirmé par le Comité de Développement de la Banque Mondiale et le Comité Monétaire et financier international du Fonds Monétaire International le 25 septembre 2005.

Les négociations relatives au financement de l'annulation de la dette multilatérale dans le cadre de l'AID se sont clôturées le 7 décembre 2005 à Washington DC. Lors de ces négociations, les bailleurs de fonds ont exprimé leur soutien à l'octroi d'un allègement supplémentaire de la dette par le biais de l'IADM permettant d'investir des ressources plus conséquentes dans le cadre des OMD. Les représentants ont souligné le rôle central de l'AID dans la réalisation de ces objectifs. Ils ont également souligné que l'initiative ne doit nullement nuire à la capacité financière de l'AID et que l'AID doit pouvoir continuer à jouer son rôle de soutien aux pays à faible revenu. Par conséquent, les bailleurs de fonds se sont engagés à compenser les coûts à supporter par l'AID, et inhérents à l'allègement de la dette, sur une période de 37 ans.

Au moment de la conclusion de l'accord de financement de l'annulation des dettes multilatérales la contribution luxembourgeoise a été estimée à 29,52 millions d'euros sur la période 2007-2043.

Eu égard à la durée de l'engagement, la résolution No 211 stipule toutefois dans ses paragraphes 1 (f) et 2 (c) que l'AID procède à un ajustement annuel des engagements des bailleurs de fonds afin de refléter le coût réel de mise en oeuvre de l'IADM. Ces ajustements annuels n'ont pour le moment pas encore occasionné une adaptation de l'engagement luxembourgeois.

Notons toutefois que l'initiative IADM a souffert dès son lancement d'un déficit structurel de financement. Afin de contribuer au colmatage du déficit structurel le Luxembourg a annoncé d'ajuster son taux de participation à l'IADM de 0,10% à 0,11%. Le coût supplémentaire de cette mesure est de 740.000 euros avec comme échéances de paiement respectivement les 15 janvier 2037, 2038, 2039 et 2040. Etant donné que, dans le cadre de ses opérations, l'AID contracte des engagements sur la base

de remboursements futurs, calculés sur une période de dix ans, de crédits alloués (Advance commitment authority) l'annulation de la dette multilatérale engendre, ceteris paribus, une réduction de la capacité d'allocation de crédits dans le chef de l'AID. Participer au colmatage du déficit structurel de l'IADM permet de contrecarrer cet effet.

Vu l'échéance lointaine des paiements relatifs à l'ajustement et l'incertitude quant au coût réel final de l'opération d'annulation de la dette multilatérale, une adaptation du bon du trésor initialement émis pour couvrir l'engagement IADM luxembourgeois n'est pas requise. L'impact budgétaire de la participation à l'IADM, après ajustement, se présente comme suit:

Tableau 3: Contributions IADM du Luxembourg

<i>Date</i>	<i>Montant en EUR</i>	<i>Statuts</i>
15 janvier 2007	280.000 €	payé
15 janvier 2008	370.000 €	payé
15 janvier 2009	420.000 €	payé
15 janvier 2010	490.000 €	payé
15 janvier 2011	600.000 €	payé
15 janvier 2012	620.000 €	encours
15 janvier 2013	690.000 €	encours
15 janvier 2014	710.000 €	encours
15 janvier 2015	790.000 €	encours
15 janvier 2016	860.000 €	encours
15 janvier 2017	880.000 €	encours
15 janvier 2018	900.000 €	encours
15 janvier 2019	950.000 €	encours
15 janvier 2020	1.110.000 €	encours
15 janvier 2021	1.290.000 €	encours
15 janvier 2022	1.410.000 €	encours
15 janvier 2023	1.480.000 €	encours
15 janvier 2024	1.480.000 €	encours
15 janvier 2025	1.460.000 €	encours
15 janvier 2026	1.450.000 €	encours
15 janvier 2027	1.430.000 €	encours
15 janvier 2028	1.440.000 €	encours
15 janvier 2029	1.370.000 €	encours
15 janvier 2030	1.280.000 €	encours
15 janvier 2031	1.170.000 €	encours
15 janvier 2032	1.070.000 €	encours
15 janvier 2033	960.000 €	encours
15 janvier 2034	840.000 €	encours
15 janvier 2035	710.000 €	encours
15 janvier 2036	590.000 €	encours
15 janvier 2037	420.000 €	encours
	29.520.000 €	Sous-total correspondant à l'engagement initial
15 janvier 2037	40.000 €	prévu
15 janvier 2038	350.000 €	prévu

<i>Date</i>	<i>Montant en EUR</i>	<i>Statuts</i>
18 janvier 2039	270.000 €	prévu
17 janvier 2040	80.000 €	prévu
15 janvier 2041	pas de transaction prévue	
15 janvier 2042	pas de transaction prévue	
15 janvier 2043	pas de transaction prévue	
15 janvier 2044	pas de transaction prévue	
	740.000 €	Coût additionnel suite à l'ajustement
	30.260.000 €	Grand Total

*

RESOLUTION No. 227

ADDITIONS TO RESOURCES: SIXTEENTH REPLENISHMENT

Approved by the Board of Governors of IDA
on April 26, 2011

WHEREAS:

- (A) The Executive Directors of the International Development Association (the „Association“) have considered the prospective financial requirements of the Association and have concluded that it is desirable to authorize a replenishment of the resources of the Association for new financing commitments for the period from July 1, 2011 to June 30, 2014 (the „Sixteenth Replenishment“) in the amounts and on the basis set out in the report of the IDA Deputies, „Additions to Resources: Sixteenth Replenishment,“ (the „Report“), approved by the Executive Directors on February 15, 2011 (modified on March 18, 2011), and submitted to the Board of Governors;
- (B) The members of the Association consider that an increase in the resources of the Association is required and intend to take all necessary governmental and legislative action to authorize and approve the allocation of additional resources to the Association in the amounts and on the conditions set out in this Resolution;
- (C) Members of the Association that contribute resources to the Association in addition to their subscriptions as part of the Sixteenth Replenishment („Contributing Members“) are to make available their contributions pursuant to the Articles of Agreement of the Association (the „Articles“) partly in the form of subscriptions carrying voting rights and partly as supplementary resources in the form of contributions not carrying voting rights;
- (D) Additional subscriptions are to be authorized for Contributing Members in this Resolution on the basis of their agreement with respect to their preemptive rights under Article III, Section 1(c) of the Articles, and provision is made for the other members of the Association („Subscribing Members“) intending to exercise their rights pursuant to that provision to do so;
- (E) It is desirable to provide for a portion of resources to be contributed by members to be paid to the Association as advance contributions;
- (F) Additional subscriptions and contributions are to be authorized for Contributing Members to provide compensation for the Association's debt forgiveness commitments under the Heavily Indebted Poor Countries („HIPC“) Debt Initiative; to provide financing for arrears clearance operations by the Association; to provide compensation for forgone principal reflows from the making of grants, and to provide financing for the Crisis Response Window;
- (G) It is desirable to authorize the Association to provide financing in the form of grants, guarantees and the intermediation of risk management products in addition to loans; and
- (H) It is desirable to administer any remaining funds from the replenishment authorized by Resolution No. 219 of the Board of Governors of the Association (the „Fifteenth Replenishment“) as part of the Sixteenth Replenishment.

NOW THEREFORE THE BOARD OF GOVERNORS HEREBY ACCEPTS the Report as approved by the Executive Directors, **ADOPTS** its conclusions and recommendations **AND RESOLVES THAT** a general increase in subscriptions of the Association is authorized on the following terms and conditions:

1. *Authorization of Subscriptions and Contributions*

- (a) The Association is authorized to accept additional resources from each Contributing Member in the amounts specified for each such member in Columns (2) (3) (7), and (10) of Table 1 attached to this Resolution, and each such amount will be divided into a subscription carrying voting rights and a contribution not carrying voting rights as specified in Table 2 attached to this Resolution.
 - (i) As part of the resources described in paragraph 1(a) above, the Association is authorized to accept additional subscriptions and contributions from Contributing Members to compensate the Association for the Association's debt forgiveness commitments under the HIPC Debt Initiative in the amounts and as specified in Column (7) of Table 1 attached to this Resolution.
 - (ii) As part of the resources described in paragraph 1(a) above, the Association is authorized to accept additional subscriptions and contributions from Contributing Members to finance arrears clearance operations in the amounts and as specified in Column (10) of Table 1 attached to this Resolution.
 - (iii) As part of the resources described in paragraph 1(a) above, the Association is authorized to accept additional subscriptions and contributions from Contributing Members finance forgone principal reflows from the making of grants in the amounts and as specified in Column (12) of Table 1 attached to this Resolution.
- (b) The Association is authorized to accept additional resources from any member for which no contribution is specified in Table 2 and additional subscriptions and contributions from Contributing Members incremental to the amounts specified for each such member in Table 1.
- (c) The Association is authorized to accept additional subscriptions from each Subscribing Member in the amount specified for each such member in Table 2.
- (d) The rights and obligations of the Association and the Contributing Members in respect of the authorized subscriptions and contributions in paragraphs (a) and (b) above will be the same (except as otherwise provided in this Resolution) as those applicable to the ninety per cent portion of the initial subscriptions of original members payable under Article II, Section 2(d) of the Articles of Agreement (the „Articles“) by members listed in Part I of Schedule A of the Articles.

2. *Agreement to Pay*

- (a) When a Contributing Member agrees to pay its subscription and contribution, or a Subscribing Member agrees to pay its subscription, it will deposit with the Association an Instrument of Commitment substantially in the form set out in Attachment I to this Resolution („Instrument of Commitment“) and, with respect to its contribution for debt forgiveness under the HIPC Debt Initiative or for arrears clearance operations, a Contributing Member will either include such contribution in an Instrument of Commitment or make a Debt Relief Transfer Contribution, as defined and specified in paragraph 9(a) of this Resolution.
- (b) When a Contributing Member agrees to pay a part of its subscription and contribution without qualification and the remainder is subject to enactment by its legislature of the necessary appropriation legislation, it will deposit a qualified Instrument of Commitment in a form acceptable to the Association („Qualified Instrument of Commitment“) and such member:
 - (i) undertakes to exercise its best efforts to obtain legislative approval for the full amount of its subscription and contribution by the payment dates set out in paragraph 3(b) of this Resolution; and
 - (ii) agrees that, upon obtaining such approvals, it will notify the Association that any parts of its Qualified Instrument of Commitment have become unqualified.

3. *Payment*

- (a) Each Subscribing Member will pay to the Association the amount of its subscription in full within 31 days after the date of deposit of its Instrument of Commitment; provided that if the Sixteenth Replenishment shall not have become effective by December 15, 2011, payment may be postponed by the member for not more than 31 days after the Effective Date as defined in paragraph 6(a) of this Resolution.
- (b) Each Contributing Member that deposits an Instrument of Commitment that is not a Qualified Instrument of Commitment will pay to the Association the amount of its subscription and contribution in three equal annual installments no later than 31 days after the Effective Date or as agreed with the Association, January 15, 2013, and January 15, 2014; provided that:
 - (i) the Association and each Contributing Member may agree to earlier payment;
 - (ii) if the Sixteenth Replenishment shall not have become effective by December 15, 2011, payment of the first such installment may be postponed by the member for not more than 31 days after the date on which the Sixteenth Replenishment becomes effective;
 - (iii) the Association may agree to the postponement of any installment, or part thereof, if the amount paid, together with any unused balance of previous payments by the Contributing Member concerned, is at least equal to the amount estimated by the Association to be required from that member up to the due date of the next installment for purposes of disbursements for financing committed under the Sixteenth Replenishment; and
 - (iv) if any Contributing Member deposits an Instrument of Commitment with the Association after the date when the first installment of the subscription and contribution is due, payment of any installment, or part thereof, will be made to the Association within 31 days after the date of such deposit.
- (c) If a Contributing Member has deposited a Qualified Instrument of Commitment and, upon enactment of appropriation legislation, notifies the Association that an installment, or part thereof, is unqualified after the date when it was due, then payment of such installment, or part thereof, will be made within 31 days after the date of such notification.

4. *Mode of Payment*

- (a) Payments pursuant to this Resolution will be made, at the option of the member:
 - (i) in cash, on terms agreed between the member and the Association; or
 - (ii) by the deposit of notes or similar obligations issued by the government of the member or the depository designated by such member, which shall be non-negotiable, non-interest bearing and payable at their par value on demand to the account of the Association.
- (b) The Association will encash notes or similar obligations of Contributing Members, on an approximately *pro rata* basis among donors, in accordance with the encashment schedule set out at Attachment II to this Resolution, or as agreed between a Contributing Member and the Association. With respect to a Contributing Member that is unable to comply with one or more encashment requests, the Association may agree with the member on a revised encashment schedule that yields at least an equivalent value to the Association.
- (c) The provisions of Article IV, Section 1(a) of the Articles will apply to the use of a Subscribing Member's currency paid to the Association pursuant to this Resolution.

5. *Currency of Denomination and Payment*

- (a) Members will denominate the resources to be made available pursuant to this Resolution in SDRs, the currency of the member if freely convertible, or, with the agreement of the Association, in a freely convertible currency of another member, except that if a Contributing Member's economy experienced a rate of inflation in excess of ten percent per annum on average in the period 2007-2009, as determined by the Association, its subscription and contribution will be denominated in SDRs or in any currency used for the valuation of the SDR and agreed with the Association.
- (b) Contributing Members will make payments pursuant to this Resolution in SDRs, a currency used for the valuation of the SDR, or, with the agreement of the Association, in another freely convertible currency, and the Association may freely exchange the amounts received as requi-

red for its operations. Subscribing Members will make payments in the currency of the member or in a freely convertible currency with the agreement of the Association.

- (c) Each member will maintain, in respect of its currency paid by it under this Resolution, and the currency of such member derived therefrom as principal, interest or other charges, the same convertibility as existed on the effective date of this Resolution.
- (d) The provisions of Article IV, Section 2 of the Articles with respect to maintenance of value will not be applicable.

6. *Effective Date*

- (a) The Sixteenth Replenishment will become effective and the resources to be contributed pursuant to this Resolution will become payable to the Association on the date (the „Effective Date“) when Contributing Members whose subscriptions and contributions aggregate not less than SDR 10,395 million shall have deposited with the Association Instruments of Commitment, Qualified Instruments of Commitment or Debt Relief Transfer Notifications (as defined in paragraph 9 (b) of this Resolution), provided that this date shall be not later than December 15, 2011, or such later date as the Executive Directors of the Association may determine.
- (b) If the Association determines that the availability of additional resources pursuant to this Resolution is likely to be unduly delayed, it shall convene promptly a meeting of the Contributing Members to review the situation and to consider the steps to be taken to prevent a suspension of financing to eligible recipients by the Association.

7. *Advance Contributions*

- (a) In order to avoid an interruption in the Association’s ability to commit financing to eligible recipients pending the effectiveness of the Sixteenth Replenishment, the Association may deem, prior to the Effective Date, one third of the total amount of each subscription and contribution for which an Instrument of Commitment has been deposited with the Association, or for which a Debt Relief Transfer Notification (as defined in paragraph 9(b) of this Resolution) has been received by the Association, as an „Advance Contribution“, unless the Contributing Member specifies otherwise in its Instrument of Commitment or Debt Relief Transfer Notification.
- (b) The Association shall specify when Advance Contributions pursuant to subparagraph (a) are to be paid to the Association.
- (c) The terms and conditions applicable to contributions to the Sixteenth Replenishment shall apply also to Advance Contributions until the Effective Date, when such contributions shall be deemed to constitute payment towards the amount due from each Contributing Member for its subscription and contribution.
- (d) In the event that the Sixteenth Replenishment shall not become effective pursuant to paragraph 6(a) of this Resolution, (i) voting rights will be allocated to each member for the Advance Contribution as if it had been made as a subscription and contribution under this Resolution, and (ii) each member not making an Advance Contribution will have the opportunity to exercise its preemptive rights under Article III, Section 1(c) of the Articles with respect to such subscription as the Association shall specify.

8. *Commitment Authority*

- (a) Subscriptions and contributions will become available for commitment by the Association for financing to eligible recipients in three equal annual installments: (i) the first installment will become available to the Association for commitment from the Effective Date, provided that advance contributions may become available earlier under paragraph 7(a) of this Resolution; (ii) the second installment will become available from July 1, 2012, and (iii) the third installment will become available from July 1, 2013.
- (b) Any qualified part of a subscription and contribution notified under a Qualified Instrument of Commitment will become available for commitment by the Association for financing when the Association has been notified, pursuant to paragraph 2(b) (ii) of this Resolution, that such parts have become unqualified.

- (c) The Association may enter into financing commitments with eligible recipients conditional on such commitments becoming effective and binding on the Association when resources under the Sixteenth Replenishment become available for commitment by the Association.

9. *HIPC and Arrears Clearance Contributions*

- (a) Contributing Members making an additional subscription and contribution to compensate the Association for forgiveness of debt under the HIPC Debt Relief Initiative or to finance arrears clearance operations, will do so either: (i) through an additional subscription and contribution to the Association's regular resources (a „Debt Relief Additional Contribution“) or (ii) through a creditor-specific contribution for the benefit of the Association to the HIPC window of the Debt Relief Trust Fund or a contribution to the arrears clearance window of the Debt Relief Trust Fund (each a „Debt Relief Transfer Contribution“).
- (b) Contributing Members making a Debt Relief Transfer Contribution will either (i) enter into a Contribution Agreement with the Association as administrator of the Debt Relief Trust Fund; or (ii) for Contributing Members that are already current contributors to the Debt Relief Trust Fund, send to the Association a notice of additional contribution or allocation to the appropriate window of the Debt Relief Trust Fund, (each a „Debt Relief Transfer Notification“). Such Debt Relief Transfer Notification will provide for a contribution to be made to the appropriate window of the Debt Relief Trust Fund in the amounts set forth in Columns (7) and (10) of Table 1 to this Resolution, each to be payable in three equal annual installments no later than 31 days after the Effective Date, January 15, 2013, and January 15, 2014; provided that the Association and each Contributing Member may agree to earlier payment.
- (c) When any amount of a Debt Relief Transfer Contribution is paid to compensate the Association for forgiveness of debt under the HIPC Debt Initiative or to finance arrears clearance operations, such amount of the Debt Relief Transfer Contribution will be treated as a subscription and contribution under the Sixteenth Replenishment.

10. *Compensation for Forgone Principal Reflows*

- (a) Contributing Members making an additional subscription and contribution to finance forgone principal reflows from the making of grants will do so through an additional subscription and contribution to the Association's regular resources (a „Grant Compensation Additional Contribution“).

11. *Authorization of Grants, Guarantees and Risk Intermediation*

The Association is hereby authorized to provide financing under the Sixteenth Replenishment in the form of grants and guarantees and through the intermediation of risk management products.

12. *Administration of IDA15 Funds under the Sixteenth Replenishment*

- (a) On the Effective Date, any funds, receipts, assets and liabilities held by the Association under the Fifteenth Replenishment will be administered under the Sixteenth Replenishment, subject, as appropriate, to the terms and conditions applicable to the Fifteenth Replenishment.
- (b) Pursuant to Article V, Section 2(a)(i) of the Articles of Agreement of the Association, the Association is authorized to use the funds referred to in paragraph 11(a) above, and funds derived therefrom as principal, interest or other charges, to provide financing in the forms of grants and guarantees under the terms, conditions and policies applicable under the Sixteenth Replenishment.

13. *Allocation of Voting Rights under Sixteenth Replenishment*

Voting rights calculated on the basis of the current voting rights system will be allocated to members for subscriptions under the Sixteenth Replenishment as follows:

- (a) Each Subscribing Member that has deposited with the Association an Instrument of Commitment will be allocated the subscription votes specified for each such member in Table 2 on the effective payment date pursuant to paragraph 3(a) of this Resolution. Each Subscribing Member will be allocated the additional membership votes specified in Column c-3 of Table 2 on the date such member is allocated its subscription votes.

- (b) Each Contributing Member that has deposited with the Association an Instrument of Commitment will be allocated one third of the subscription votes specified for each such member in Table 2 on each effective payment date pursuant to paragraph 3(b) of this Resolution. Each Contributing Member will be allocated the additional membership votes specified in Column b-4 of Table 2 for its subscription on the date such member is allocated the first one third of its subscription votes.
- (c) Each Contributing Member that has made a Debt Relief Transfer Contribution will be allocated a proportionate share of the subscription votes specified for such member in Column b-3 of Table 2 from time to time and at least semi-annually following payment of any amount of its Debt Relief Transfer Contribution to compensate the Association for forgiveness of debt under the HIPC Debt Initiative or to finance arrears clearance operations.
- (d) Each member that has deposited with the Association a Qualified Instrument of Commitment will be allocated subscription votes at the time and to the extent of payments made in respect of its subscription and contribution.
- (e) Any member that deposits its Instrument of Commitment after any of these dates will be allocated, within 31 days of the date of such deposit, the subscription votes to which such member is entitled on account of such deposit.
- (f) If a member fails to pay any amount of its subscription or subscription and contribution when due, the number of subscription votes allocated from time to time to such member under this Resolution in respect of the Sixteenth Replenishment will be reduced in proportion to the shortfall in such payments, but any such votes will be reallocated when the shortfall in payments causing such adjustment is subsequently made up.

(Adopted on April 26, 2011)

*

Table 1: Contributions to the Sixteenth Replenishment

Contributing Members	Basic Contributions		Subtotal Contributions		HIPC Costs		Areas Clearance		Grant Compensation		Total Donor Contributions		Credit NC Million ¹⁰	FX Rates (NC/SDR) ¹⁰	Currency of Denomination ¹⁰					
	Share	SDR Million	Share	SDR Million	Share	SDR Million	Share	SDR Million	Share	SDR Million	Share	SDR Million				(17)	(19)	(20)		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(18)	(19)	(20)	
Argentina	0.20%	41.30	0.20%	41.30	62.04	0.20%	27.78	0.80	1.20	0.12	0.18	0.20%	0.12	0.18	0.20%	45.00	67.60	1.502330	USD	
Australia	1.80%	370.67	1.80%	370.67	723.60	1.61%	22.34	37.58	10.84	1.61%	1.63	1.61%	0.97	1.63	2.05%	459.86	773.64	1.682330	AUD	
Austria	1.56%	321.58	1.56%	321.58	376.88	0.86%	11.93	13.98	3.44	0.86%	0.52	0.86%	0.52	0.60	1.55%	348.44	395.50	1.171980	EUR	
Bahamas, The	0.01%	2.37	0.01%	2.37	3.56	0.00%	0.16	0.24	0.03	0.01%	0.01	0.00%	0.01	0.01	0.01%	0.28	3.88	1.502330	USD	
Bahrain	0.02%	0.41	0.02%	0.41	1.24	0.00%	0.03	0.08	0.02	0.02%	0.01	0.02%	0.01	0.01	0.02%	0.45	1.35	2.999800	BHD	
Belgium	3/	3,011	3/	3,011	37,446	0.02%	27.33	34.71	10.38	1.71%	1.05	1.71%	1.05	1.20	0.02%	351.10	411.69	1.171980	EUR	
Belize	3/	1,326	3/	1,326	1,326	0.00%	0.00	0.00	0.00	0.00%	0.00	0.00%	0.00	0.00	0.00%	0.00	0.00	1.171980	USD	
Canada	3/	820.42	3/	820.42	1,292.26	0.14%	87.44	89.17	25.71	4.14%	2.48	4.14%	2.48	3.86	4.05%	908.90	1,411.00	1.502330	CAD	
Chile	3/	3,166	3/	3,166	3,166	0.10%	14.2	21.3	6.1	0.10%	0.41	0.10%	0.06	0.09	0.10%	22.96	34.50	1.502330	USD	
China	3/	3,143	3/	3,143	1,051.77	0.19%	1.39	2.08	0.40	0.19%	0.05	0.19%	0.05	0.09	0.48%	107.02	160.78	1.502330	USD	
Cyprus	0.02%	4.12	0.02%	4.12	4.83	0.02%	0.28	0.33	0.08	0.02%	0.01	0.02%	0.01	0.01	0.02%	4.49	5.26	1.171980	EUR	
Czech Republic	5/	10.31	5/	10.31	305.21	0.06%	0.83	24.65	7.11	0.06%	0.04	0.06%	0.04	1.07	0.05%	12.15	338.03	21.90	29.612170	CZK
Denmark	3/	222.63	3/	222.63	1,942.73	1.21%	16.79	146.50	42.25	1.21%	4.84	1.21%	0.73	6.34	1.09%	244.98	2,137.81	8.726400	DKK	
Egypt	0.07%	1.37	0.07%	1.37	1.92	0.01%	0.14	0.21	0.01%	0.01%	0.01	0.01%	0.01	0.01	0.007%	1.56	2.20	1.502330	USD	
Estonia	0.01%	2.67	0.01%	2.67	3.13	0.01%	0.14	0.16	0.04	0.01%	0.01	0.01%	0.01	0.01	0.01%	2.85	3.35	1.171980	EUR	
Finland	0.94%	193.44	0.94%	193.44	241.71	0.06%	91.16	107.33	26.4	0.06%	0.40	0.06%	0.40	0.46	0.97%	218.43	256.00	1.171980	EUR	
France	4.88%	1,006.11	4.88%	1,006.11	1,511.51	6.62%	91.85	137.99	66.2%	26.49	39.79	6.62%	3.97	5.97	5.02%	1,128.42	1,695.26	1.502330	EUR	
Germany	6.01%	1,238.61	6.01%	1,238.61	1,213.27	11.37%	157.76	137.76	45.49	11.37%	6.18	11.37%	6.18	6.18	6.45%	1,448.04	1,434.69	1.171980	EUR	
Hungary	0.06%	12.37	0.06%	12.37	4,038.74	0.06%	0.83	271.84	78.39	0.06%	0.04	0.06%	0.04	11.76	0.06%	13.48	4,400.73	326.543700	HUF	
Iceland	0.03%	6.18	0.03%	6.18	16.89	0.03%	0.42	0.42	0.12	0.03%	0.02	0.03%	0.02	0.02	0.03%	6.74	6.74	1.000000	SDR	
Iran, Islamic Republic of	9/	11.24	9/	11.24	16.89	0.05%	0.76	1.14	0.22	0.05%	0.03	0.05%	0.03	0.05	0.05%	12.25	18.40	1.502330	EUR	
Ireland	0.07%	14.43	0.07%	14.43	82.14	0.11%	1.53	8.69	0.44	0.11%	0.44	0.11%	0.07	0.38	0.07%	16.46	93.71	1.171980	EUR	
Israel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5.692650	ILS	
Italy	3/	458.81	3/	458.81	12,377.22	3.89%	52.72	61.79	17.82	3.89%	2.28	3.89%	2.28	2.67	3.89%	529.02	620.00	1.171980	EUR	
Japan	10.41%	2,146.41	10.41%	2,146.41	286,910.50	16.09%	222.00	29,674.26	64.02	16.09%	9.60	16.09%	9.60	1,283.23	10.87%	2,442.02	326,425.00	133.669960	JPY	
Kazakhstan	3/	1.83	3/	1.83	2.75	0.01%	0.12	0.19	0.04	0.01%	0.01	0.01%	0.01	0.01	0.01%	2.00	3.00	1.502330	USD	
Korea	1.00%	206.14	1.00%	206.14	363,544.69	1.00%	13.87	24,469.82	4.00	1.00%	0.60	1.00%	0.60	1,088.17	1.00%	224.61	396,128.93	1.7631618920	KRW	
Kuwait	0.24%	49.01	0.24%	49.01	21.28	0.15%	2.07	0.90	0.26	0.15%	0.09	0.15%	0.09	0.04	0.23%	51.78	22.48	0.434080	KWD	
Latvia	0.01%	1.88	0.01%	1.88	2.20	0.01%	0.13	0.15	0.04	0.01%	0.01	0.01%	0.01	0.01	0.01%	2.05	2.40	1.171980	EUR	
Luxembourg	3/	38.17	3/	38.17	44.74	0.19%	2.64	3.09	0.84	0.19%	0.11	0.19%	0.11	0.13	0.19%	41.76	48.95	1.171980	EUR	
Mexico	0.32%	65.03	0.32%	65.03	1,238.88	0.06%	0.83	15.86	0.24	0.06%	0.04	0.06%	0.04	0.69	0.29%	66.14	1,260.00	19.051300	MXN	
Netherlands	3/	618.41	3/	618.41	724.76	2.87%	39.82	46.67	11.48	2.87%	1.72	2.87%	1.72	2.02	2.99%	671.43	786.91	1.171980	EUR	
New Zealand	3/	24.74	3/	24.74	52.40	0.13%	1.80	3.82	0.52	0.13%	0.08	0.13%	0.08	0.17	0.12%	27.14	57.49	2.118260	NZD	
Norway	1.31%	269.38	1.31%	269.38	2,337.00	1.68%	23.31	216.94	6.72	1.68%	1.01	1.68%	1.01	9.38	1.34%	300.42	2,625.88	9.31068100	NOK	
Peru	0.05%	9.47	0.05%	9.47	14.23	0.05%	0.64	0.96	0.28	0.05%	0.03	0.05%	0.03	0.04	0.05%	10.32	15.50	1.502330	USD	
Philippines	3/	6.90	3/	6.90	10.37	0.03%	0.46	0.70	0.20	0.03%	0.02	0.03%	0.02	0.02	0.03%	7.52	11.30	1.502330	USD	
Poland	0.03%	6.18	0.03%	6.18	6.18	0.03%	0.42	0.42	0.12	0.03%	0.02	0.03%	0.02	0.02	0.03%	6.74	6.74	1.000000	SDR	
Portugal	0.08%	15.56	0.08%	15.56	18.24	0.22%	3.05	3.58	0.88	0.22%	0.13	0.22%	0.13	0.15	0.09%	19.62	23.00	1.171980	EUR	
Qatar	0.22%	45.15	0.22%	45.15	98.61	0.43%	5.97	8.96	2.48	0.43%	0.26	0.43%	0.26	0.39	0.33%	73.58	110.54	1.502330	USD	
Saudi Arabia	3/	3,809	3/	3,809	1,016.33	0.14%	1.72	2.88	0.79	0.14%	0.05	0.14%	0.05	0.07	0.14%	32.62	49.00	1.502330	USD	
Singapore	3/	31.14	3/	31.14	46.78	0.08%	1.11	1.67	0.34	0.08%	0.03	0.08%	0.03	0.01	0.01%	2.25	2.63	1.171980	EUR	
Slovak Republic	0.01%	2.06	0.01%	2.06	2.42	0.01%	0.14	0.16	0.05	0.01%	0.01	0.01%	0.01	0.01	0.01%	2.25	2.63	1.171980	EUR	
Slovenia	0.03%	5.42	0.03%	5.42	6.35	0.03%	0.42	0.49	0.12	0.03%	0.02	0.03%	0.02	0.02	0.03%	5.97	7.00	1.171980	EUR	
South Africa	0.09%	18.55	0.09%	18.55	22.47	0.09%	1.25	13.95	0.36	0.09%	0.05	0.09%	0.05	0.60	0.10%	23.14	242.72	11.72980	ZAR	
Spain	3/	652.58	3/	652.58	724.76	1.99%	27.61	32.36	9.33	1.99%	1.19	1.99%	1.19	1.40	3.07%	689.34	767.85	1.171980	EUR	
Sweden	2.96%	610.16	2.96%	610.16	6,801.31	2.89%	40.10	446.96	11.56	2.89%	1.73	2.89%	1.73	19.33	2.95%	663.56	7,396.48	11.146730	SEK	
Switzerland	3/	432.88	3/	432.88	432.88	2.10%	29.14	29.14	8.40	2.10%	1.26	2.10%	1.26	1.26	2.10%	471.68	471.68	1.000000	SDR	
Turkey	0.06%	13.07	0.06%	13.07	30.00	0.09%	-	-	0.09%	-	-	0.09%	-	-	0.09%	13.07	30.00	2.294950	TRY	
United Kingdom	12.08%	2,489.34	12.08%	2,489.34	2,493.72	11.19%	155.26	135.41	44.24	11.19%	44.77	11.19%	44.77	6.71	12.00%	2,695.08	2,664.00	0.988100	GBP	
United States	11.86%	2,341.05	11.86%	2,341.05	5,517.03	20.12%	279.16	419.39	120.94	20.12%	12.07	20.12%	12.07	18.14	12.08%	2,172.79	4,075.50	1.502330	USD	
Sub-total	74.42%	15,340.17	74.42%	15,340.17	15,609.94	95.14%	1,320.01	380.73	380.73	94.07%	56.44	94.07%	56.44	56.44	77.14%	17,327.12	17,327.12			
Additional financing 2/	1.14%	233.99	1.14%	233.99	233.99	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1.04%	233.99	233.99			
Structural financing gap	24.45%	5,039.41	24.45%	5,039.41	4,809.63	4.86%	67.47	19.37	19.37	4.84%	3.56	4.84%	3.56	3.56	21.82%	4,900.03	4,900.03			
Total	100.00%	20,613.56	100.00%	20,613.56	20,613.56	100.00%	1,387.48	400.10	400.10	100.00%	60.00	100.00%	60.00	60.00	100.00%	22,461.14	22,461.14			

1/ Contributions of countries with an average inflation rate exceeding 10% over the 2007-2009 period would be denominated in SDRs or in any currency used for the valuation of the SDR and agreed with the association.

2/ Represents the investment income generated by using a regular encashment profile of 9 years.

3/ Indicative contribution, subject to government and/or parliamentary approval.

4/ Includes an increase in base share achieved through accelerated encashments.

Table 2: Subscriptions, Contributions and Votes
(Amounts in US\$ Equivalent)

Part I Member	Current Status (before IDA16)					Additional Votes Stemming from IDA16					Status Including IDA16					Adjusted Voting Power				
	Subscriptions Carrying Votes (a-1)	Contributions (a-2)	Total Cumulative Resources (a-3)	Subscription Votes (a-4)	Membership Votes (a-5)	Total Voting Power % (a-6)	Total Resources (b-1)	Subscription Votes (b-2)	Membership Votes (b-3)	Total Cumulative Resources (b-4)	as % of Part I (b-2)	Subscription Carrying Votes (b-5)	Contributions (b-4)	Subscription Votes (b-5)	as % of Part I (b-2)	Membership Votes (b-3)	Total Voting Power (b-5)			
AUSTRALIA	30,055,862	3,613,961,653	3,643,617,515	211,644	211,644	1.05%	700,326,008	49,467	5,800	4,343,945,513	2.01%	31,292,277	4,312,653,236	261,101	2.01%	48,400	309,501	11.2%		
AUSTRIA	9,254,913	2,011,210,220	2,020,465,133	120,928	120,928	0.68%	530,409,256	32,397	5,800	2,550,874,389	1.18%	10,064,638	2,540,809,551	153,325	1.18%	48,400	201,725	0.7%		
BELGIUM	15,394,432	3,341,230,471	3,356,674,903	201,206	201,206	1.01%	534,264,310	32,867	5,800	3,890,939,213	1.80%	16,201,107	3,874,738,106	233,873	1.80%	48,400	282,273	1.0%		
CANADA	60,571,316	8,936,324,082	8,996,901,398	538,999	538,999	2.40%	1,383,026,465	84,907	5,800	10,379,927,863	4.80%	62,699,991	10,317,227,872	623,906	4.80%	48,400	672,306	2.4%		
DENMARK	15,269,814	2,901,241,329	2,916,511,143	175,286	175,286	0.90%	372,776,403	22,423	5,800	3,289,287,546	1.52%	15,830,989	3,273,457,157	197,709	1.52%	48,400	246,109	0.8%		
ESTONIA	279,952	3,914,542	4,194,494	249	249	0.17%	4,347,960	264	5,800	8,542,454	0.00%	286,352	8,256,102	513	0.00%	47,500	48,013	0.1%		
FINLAND	6,883,226	1,440,158,811	1,447,042,037	86,332	86,332	0.54%	332,636,537	20,039	5,800	1,779,678,574	0.82%	7,384,201	1,772,294,373	106,971	0.82%	48,400	155,371	0.6%		
FRANCE	86,540,803	13,975,003,021	14,061,543,824	842,490	842,490	3.66%	1,717,070,573	105,915	5,800	15,778,614,397	7.30%	89,188,678	15,689,425,719	948,405	7.30%	48,400	996,805	3.6%		
GERMANY	98,162,930	21,185,666,989	21,283,829,919	1,274,224	1,274,224	5.44%	2,204,752,598	137,604	5,800	23,488,582,517	10.87%	101,603,030	23,386,979,487	1,411,828	10.87%	48,400	1,460,228	5.2%		
GREECE	4,008,015	211,804,325	215,812,340	12,972	12,972	0.23%	-	-	-	215,812,340	0.10%	4,008,015	211,804,325	12,972	0.10%	42,600	55,572	0.2%		
ICELAND	234,175	74,056,045	74,292,220	4,459	4,459	0.19%	10,256,423	623	5,800	84,550,643	0.04%	249,750	84,300,893	5,082	0.04%	48,400	53,482	0.1%		
IRELAND	4,514,550	490,809,457	495,324,007	29,655	29,655	0.30%	495,324,007	-	-	495,324,007	0.23%	4,517,475	490,809,532	29,772	0.23%	42,600	72,372	0.2%		
ITALY	36,356,298	8,913,025,983	8,949,382,281	536,235	536,235	2.39%	805,653,407	50,111	5,800	9,755,035,688	4.52%	37,609,073,000	9,717,426,615	586,346	4.52%	48,400	634,746	2.3%		
JAPAN	90,376,908	32,272,237,288	32,362,613,176	1,937,677	1,937,677	8.18%	3,718,991,063	230,990	5,800	36,081,604,239	16.70%	96,150,658,000	35,985,453,581	2,168,577	16.70%	48,400	2,217,157	8.0%		
KUWAIT	5,451,615	865,021,507	870,473,122	51,916	51,916	0.39%	78,655,009	5,245	5,800	943,328,131	0.44%	5,592,740	943,745,391	57,061	0.44%	47,500	104,561	0.3%		
LATVIA	230,369	7,827,036	7,557,405	454	454	0.18%	3,419,474	206	5,800	10,976,679	0.01%	235,519	10,741,360	660	0.01%	48,400	49,060	0.1%		
LITHUANIA	525,273	4,651,778	5,157,051	306	306	0.17%	3,121,566	192	5,800	8,278,617	0.00%	530,073	7,748,544	496	0.00%	47,500	47,996	0.1%		
LUXEMBOURG	780,780	214,071,520	214,852,300	12,880	12,880	0.23%	63,596,472	3,857	5,800	278,451,772	0.13%	27,451,772	277,574,967	16,737	0.13%	48,400	65,137	0.2%		
NETHERLANDS	43,793,477	6,530,261,043	6,574,054,520	393,662	393,662	1.80%	1,022,534,426	62,746	5,800	7,596,589,946	3.52%	45,382,127	7,551,226,819	466,608	3.52%	48,400	505,008	1.8%		
NEW ZEALAND	398,702	273,785,576	274,185,278	15,988	15,988	0.24%	41,326,284	2,976	5,800	315,511,562	0.15%	474,102	315,037,460	18,964	0.15%	48,400	67,364	0.2%		
NORWAY	12,984,437	3,198,392,015	3,211,376,452	186,029	186,029	0.94%	457,145,597	34,475	5,800	3,668,522,049	1.70%	13,846,312	3,654,675,737	220,504	1.70%	48,400	268,904	0.9%		
PORTUGAL	4,706,853	280,337,816	285,045,669	17,187	17,187	0.25%	29,868,718	1,743	5,800	314,934,587	0.15%	4,751,628	310,182,959	18,930	0.15%	48,400	67,330	0.2%		
RUSSIA	2,544,316	391,871,722	394,416,038	27,975	27,975	0.29%	175,932,796	6,305	5,800	570,308,834	0.26%	2,701,941	567,606,893	34,280	0.26%	48,400	82,680	0.3%		
SLOVENIA	13,027,387	25,366,457	38,393,844	2,316	2,316	0.19%	9,093,300	538	5,800	47,489,144	0.02%	13,040,837	34,448,307	2,854	0.02%	48,400	51,254	0.1%		
SOUTH AFRICA	12,444,822	199,837,846	212,382,668	12,902	12,902	0.23%	35,209,488	1,980	5,800	247,592,156	0.11%	12,494,322	235,087,834	14,882	0.11%	48,400	63,282	0.2%		
SPAIN	19,716,698	3,192,554,158	3,212,270,856	192,753	192,753	0.97%	1,049,111,658	63,386	5,800	4,261,382,514	1.97%	21,301,248	4,240,081,166	256,139	1.97%	48,400	304,539	1.1%		
SWEDEN	23,204,360	6,482,882,264	6,506,086,624	389,621	389,621	1.79%	1,010,536,954	62,169	5,800	7,516,423,578	3.48%	24,758,985	7,491,684,993	451,790	3.48%	48,400	500,190	1.8%		
SWITZERLAND	15,026,514	3,888,776,357	3,903,802,871	229,994	229,994	1.13%	718,330,006	43,020	5,800	4,542,134,877	2.10%	16,102,014	4,526,032,863	273,014	2.10%	48,400	321,414	1.1%		
UNITED ARAB EMIRATES	10,729	5,188,119	5,198,848	619	619	0.01%	4,105,903,033	-	-	5,199,848	0.00%	10,729	5,188,119	619	0.00%	748	1,367	0.0%		
UNITED KINGDOM	193,809,041	22,255,373,504	22,449,192,545	1,325,061	1,325,061	5.65%	4,105,903,033	271,085	5,800	26,555,085,578	12.29%	200,586,166	26,354,469,412	1,596,146	12.29%	48,400	1,644,546	5.9%		
UNITED STATES	459,411,287	42,411,616,995	42,870,928,282	2,570,148	2,570,148	10.79%	4,131,341,606	255,017	5,800	47,002,269,888	21.76%	465,786,712	46,536,483,176	2,825,165	21.76%	47,500	2,872,665	10.4%		
Subtotal Part I	1,265,967,044	189,517,406,909	190,783,373,953	11,402,957	11,402,957	52.38%	25,249,824,390	1,592,237	162,400	216,033,198,543	100.00%	1,305,528,394	214,727,689,949	12,985,411	100%	1,437,548	14,422,959	52.23%		
Subtotal Part II	611,294,474	5,357,606,542	5,968,891,016	5,525,719	5,999,400	47.62%	-	-	-	-	-	-	-	6,373,139	100%	6,817,200	13,190,339	47.77%		
Grand Total	1,877,252,518	194,875,013,451	196,752,264,969	16,928,676	17,274,548	100.00%	-	-	-	-	-	-	-	19,358,550	100%	8,254,748	27,613,298	100.00%		

Notes:
Current Status (a-1) to (a-6): It is assumed that the members that have outstanding commitments to subscribe or contribute to any previous Replenishment will fulfill their obligations. Amounts have been calculated for purposes of the voting rights adjustment, by multiplying the subscriptions and contributions up to and including the Third Replenishment (which were expressed in terms of U.S. dollars of the weight and fitness in effect on January 1, 1960) by 1.20633 and adding thereto the dollar equivalents of the subscriptions and contributions under the Fourth through Fifteenth Replenishments at the agreed exchange rates.
Allocation of Additional Votes with respect to Encashment: Subscription votes have been allocated on the imputed value of these contributions based on the related encashment schedule rather than the nominal amounts shown in contribution tables. For the Sixteenth Replenishment, this is included in column (b-1) for Part I countries, and for Part II countries in column (e-4).

Table 2: Subscriptions, Contributions and Votes
(Amounts in US\$ Equivalent)

Part II	Current Status (before IDA16)										Allocation for Exercise of Preemptive Rights to Maintain Part II Voting Power										Additional Resources Provided under IDA16 in SDRs or Freely Convertible Currencies										Adjusted Voting Power				
	Subscriptions Carrying Votes (a-1)	Contributions (a-2)	Total Cumulative Resources (a-3)	Subscription Votes (a-4)	Membership Votes (a-5)	Total Voting Power % (a-6)	Subscription Carrying Votes (c-1)	Subscription Votes (c-2)	Membership Votes (c-3)	Total Voting Power % (c-4)	Subscription Carrying Votes (e-1)	Subscription Votes (e-2)	Total Contributions (e-3)	Total Additional Resources (e-4)	Subscription Votes (f-1)	as % of Part II (f-2)	Membership Votes (f-3)	Total Votes (f-4)	Total Voting Power % (f-5)																
AFGHANISTAN	1,587,971	0	1,587,971	13,536	42,600	0.23%	47,975	1,919	5,800	0.23%	0	0	0	0	15,513	0.24%	48,400	63,915	0.23%																
ALBANIA	388,521	0	388,521	3,388	42,600	0.19%	11,875	475	5,800	0.19%	0	0	0	0	3,843	0.06%	48,400	52,243	0.19%																
ALGERIA	6,323,710	0	6,323,710	53,702	42,600	0.40%	189,500	7,580	5,800	0.40%	0	0	0	0	61,282	0.96%	48,400	109,682	0.40%																
ANGOLA	9,898,881	0	9,898,881	83,960	42,600	0.52%	296,275	11,851	5,800	0.52%	0	0	0	0	95,811	1.50%	48,400	144,211	0.52%																
ARGENTINA	29,832,146	45,227,636	75,059,782	270,001	42,600	1.29%	952,800	38,172	5,800	1.29%	101,580	4,062	67,477,095	88,531,445	312,175	4.90%	48,400	360,575	1.31%																
ARMENIA	666,881	0	666,881	5,908	42,600	0.20%	20,850	834	5,800	0.20%	0	0	0	0	6,742	0.11%	48,400	55,142	0.20%																
AZERBAIJAN	1,137,799	0	1,137,799	9,912	42,600	0.22%	34,975	1,399	5,800	0.22%	0	0	0	0	11,311	0.18%	48,400	59,711	0.22%																
BAHAMAS, THE	594,017	0	594,017	4,971	41,700	0.19%	17,550	702	5,800	0.20%	5,900	236	3,916,643	3,940,093	5,909	0.05%	47,500	53,409	0.19%																
BANGLADESH	8,441,825	0	8,441,825	71,654	42,600	0.47%	252,850	10,114	5,800	0.47%	0	0	0	0	81,768	1.28%	48,400	130,168	0.47%																
BARBADOS	473,443	1,218,192	1,691,635	4,104	42,600	0.19%	14,475	579	5,800	0.19%	1,025	41	674,464	688,904	4,724	0.07%	48,400	53,124	0.19%																
BELIZE	320,521	0	320,521	2,832	42,600	0.18%	10,350	414	5,800	0.18%	0	0	0	0	3,945	0.05%	48,400	51,745	0.18%																
BENIN	791,277	0	791,277	6,935	42,600	0.18%	24,350	978	5,800	0.18%	0	0	0	0	8,009	0.12%	48,400	56,309	0.18%																
BHUTAN	85,579	0	85,579	735	42,600	0.18%	3,350	134	5,800	0.18%	0	0	0	0	1,068	0.02%	48,400	49,468	0.18%																
BOLIVIA	1,667,201	0	1,667,201	14,288	42,600	0.24%	50,425	2,017	5,800	0.23%	0	0	0	0	16,306	0.26%	48,400	64,706	0.23%																
BOSNIA & HERZEGOVINA	10,159,514	0	10,159,514	10,315	42,600	0.22%	36,400	1,458	5,800	0.22%	0	0	0	0	11,771	0.18%	48,400	60,171	0.22%																
BOTSWANA	263,071	1,515,927	1,778,998	2,613	42,600	0.19%	9,225	389	5,800	0.19%	0	0	0	0	2,882	0.05%	48,400	51,382	0.19%																
BRAZIL	31,644,726	737,722,501	769,367,227	334,728	42,600	1.56%	1,181,225	47,249	5,800	1.56%	150,550	6,022	100,035,345	101,367,120	387,999	6.05%	48,400	438,999	1.58%																
BURKINA FASO	791,277	0	791,277	6,929	42,600	0.20%	24,450	978	5,800	0.20%	0	0	0	0	7,807	0.12%	48,400	56,307	0.20%																
BURUNDI	1,198,635	0	1,198,635	10,363	42,600	0.22%	36,575	1,463	5,800	0.22%	0	0	0	0	11,628	0.19%	48,400	60,226	0.22%																
CAMBODIA	1,068,166	0	1,068,166	13,086	42,600	0.23%	48,000	1,960	5,800	0.23%	0	0	0	0	15,946	0.23%	48,400	64,246	0.23%																
CAMEROON	1,587,921	0	1,587,921	13,955	42,600	0.23%	47,975	1,919	5,800	0.23%	0	0	0	0	15,514	0.24%	48,400	63,914	0.23%																
CAPE VERDE	132,928	0	132,928	1,361	42,600	0.18%	4,800	192	5,800	0.18%	0	0	0	0	1,553	0.02%	48,400	49,953	0.18%																
CENTRAL AFRICAN REP.	791,277	0	791,277	6,929	42,600	0.20%	24,450	978	5,800	0.20%	0	0	0	0	7,807	0.12%	48,400	56,307	0.20%																
CHAD	791,277	0	791,277	6,929	42,600	0.20%	24,450	978	5,800	0.20%	0	0	0	0	7,807	0.12%	48,400	56,307	0.20%																
CHILE	5,542,425	0	5,542,425	47,169	42,600	0.37%	166,450	6,658	5,800	0.37%	52,300	2,092	34,746,972	34,965,722	55,919	0.88%	48,400	104,319	0.38%																
CHINA	47,788,704	29,898,575	77,687,279	415,384	42,600	1.88%	1,465,825	58,933	5,800	1.90%	242,725	9,709	161,279,975	162,988,425	483,726	7.58%	48,400	532,126	1.93%																
COLOMBIA	57,300,131	28,659,256	85,959,387	54,663	42,600	0.40%	192,900	7,716	5,800	0.40%	0	0	0	0	62,379	0.98%	48,400	110,779	0.40%																
COMOROS	132,928	0	132,928	1,361	42,600	0.18%	4,800	192	5,800	0.18%	0	0	0	0	1,553	0.02%	48,400	49,953	0.18%																
CONGO, DEM. REP. OF	4,743,236	0	4,743,236	40,405	42,600	0.34%	142,575	5,703	5,800	0.34%	0	0	0	0	46,108	0.72%	48,400	94,508	0.34%																
CONGO, REP. OF	791,277	0	791,277	6,929	42,600	0.20%	24,450	978	5,800	0.20%	0	0	0	0	7,807	0.12%	48,400	56,307	0.20%																
COSTA RICA	320,006	0	320,006	2,888	42,600	0.19%	10,225	409	5,800	0.19%	0	0	0	0	3,307	0.05%	48,400	51,707	0.19%																
COTE D'IVOIRE	1,587,921	0	1,587,921	13,955	42,600	0.23%	47,975	1,919	5,800	0.23%	0	0	0	0	15,514	0.24%	48,400	63,914	0.23%																
CROATIA	2,329,743	0	2,329,743	20,374	42,600	0.27%	73,500	3,000	5,800	0.27%	0	0	0	0	25,000	0.47%	48,400	73,500	0.27%																
CUBA	3,207,749	5,813,426	9,021,175	77,120	42,600	0.23%	31,875	1,215	5,800	0.23%	10,225	409	6,790,649	6,838,949	12,654	0.20%	48,400	60,654	0.23%																
CZECH REPUBLIC	5,807,481	82,757,627	88,565,108	54,201	42,600	0.46%	191,275	7,651	5,800	0.46%	27,525	1,101	18,281,988	18,500,786	62,853	0.98%	48,400	111,353	0.46%																
DIUBOUTI	258,555	0	258,555	2,433	42,600	0.19%	8,575	343	5,800	0.19%	0	0	0	0	2,776	0.04%	48,400	51,176	0.19%																
DOMINICA	132,928	0	132,928	1,361	42,600	0.18%	4,800	192	5,800	0.18%	0	0	0	0	1,553	0.02%	48,400	49,953	0.18%																
DOMINICAN REPUBLIC	636,338	88,614	724,952	5,677	42,600	0.20%	20,025	801	5,800	0.20%	0	0	0	0	6,478	0.10%	48,400	54,878	0.20%																
Ecuador	1,026,942	0	1,026,942	8,927	42,600	0.21%	31,500	1,280	5,800	0.21%	0	0	0	0	10,187	0.16%	48,400	58,587	0.21%																
EGYPT, ARAB REP. OF	8,027,733	1,927,733	9,940,466	69,345	42,600	0.46%	244,700	9,788	5,800	0.46%	3,200	128	2,122,098	2,368,998	79,261	1.24%	48,400	127,861	0.46%																
EL SALVADOR	476,714	23,707	500,421	4,243	42,600	0.19%	14,975	599	5,800	0.19%	0	0	0	0	4,842	0.08%	48,400	53,242	0.19%																
EQUATORIAL GUINEA	509,408	0	509,408	4,361	42,600	0.19%	16,100	644	5,800	0.19%	0	0	0	0	5,205	0.08%	48,400	53,605	0.19%																
ERITREA	148,843	0	148,843	1,303	42,600	0.18%	5,300	212	5,800	0.18%	0	0	0	0	1,715	0.03%	48,400	50,115	0.18%																
ETHIOPIA	791,748	23,707	815,455	6,942	42,600	0.20%	24,500	980	5,800	0.20%	0	0	0	0	7,922	0.12%	48,400	56,322	0.20%																
FIJI	885,902	0	885,902	7,759	42,600	0.21%	27,375	1,055	5,800	0.21%	0	0	0	0	8,854	0.14%	48,400	57,254	0.21%																
GABON	791,277	0	791,277	6,929	42,600	0.20%	24,450	978	5,800	0.20%	0	0	0	0	7,807	0.12%	48,400	56,307	0.20%																
GAMBIA, THE	436,222	0	436,222	3,862	42,600	0.18%	13,600	544	5,800	0.18%	0	0	0	0	4,196	0.07%	48,400	53,796	0.18%																
GEORGIA	1,060,587	0	1,060,587	9,506	42,600	0.22%	33,550	1,342	5,800	0.22%	0	0	0	0	10,850	0.17%	48,400	59,250	0.22%																
GHANA	3,706,217	0	3,706,217	31,552	42,600	0.31%	111,350	4,454	5,800	0.31%	0	0	0	0	36,006	0.56%	48,400	84,406	0.31%																
GUINEA	146,867	0	146,867	1,428	42,600	0.18%	5,050	202	5,800	0.18%	0	0	0	0	1,639	0.03%	48,400	50,030	0.18%																
GUATEMALA	635,032	0	635,032	5,630	42,600	0.20%	19,875	795	5,800	0.20%	0	0	0	0	6,425	0.10%	48,400	54,825	0.20%																
GUINEA	1,587,921	0	1,587,921	13,955	42,600	0.23%	47,975	1,919	5,800	0.23%	0	0	0	0	15,514	0.24%	48,400	63,914	0.23%																
GUINEA-BISSAU	224,911	0	224,911	2,086	42,600	0.18%	7,350	284	5,800	0.18%	0	0	0	0	2,380	0.04%	48,400	50,780	0.18%																
GUYANA	1,277,925	0	1,277,925	11,091	42,600	0.22%	38,025	1,361	5,800	0.22%	0	0	0	0	12,622	0.20%	48,400	61,022	0.22%																
HAITI	1,198,635	0	1,198,635	10,363	42,600	0.22%	36,575	1,463																											

Table 2. Subscriptions, Contributions and Votes
(Amounts in US\$ Equivalent)

Member	Current Status (before IDA16)					Allocation for Exercise of Preemptive Rights to Maintain Part II Voting Power					Additional Resources Provided under IDA16 in SDRs or Freely Convertible Currencies					Adjusted Voting Power				
	Subscriptions Carrying Votes (E-1)	Contributions (E-2)	Total Cumulative Resources (E-3)	Subscription Votes (E-4)	Membership Votes (E-5)	Total Voting Power % (E-6)	Subscription Carrying Votes (E-7)	Subscription Votes (E-8)	Membership Votes (E-9)	Total Voting Power % (E-10)	Subscription Carrying Votes (E-11)	Subscription Votes (E-12)	Membership Votes (E-13)	Total Voting Power % (E-14)	Subscription Votes (E-15)	Membership Votes (E-16)	Total Voting Power % (E-17)			
HONDURAS	476,375	0	476,375	4,235	42,800	0.19%	14,950	898	5,800	0.19%	0	0	0	0	4,833	48,400	0.19%			
HUNGARY	12,057,834	114,972,921	127,030,755	112,222	42,800	0.64%	396,025	15,841	5,800	0.64%	30,225	1,209	20,090,397	129,272	2,033	48,400	0.64%			
INDIA	64,457,320	0	64,457,320	583,234	42,800	2.89%	2,058,170	82,328	5,800	2.89%	0	0	0	685,500	10,444	48,400	2.89%			
INDONESIA	17,409,096	147,547	17,556,643	147,547	42,800	0.79%	500,175	20,827	5,800	0.79%	0	0	0	188,374	2,644	48,400	0.79%			
IRAN, ISLAMIC REP. OF	7,125,461	0	7,125,461	60,552	42,800	0.45%	213,600	8,544	5,800	0.45%	27,700	1,108	18,414,098	70,184	1,108	48,400	0.45%			
IRAQ	1,198,635	0	1,198,635	10,383	42,800	0.22%	36,575	1,483	5,800	0.22%	0	0	0	11,826	0.19%	48,400	0.22%			
ISRAEL	69,514,518	28,718	69,543,236	28,718	42,800	0.29%	101,350	4,054	5,800	0.29%	37,525	1,501	24,937,761	34,273	0.54%	48,400	0.29%			
JORDAN	476,375	0	476,375	4,235	42,800	0.19%	14,950	898	5,800	0.19%	0	0	0	4,833	48,400	0.19%				
KAZAKHSTAN	2,408,121	0	2,408,121	20,677	42,800	0.28%	72,975	2,819	5,800	0.28%	4,475	179	2,967,620	23,775	0.37%	48,400	0.28%			
KENYA	2,640,674	0	2,640,674	22,556	42,800	0.27%	79,600	3,184	5,800	0.27%	0	0	0	25,740	0.40%	48,400	0.27%			
KIRIBATI	101,379	0	101,379	1,089	42,800	0.18%	3,850	154	5,800	0.18%	0	0	0	1,243	0.02%	48,400	0.18%			
KOREA, REPUBLIC OF	476,375	1,280,208,763	1,280,685,138	131,365	42,800	0.26%	463,800	18,333	5,800	0.26%	513,295	20,533	341,090,981	19,544	0.26%	48,400	0.26%			
KOSOVO	674,966	0	674,966	7,519	42,800	0.20%	23,800	1,733	5,800	0.20%	0	0	0	8,342	0.13%	47,500	0.20%			
KYRGYZ REPUBLIC	634,888	0	634,888	7,519	42,800	0.20%	19,825	1,733	5,800	0.20%	0	0	0	6,412	0.10%	48,400	0.20%			
LAO PEOPLE'S DEM. REP.	791,277	0	791,277	6,929	42,800	0.20%	24,450	978	5,800	0.20%	0	0	0	7,907	0.12%	48,400	0.20%			
LEBANON	714,314	0	714,314	6,328	42,800	0.20%	22,325	893	5,800	0.20%	0	0	0	7,221	0.11%	48,400	0.20%			
LESOTHO	298,555	0	298,555	2,433	42,800	0.19%	8,575	343	5,800	0.19%	0	0	0	2,776	0.04%	48,400	0.19%			
LIBERIA	1,198,635	0	1,198,635	10,383	42,800	0.22%	36,575	1,483	5,800	0.22%	0	0	0	11,826	0.19%	48,400	0.22%			
LIBYA	1,397,921	0	1,397,921	13,955	42,800	0.23%	41,975	1,919	5,800	0.23%	0	0	0	15,514	0.24%	48,400	0.23%			
MACEDONIA, FYR	4,474,352	0	4,474,352	47,404	42,800	0.20%	16,600	684	5,800	0.20%	0	0	0	3,369	0.06%	48,400	0.20%			
MADAGASCAR	1,587,921	0	1,587,921	13,955	42,800	0.23%	47,975	1,919	5,800	0.23%	0	0	0	15,514	0.24%	48,400	0.23%			
MALAWI	1,198,635	0	1,198,635	10,383	42,800	0.22%	36,575	1,483	5,800	0.22%	0	0	0	11,826	0.19%	48,400	0.22%			
MALAYSIA	3,860,112	2,080,753	6,040,865	33,802	42,800	0.32%	119,275	4,771	5,800	0.32%	0	0	0	38,573	0.61%	48,400	0.32%			
MALDIVES	54,301	0	54,301	690	42,800	0.18%	2,425	97	5,800	0.18%	0	0	0	787	0.01%	48,400	0.18%			
MALI	1,370,305	0	1,370,305	11,798	42,800	0.22%	41,625	1,686	5,800	0.22%	0	0	0	13,463	0.21%	48,400	0.22%			
MARSHALL ISLANDS	23,197	0	23,197	433	42,800	0.18%	1,525	61	5,800	0.18%	0	0	0	494	0.01%	48,400	0.18%			
MAURITANIA	791,277	0	791,277	6,929	42,800	0.20%	24,450	978	5,800	0.20%	0	0	0	7,907	0.12%	48,400	0.20%			
MAURITIUS	1,357,626	35,560	1,393,186	11,771	42,800	0.22%	41,550	1,662	5,800	0.22%	0	0	0	13,433	0.21%	48,400	0.22%			
MEXICO	14,322,958	178,648,711	192,971,669	147,406	42,800	0.79%	520,175	20,807	5,800	0.79%	150,075	6,023	100,066,288	174,238	2,733	48,400	0.79%			
MICRONESIA, FED. ST. OF	38,982	0	38,982	570	42,800	0.18%	2,000	80	5,800	0.18%	0	0	0	650	0.01%	48,400	0.18%			
MOLDOVA	886,656	0	886,656	7,778	42,800	0.21%	27,450	1,098	5,800	0.21%	0	0	0	8,875	0.14%	48,400	0.21%			
MONTENEGRO	727,188	0	727,188	5,859	42,800	0.20%	20,650	768	5,800	0.20%	0	0	0	6,876	0.10%	47,500	0.20%			
MOROCCO	5,542,425	0	5,542,425	47,189	42,800	0.37%	166,450	6,638	5,800	0.37%	0	0	0	53,827	0.84%	48,400	0.37%			
MOZAMBIQUE	2,153,795	0	2,153,795	18,413	42,800	0.25%	64,975	2,598	5,800	0.25%	0	0	0	21,012	0.33%	48,400	0.25%			
MYANMAR	3,175,817	0	3,175,817	27,149	42,800	0.29%	95,800	3,832	5,800	0.29%	0	0	0	30,981	0.49%	48,400	0.29%			
NEPAL	791,277	0	791,277	6,929	42,800	0.20%	24,450	978	5,800	0.20%	0	0	0	7,907	0.12%	48,400	0.20%			
NICARAGUA	476,375	0	476,375	4,235	42,800	0.19%	14,950	898	5,800	0.19%	0	0	0	4,833	0.08%	48,400	0.19%			
NIGER	1,397,921	0	1,397,921	13,955	42,800	0.20%	41,975	1,919	5,800	0.20%	0	0	0	15,514	0.24%	48,400	0.20%			
NIGERIA	5,273,684	0	5,273,684	44,910	42,800	0.36%	136,125	6,325	5,800	0.36%	0	0	0	51,155	0.60%	48,400	0.36%			
OMAN	1,031,875	0	1,031,875	4,370	42,800	0.19%	15,425	617	5,800	0.19%	0	0	0	4,987	0.08%	48,400	0.19%			
PAKISTAN	15,333,928	118,533	16,052,461	138,434	42,800	0.75%	488,525	19,541	5,800	0.75%	0	0	0	157,975	2.46%	48,400	0.75%			
PALAU	36,150	0	36,150	458	42,800	0.18%	1,600	64	5,800	0.18%	0	0	0	520	0.01%	48,400	0.18%			
PANAMA	40,687	0	40,687	629	42,800	0.18%	2,225	89	5,800	0.18%	0	0	0	718	0.01%	48,400	0.18%			
PAPUA NEW GUINEA	1,357,203	0	1,357,203	11,755	42,800	0.22%	41,475	1,659	5,800	0.22%	0	0	0	13,414	0.21%	48,400	0.22%			
PARAGUAY	476,375	0	476,375	4,235	42,800	0.19%	14,950	898	5,800	0.19%	0	0	0	4,833	0.08%	48,400	0.19%			
PERU	2,763,877	0	2,763,877	23,851	42,800	0.27%	84,175	3,367	5,800	0.27%	23,475	959	15,802,876	28,157	0.44%	48,400	0.27%			
PHILIPPINES	7,915,057	180,176	8,095,233	67,376	42,800	0.45%	237,750	9,510	5,800	0.45%	16,850	674	11,195,633	77,560	1.22%	48,400	0.45%			
POLAND	48,101,141	57,122,789	105,123,930	415,131	42,800	1.89%	1,464,950	58,598	5,800	1.89%	13,225	529	8,780,248	474,258	7.44%	48,400	1.89%			
POLINA	5,983,797	0	5,983,797	49,882	41,700	0.38%	178,375	7,055	5,800	0.38%	0	0	0	57,037	0.85%	47,500	0.38%			
ROMANIA	1,198,635	0	1,198,635	10,383	42,800	0.22%	36,575	1,483	5,800	0.22%	0	0	0	11,826	0.19%	48,400	0.22%			
RWANDA	476,375	0	476,375	4,235	42,800	0.19%	14,950	898	5,800	0.19%	0	0	0	4,833	0.08%	48,400	0.19%			
SAUDI ARABIA	117,281	0	117,281	1,229	42,800	0.18%	4,325	173	5,800	0.18%	0	0	0	1,402	0.02%	48,400	0.18%			
SAO TOME & PRINCIPE	21,344,434	2,483,072,341	2,504,416,775	705,168	42,800	3.06%	2,488,450	99,530	5,800	3.10%	164,650	6,596	109,405,664	811,290	12.73%	48,400	3.11%			
SENEGAL	2,640,674	0	2,640,674	22,556	42,800	0.27%	79,600	3,184	5,800	0.27%	0	0	0	25,740	0.40%	48,400	0.27%			

Table 2: Subscriptions, Contributions and Votes (Amounts in US\$ Equivalent)

Part II Member	Current Status (before IDA16)						Allocation for Exercise of Preemptive Rights to Maintain Part II Voting Power				Additional Resources Provided under IDA16 in SDRs or Freely Convertible Currencies				Adjusted Voting Power			
	Subscriptions Carrying Votes (a-1)	Contributions (a-2)	Total Cumulative Resources (a-3)	Subscription Votes (a-4)	Membership Votes (a-5)	Total Voting Power % (a-6)	Subscription Carrying Votes (c-1)	Subscription Votes (c-2)	Membership Votes (c-3)	Total Voting Power % (c-4)	Subscription Carrying Votes (e-1)	Subscription Votes (e-2)	Total Contributions (e-3)	Total Additional Resources (e-4)	Subscription Votes (f-1)	as % of part II (f-2)	Membership Votes (f-3)	Total Voting Power % (f-5)
SERBIA	29,651,418	0	29,651,418	29,644	42,800	0.30%	104,250	4,170	5,800	0.30%	0	0	0	0	33,714	0.53%	48,400	82,114
SERRA LEONE	1,198,635	0	1,198,635	10,363	42,800	0.22%	36,575	1,463	5,800	0.22%	0	0	0	0	11,828	0.19%	48,400	60,226
SINGAPORE	745,342	111,883,450	112,033,932	13,003	41,700	0.23%	45,875	1,635	5,800	0.23%	74,575	2,983	49,565,999	49,676,049	17,821	0.28%	47,500	65,321
SLOVAK REPUBLIC	2,925,941	21,270,194	24,196,135	26,941	42,800	0.23%	95,075	3,803	5,800	0.23%	5,000	200	3,319,999	3,419,474	30,944	0.49%	48,400	79,344
SOLOMON ISLANDS	146,967	0	146,967	1,428	42,800	0.18%	5,050	202	5,800	0.18%	0	0	0	0	1,630	0.03%	48,400	50,030
SOMALIA	1,198,635	0	1,198,635	10,363	42,800	0.22%	36,575	1,463	5,800	0.22%	0	0	0	0	11,828	0.19%	48,400	60,226
SRI LANKA	4,756,257	0	4,756,257	40,445	42,800	0.34%	142,725	5,709	5,800	0.34%	0	0	0	0	46,154	0.72%	48,400	94,554
ST. KITTS & NEVIS	211,171	0	211,171	2,020	42,800	0.18%	7,125	285	5,800	0.18%	0	0	0	0	2,305	0.04%	48,400	50,705
ST. LUCIA	242,394	0	242,394	2,279	42,800	0.19%	8,050	322	5,800	0.19%	0	0	0	0	2,801	0.04%	48,400	51,001
ST. VINCENT & GRENADINES	117,104	0	117,104	1,223	42,800	0.18%	4,325	173	5,800	0.18%	0	0	0	0	1,396	0.02%	48,400	49,796
SUDAN	1,587,921	0	1,587,921	13,955	42,800	0.23%	47,975	1,919	5,800	0.23%	0	0	0	0	15,514	0.24%	48,400	63,914
SWAZILAND	509,586	0	509,586	4,665	42,800	0.19%	16,100	644	5,800	0.19%	0	0	0	0	5,709	0.08%	48,400	53,609
SYRIAN ARAB REP.	1,495,393	0	1,495,393	12,949	42,800	0.23%	45,350	1,814	5,800	0.23%	0	0	0	0	14,663	0.23%	48,400	63,063
TAJIKISTAN	588,521	0	588,521	5,246	42,800	0.20%	19,500	740	5,800	0.20%	0	0	0	0	5,988	0.09%	48,400	54,386
TANZANIA	2,840,674	0	2,840,674	22,556	42,800	0.27%	79,600	3,184	5,800	0.27%	0	0	0	0	25,740	0.40%	48,400	74,140
THAILAND	4,756,257	0	4,756,257	40,445	42,800	0.34%	142,725	5,709	5,800	0.34%	0	0	0	0	46,154	0.72%	48,400	94,554
TIMOR-LESTE	452,425	0	452,425	3,758	41,700	0.19%	13,250	530	5,800	0.19%	0	0	0	0	4,288	0.07%	47,500	51,788
TOGO	1,198,635	0	1,198,635	10,363	42,800	0.22%	36,575	1,463	5,800	0.22%	0	0	0	0	11,828	0.19%	48,400	60,226
TONGA	117,104	0	117,104	1,223	42,800	0.18%	4,325	173	5,800	0.18%	0	0	0	0	1,396	0.02%	48,400	49,796
TRINIDAD & TOBAGO	2,123,964	0	2,123,964	18,209	42,800	0.25%	64,250	2,570	5,800	0.25%	0	0	0	0	20,779	0.33%	48,400	69,179
TUNISIA	2,376,705	0	2,376,705	20,387	42,800	0.26%	71,950	2,878	5,800	0.26%	0	0	0	0	23,265	0.37%	48,400	71,665
TURKEY	9,664,830	148,022,290	157,467,120	95,947	42,800	0.57%	338,575	13,543	5,800	0.57%	29,400	1,176	19,541,173	19,905,148	110,666	1.74%	48,400	159,066
TUVALU	31,342	0	31,342	284	41,700	0.17%	925	37	5,800	0.17%	0	0	0	0	301	0.00%	47,500	47,801
UGANDA	2,640,674	0	2,640,674	22,556	42,800	0.27%	79,600	3,184	5,800	0.27%	0	0	0	0	23,740	0.40%	48,400	74,140
UKRAINE	9,627,391	0	9,627,391	81,106	41,700	0.51%	286,225	11,449	5,800	0.51%	0	0	0	0	92,557	1.45%	47,500	140,057
UZBEKISTAN	1,937,848	0	1,937,848	16,697	42,800	0.24%	58,925	2,357	5,800	0.24%	0	0	0	0	19,054	0.30%	48,400	67,454
VANUATU	304,881	0	304,881	2,802	42,800	0.19%	9,900	396	5,800	0.19%	0	0	0	0	3,198	0.05%	48,400	51,598
VIETNAM	2,376,705	0	2,376,705	20,387	42,800	0.26%	71,950	2,878	5,800	0.26%	0	0	0	0	23,265	0.37%	48,400	71,665
YEMEN REPUBLIC OF	2,478,942	0	2,478,942	19,661	42,800	0.26%	69,025	2,761	5,800	0.26%	0	0	0	0	22,322	0.35%	48,400	70,722
ZAMBIA	4,225,912	0	4,225,912	36,044	42,800	0.32%	127,200	5,088	5,800	0.32%	0	0	0	0	41,132	0.65%	48,400	89,532
ZIMBABWE	6,461,143	0	6,461,143	54,740	42,800	0.40%	199,175	7,727	5,800	0.40%	0	0	0	0	62,467	0.98%	48,400	110,867
Subtotal Part II	611,284,474	5,357,686,542	5,968,971,016	5,525,719	5,999,400	47.62%	19,499,500	779,980	817,800	47.65%	1,686,000	67,440	1,120,282,412	1,132,769,887	6,373,139	100%	6,817,200	13,190,339
Subtotal Part I	1,265,967,044	189,517,406,909	190,783,373,953	11,402,957	1,275,148	52.38%									12,985,411	100%	1,457,548	14,422,959
Grand Total	1,877,251,518	194,875,013,451	196,752,264,969	16,928,676	7,274,548	100.00%									19,358,550	100%	8,254,748	27,613,298

Notes:
Current Status (a-1) to (a-6): It is assumed that the members that have outstanding commitments to subscribe or contribute to any previous Replenishment will fulfill their obligations. Amounts have been calculated, for purposes of the voting rights adjustment, by multiplying the subscriptions and contributions up to and including the Third Replenishment (which were expressed in terms of U.S. dollars of the weight and fineness in effect on January 1, 1960) by 1.20635 and adding thereto the dollar equivalent of the subscriptions and contributions under the Fourth through Fifteenth Replenishments at the agreed exchange rates.
Allocation of Additional Votes with respect to Encasement: Subscription votes have been allocated on the imputed value of these contributions based on the related encasement schedule rather than the nominal amounts shown in contribution tables. For the Sixteenth Replenishment, this is included in column (b-1) for Part I countries, and for Part II countries in column (e-4).
Additional Resources Provided under IDA16 in SDRs or Freely Convertible Currencies: The amounts shown in column (e-4) represent the additional resources provided under IDA16 by Part II members in SDRs or freely convertible currencies, as set out in Table 1. The U.S. Dollar equivalent has been obtained by converting the SDR amount using the average exchange rates for the U.S. Dollar against the SDR over the period April 1 to September 30, 2010 (SDRI=USD1.50233). These amounts are divided into subscriptions carrying votes (columns (c-1) and (e-1)) and contributions (column (e-3)).
Update of Part II members: The table has been updated to reflect the expected membership status of Part II members. New IDA members such as Kosovo, Romania and Tuvalu have been added while Venezuela has been removed from the list, with necessary adjustments made.

ATTACHMENT I

INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION

Additions to Resources: Sixteenth Replenishment

Instrument of Commitment

Reference is made to Resolution No. _____ of the Board of Governors of the International Development Association entitled „Additions to Resources: Sixteenth Replenishment“, which was adopted on _____, 2011 („the Resolution“).

The Government of _____ HEREBY NOTIFIES the Association pursuant to paragraph 2 of the Resolution that it will make the _____¹ authorized for it in accordance with the terms of the Resolution in the amount of _____².

(Date)

3

(Name and Office)

*

1 This form of Instrument of Commitment may be used for a Contributing Member's regular contribution, any Debt Relief Additional Contribution, and any Grant Compensation Additional Contribution either under separate instruments or combined. Contributing Members fill in the words „subscription and contribution“ for both regular contributions and Debt Relief Additional Contributions; and Subscribing Members fill in the word „subscription“ only.

2 Pursuant to paragraph 5(a) of the Sixteenth Replenishment Resolution, members are required to denominate their subscription and contribution, or subscription only, as the case may be, in SDRs, in the currency of the member if freely convertible, or with the agreement of the Association in a freely convertible currency of another member. Payment will be made as provided in paragraph 5(b) of the Resolution.

3 The instrument is to be signed on behalf of the Government by a duly authorized representative.

ATTACHMENT II

Encashment Schedule for IDA16 Contributions*(Percent of Total Contributions)*

<i>Fiscal Year</i>	<i>Standard Schedule</i>
2012	6.0
2013	12.3
2014	17.8
2015	16.2
2016	14.4
2017	11.7
2018	9.0
2019	7.2
2020	5.4
TOTAL	100.0

6344/01

N° 6344¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2011-2012

PROJET DE LOI

- **approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 16e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement**
- **approuvant l'amendement de la loi du 22 décembre 2006 relative à la participation du Luxembourg à l'IADM et à la 7e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole ajustant la contribution du Grand-Duché de Luxembourg à l'IADM**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(17.1.2012)

Par dépêche du 17 octobre 2011, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de loi sous rubrique, élaboré par le ministre de Finances.

Au texte du projet étaient joints un exposé des motifs et un commentaire des articles, une évaluation de l'impact des mesures sur le budget de l'Etat ainsi que la résolution n° 227 de l'Association internationale de développement (AID) avec ses annexes.

L'article 79 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat pose l'exigence d'une fiche financière renseignant sur l'impact budgétaire prévisible à court, moyen et long terme. Au vu de l'évaluation de l'impact des mesures sur le budget de l'Etat, le Conseil d'Etat peut se déclarer d'accord à considérer ce tableau comme fiche financière au sens de la disposition légale précitée.

*

CONSIDERATION GENERALE

Ce projet de loi s'inscrit dans une démarche répétitive qui demande à la Chambre des députés de voter des lois qui permettent au Gouvernement de faire face aux obligations résultant de l'appartenance du Luxembourg à diverses institutions financières internationales. Il s'agit en l'occurrence en premier lieu d'actualiser les engagements du Luxembourg auprès de l'AID et, en deuxième lieu, d'ajuster la contribution du Grand-Duché de Luxembourg à l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale (IADM).

*

EXAMEN DES ARTICLES*Intitulé*

Dans l'intitulé, à l'endroit du deuxième tiret, le Conseil d'Etat aurait préféré lire l'explication de l'acronyme IADM et propose ainsi d'ajouter à sa première utilisation la dénomination complète de „Initiative d'allégement de la dette multilatérale (ci-après „IADM“)“.

Il y a encore lieu de remplacer les mots „approuvant l'amendement“ par ceux de „portant modification“, le terme „approbation“ étant réservé au domaine du droit international public et à celui de la procédure législative et réglementaire.

Article 1er

Cet article permet au Gouvernement de participer à concurrence de 48.950.000 euros à la seizième reconstitution des ressources financières de l'AID.

Ceci constitue une augmentation de 8,68 millions d'euros et maintient la part de l'Etat luxembourgeois à 0,19% de l'enveloppe globale de l'AID.

Le commentaire des articles ajoute que la contribution du Luxembourg s'opère par l'émission d'un bon de trésor du montant prémentionné et ajoute un échéancier s'échelonnant des années 2012 à 2020 selon lequel ce montant est progressivement versé. L'impact budgétaire pour les neuf prochaines années est donc clairement indiqué dans le commentaire des articles.

L'AID est une institution du groupe de la Banque mondiale qui a comme vocation d'aider le développement économique des pays les plus pauvres accordant des prêts sans intérêt et des dons. L'AID constitue ainsi un organe de la Banque mondiale complémentaire à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) qui dispense des prêts d'investissement et des services de conseil aux pays à revenu intermédiaire. D'après le commentaire de cet article, 79 pays sont concernés, considérés comme les plus pauvres de la planète étant donné que le revenu annuel par habitant d'un pays éligible ne doit pas dépasser 1.165 dollars US. Les principaux thèmes retenus pour cette 16e reconstitution des ressources de l'AID sont premièrement la riposte aux crises, deuxièmement les Etats fragiles ou touchés par un conflit, troisièmement le genre et la parité hommes-femmes et quatrièmement le changement climatique.

Le Conseil d'Etat ne peut qu'approuver la dotation ainsi disposée de même que les priorités retenues dans le plan d'actions futures de l'AID. Il n'a pas d'observation à formuler sur le libellé de l'article.

Article 2

L'article 2 modifie l'article 1er de la loi du 22 décembre 2006 relative à la participation du Luxembourg à l'IADM et à la 7e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole en autorisant le Gouvernement à participer à concurrence de 30.260.000 euros à l'annulation des créances de l'AID sur les 38 Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) et les 4 pays potentiellement éligibles à l'initiative PPTE renforcée.

Il s'agit de l'ajustement de la contribution du Luxembourg à l'IADM en portant celle-ci de 25,52 millions d'euros sur la période 2007-2047 à 30.260.000 euros, ce qui constitue une augmentation de 740.000 euros. L'exposé des motifs explique cette augmentation par le constat que l'IADM a souffert dès son lancement d'un déficit structurel de financement si bien que le Luxembourg a annoncé d'ajuster son taux de participation de 0,10% à 0,11%. Le Conseil d'Etat approuve cette mesure et n'a pas d'autre observation à formuler.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 17 janvier 2012.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Georges SCHROEDER

6344/02

N° 6344²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2011-2012

PROJET DE LOI

- **approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 16e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement**
- **portant modification de la loi du 22 décembre 2006 relative à la participation du Luxembourg à l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (ci-après „IADM“) et à la 7e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole ajustant la contribution du Grand-Duché de Luxembourg à l'IADM**

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

(7.2.2012)

La Commission se compose de: M. Michel WOLTER, Président-Rapporteur; MM. François BAUSCH, Fernand BODEN, Alex BODRY, Fernand ETGEN, Gaston GIBERYEN, Norbert HAUPERT, Lucien LUX, Claude MEISCH, Roger NEGRI, Gilles ROTH et Marc SPAUTZ, Membres.

*

1. ANTECEDENTS

Le 14 octobre 2011, le projet de loi n° 6344 a été déposé par Monsieur le Ministre des Finances. Au texte du projet étaient joints un exposé des motifs et un commentaire des articles, une évaluation de l'impact des mesures sur le budget de l'Etat ainsi que la résolution n° 227 de l'Association internationale de développement (AID) avec ses annexes.

Le 31 janvier 2012, la Commission des Finances et du Budget (COFIBU) a désigné son Président Monsieur Michel Wolter comme rapporteur du projet de loi.

L'avis du Conseil d'Etat du 17 janvier 2012 a été analysé au cours de la réunion du 31 janvier 2012.

Au cours de la réunion du 7 février 2012, la COFIBU a adopté le projet de rapport.

*

2. OBJET DU PROJET DE LOI ET OBSERVATIONS GENERALES

Le présent projet de loi a pour objet, en premier lieu, d'actualiser les engagements du Luxembourg auprès de l'Association internationale de développement (AID) et, en deuxième lieu, d'ajuster la contribution du Grand-Duché de Luxembourg à l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM).

a) 16e reconstitution des ressources de l'association internationale de développement

L'Association internationale de Développement (AID) est la filiale de la Banque Mondiale qui fournit des ressources financières sous forme de prêts et dons aux pays les plus pauvres du monde.

Contrairement à la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), qui prête des fonds à des taux de marché, les crédits AID ne portent pas intérêt. Alors que la BIRD mobilise l'essentiel de ses ressources sur les marchés internationaux des capitaux, l'AID est largement tributaire des contributions des plus riches de ses pays membres pour couvrir ses besoins en capitaux. Elle tire des ressources supplémentaires des transferts de revenu de la BIRD et des remboursements de ses crédits antérieurs effectués par les pays emprunteurs.

Depuis sa création, l'AID a accordé au total 222 milliards de dollars US de crédits et de dons, dont la majeure partie, soit environ 50%, va en Afrique.

Pour pouvoir bénéficier de l'assistance de l'AID, le revenu annuel par habitant d'un pays ne doit pas dépasser 1.165 dollars US.

Les crédits de l'AID servent à financer deux types d'opérations, à savoir les projets d'investissement affectant directement les conditions de vie des plus démunis comme la fourniture d'eau potable, de systèmes d'irrigation, de soins de santé ou de moyens d'éducation et les mesures d'ajustement structurel des finances publiques du pays bénéficiaire, ceci en vue de faciliter des réformes en matière de restructuration économique, de stimulation de l'emploi ou de mise en place d'un système de sécurité sociale.

Les négociations pour la 16e reconstitution des ressources de l'AID se sont conclues en décembre 2010. Les promesses de dons ont atteint un niveau record de 26,4 milliards de dollars US.

Au total, la 16e reconstitution des ressources permettra de lever 49,3 milliards de dollars US; une augmentation de 7,1 milliards de dollars US par rapport à la 15e reconstitution. Au total, 51 pays ont participé à la 16e reconstitution des ressources.

Au cours de la période AID 16, allant de juillet 2011 à juin 2014, il sera accordé une attention particulière au thème de la parité hommes-femmes, aux problèmes des États fragiles et au changement climatique.

Le Luxembourg contribuera à raison de 48,95 millions d'euros à la 16e reconstitution des ressources ce qui représente 0,19% de l'enveloppe globale de l'AID. Par rapport à la reconstitution précédente, la contribution du Luxembourg s'accroît de 8,68 millions d'euros. Cette hausse traduit la volonté du Luxembourg de continuer à soutenir de manière vigoureuse les programmes d'aide des institutions multilatérales de développement et s'intègre parfaitement aux efforts d'alignement et d'harmonisation de la politique d'aide au développement du Luxembourg.

A noter encore que depuis sa création en 1960, l'AID s'est vu octroyer une contribution cumulative du Luxembourg de l'ordre de 225 millions de dollars.

La contribution du Luxembourg s'opère par l'émission d'un bon du trésor de 48.950.000 euros. Le tirage de ce bon et l'impact budgétaire sont prévus d'après l'échéancier suivant:

<i>Année</i>	<i>Montant en euros</i>	<i>Pourcentage d'encaissement</i>
2012	2.937.000 €	6,00%
2013	6.020.850 €	12,30%
2014	8.713.100 €	17,80%
2015	7.929.900 €	16,20%
2016	7.048.800 €	14,40%
2017	5.727.150 €	11,70%
2018	4.405.500 €	9,00%
2019	3.524.400 €	7,20%
2020	2.643.300 €	5,40%
	48.950.000 €	100,00%

b) Ajustement de la contribution du Luxembourg à l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM)

Lors du sommet du G-8 de Gleneagles du 9 juillet 2005, les Chefs d'Etat ont trouvé un accord sur l'annulation totale des créances de l'Association Internationale de Développement de la Banque Mondiale, du Fonds Monétaire International (FMI) et du Fonds africain de développement de la Banque Africaine de Développement (FafD) sur les pays bénéficiaires de l'initiative de réduction de la dette en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE). Cet accord a ensuite été confirmé par le Comité de Développement de la Banque Mondiale et le Comité Monétaire et financier international du Fonds Monétaire International le 25 septembre 2005.

Les négociations relatives au financement de l'annulation de la dette multilatérale dans le cadre de l'AID se sont clôturées le 7 décembre 2005 à Washington DC. Lors de ces négociations, les bailleurs de fonds ont exprimé leur soutien à l'octroi d'un allègement supplémentaire de la dette par le biais de l'IADM permettant d'investir des ressources plus conséquentes dans le cadre des Objectifs du millénaire pour le développement. Les représentants ont souligné le rôle central de l'AID dans la réalisation de ces objectifs. Ils ont également souligné que l'initiative ne doit nullement nuire à la capacité financière de l'AID et que l'AID doit pouvoir continuer à jouer son rôle de soutien aux pays à faible revenu. Par conséquent, les bailleurs de fonds se sont engagés à compenser les coûts à supporter par l'AID, et inhérents à l'allègement de la dette, sur une période de 37 ans.

Au moment de la conclusion de l'accord de financement de l'annulation des dettes multilatérales, la contribution luxembourgeoise a été estimée à 29,52 millions d'euros sur la période 2007-2043. Cette durée de 37 ans correspond à la durée des crédits accordés par l'AID.

Eu égard à la durée de l'engagement, la résolution n° 211 stipule toutefois dans ses paragraphes 1 (f) et 2 (c) que l'AID procède à un ajustement annuel des engagements des bailleurs de fonds afin de refléter le coût réel de mise en oeuvre de l'IADM. Ces ajustements annuels n'ont pour le moment pas encore occasionné une adaptation de l'engagement luxembourgeois.

Notons toutefois que l'initiative IADM a souffert dès son lancement d'un déficit structurel de financement. Afin de contribuer au colmatage du déficit structurel, le Luxembourg a annoncé d'ajuster son taux de participation à l'IADM de 0,10% à 0,11%. Le coût supplémentaire de cette mesure est de 740.000 euros avec comme échéances de paiement respectivement les 15 janvier 2037, 2038, 2039 et 2040.

Vu l'échéance lointaine des paiements relatifs à l'ajustement et l'incertitude quant au coût réel final de l'opération d'annulation de la dette multilatérale, une adaptation du bon du trésor initialement émis pour couvrir l'engagement IADM luxembourgeois n'est pas requise.

La contribution du Luxembourg à l'IADM est ainsi portée de 25,52 millions d'euros sur la période 2007-2047 à 30,26 millions d'euros.

*

3. AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat note que le projet de loi s'inscrit dans une démarche répétitive qui demande à la Chambre des députés de voter des lois qui permettent au Gouvernement de faire face aux obligations résultant de l'appartenance du Luxembourg à diverses institutions financières internationales.

La Haute Corporation approuve le projet de loi qui a pour objet d'actualiser les engagements du Luxembourg auprès de l'AID et d'ajuster la contribution à l'IADM.

Dans l'intitulé, à l'endroit du deuxième tiret, le Conseil d'Etat indique qu'il aurait préféré lire l'explication de l'acronyme IADM et propose ainsi d'ajouter à sa première utilisation la dénomination complète de „Initiative d'allègement de la dette multilatérale (ci-après „IADM“)“.

En plus il propose de remplacer les mots „approuvant l'amendement“ par ceux de „portant modification“, le terme „approbation“ étant réservé au domaine du droit international public et à celui de la procédure législative et réglementaire.

La COFIBU fait siennes les propositions du Conseil d'Etat.

*

4. COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1er

Cet article permet au Gouvernement de participer à concurrence de 48.950.000 euros à la seizième reconstitution des ressources financières de l'AID. Ceci constitue une augmentation de 8,68 millions d'euros et maintient la part de l'Etat luxembourgeois à 0,19% de l'enveloppe globale de l'AID. La contribution du Luxembourg s'opère par l'émission d'un bon du trésor.

Article 2

L'article 2 modifie l'article 1er de la loi du 22 décembre 2006 relative à la participation du Luxembourg à l'IADM et à la 7e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole en autorisant le Gouvernement à participer à concurrence de 30.260.000 euros à l'annulation des créances de l'AID sur les 38 Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) et les 4 pays potentiellement éligibles à l'initiative PPTE renforcée.

Il s'agit de l'ajustement de la contribution du Luxembourg à l'IADM en portant celle-ci de 25,52 millions d'euros sur la période 2007-2047 à 30.260.000 euros, ce qui constitue une augmentation de 740.000 euros.

*

5. TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION PARLEMENTAIRE

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Finances et du Budget recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi n° 6344 dans la teneur qui suit:

*

PROJET DE LOI

- **approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 16e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement**
- **portant modification de la loi du 22 décembre 2006 relative à la participation du Luxembourg à l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale (ci-après „IADM“) et à la 7e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole ajustant la contribution du Grand-Duché de Luxembourg à l'IADM**

Art. 1er. Le Gouvernement est autorisé à participer à concurrence de 48.950.000 euros à la seizième reconstitution des ressources financières de l'Association internationale de développement, conformément à la résolution n° 227 adoptée le 26 avril 2011 par le conseil des gouverneurs de l'Association internationale de développement.

Art. 2. L'article 1er de la loi du 22 décembre 2006 relative à la participation du Luxembourg à l'IADM et à la 7e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole est remplacé par la disposition suivante:

„**Art. 1er.** Le Gouvernement est autorisé à participer à concurrence de 30.260.000 euros à l'annulation des créances de l'Association Internationale de Développement sur les 38 Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) et les 4 pays potentiellement éligibles à l'initiative PPTE renforcée, conformément à la résolution n° 211 adoptée le 21 avril 2006 par le Conseil des gouverneurs de l'AID.“

Luxembourg, le 7 février 2012

Le Président-Rapporteur,
Michel WOLTER

6344

Bulletin de Vote (Vote Public)

Page 1/2

Date: 06/03/2012 17:42:33
 Scrutin: 9
 Vote: PL 6344 IADM
 Description: Projet de loi 6344

Président: M. Mosar Laurent
 Secrétaire A: M. Frieseisen Claude
 Secrétaire B: Mme Barra Isabelle

	Oui	Abst	Non	Total
Présents:	46	0	0	46
Procuration:	13	0	0	13
Total:	59	0	0	59

Nom du député	Vote	(Procuration)	Nom du député	Vote	(Procuration)
déi gréng					
M. Adam Claude	Oui		M. Bausch François	Oui	
M. Braz Félix	Oui		M. Gira Camille	Oui	(M. Braz Félix)
M. Kox Henri	Oui		Mme Lorsché Josée	Oui	(Mme Loschetter Viviva)
Mme Loschetter Viviane	Oui				

CSV					
Mme Adehm Diane	Oui		Mme Andrich-Duval Sylv	Oui	
Mme Arendt Nancy	Oui	(Mme Doerner Christin)	M. Boden Fernand	Oui	
M. Clement Lucien	Oui		Mme Doerner Christine	Oui	
M. Eicher Emile	Oui		M. Eischen Félix	Oui	
Mme Frank Marie-Josée	Oui		M. Gloden Léon	Oui	(M. Oberweis Marcel)
M. Hauptert Norbert	Oui		M. Kaes Ali	Oui	
M. Lies Marc	Oui		Mme Mergen Martine	Oui	
M. Meyers Paul-Henri	Oui		M. Mosar Laurent	Oui	
M. Oberweis Marcel	Oui		M. Roth Gilles	Oui	
M. Schaaf Jean-Paul	Oui	(M. Eischen Félix)	Mme Scholtes Tessy	Oui	
M. Spautz Marc	Oui		M. Weber Robert	Oui	
M. Weiler Lucien	Oui		M. Weydert Raymond	Oui	
M. Wilmes Serge	Oui	(Mme Mergen Martine)	M. Wolter Michel	Oui	

LSAP					
M. Angel Marc	Oui		M. Bodry Alex	Oui	
Mme Dall'Agnol Claudia	Oui		M. Diederich Fernand	Oui	
M. Engel Georges	Oui	(Mme Dall'Agnol Claud)	M. Fayot Ben	Oui	
M. Haagen Claude	Oui	(M. Negri Roger)	M. Klein Jean-Pierre	Oui	
M. Lux Lucien	Oui		Mme Mutsch Lydia	Oui	(M. Fayot Ben)
M. Negri Roger	Oui		Mme Spautz Vera	Oui	(M. Angel Marc)

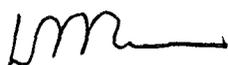
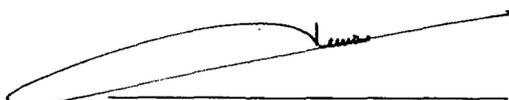
DP					
M. Bauler André	Oui		M. Berger Eugène	Oui	
M. Bettel Xavier	Oui	(M. Wagner Carlo)	Mme Brasseur Anne	Oui	(M. Etgen Fernand)
M. Etgen Fernand	Oui		M. Helminger Paul	Oui	
M. Meisch Claude	Oui		Mme Polfer Lydie	Oui	(M. Meisch Claude)
M. Wagner Carlo	Oui				

ADR					
M. Colombera Jean	Oui		M. Gibéryen Gast	Oui	
M. Henckes Jacques-Yve	Oui		M. Kartheiser Fernand	Oui	

déi Lénk					
M. Urbany Serge	Oui				

Le Président:

Le Secrétaire général:

Date: 06/03/2012 17:42:33
Scrutin: 9
Vote: PL 6344 IADM
Description: Projet de loi 6344

Président: M. Mosar Laurent
Secrétaire A: M. Frieseisen Claude
Secrétaire B: Mme Barra Isabelle

	Oui	Abst	Non	Total
Présents:	46	0	0	46
Procuration:	13	0	0	13
Total:	59	0	0	59

n'ont pas participé au vote:

Nom du député

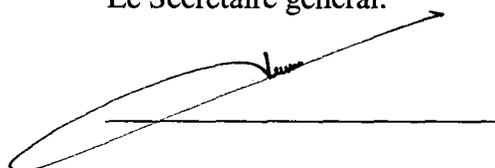
Nom du député

LSAP

M. Scheuer Ben

Le Président:

Le Secrétaire général:



6344/03

N° 6344³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2011-2012

PROJET DE LOI

- **approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 16e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement**
- **portant modification de la loi du 22 décembre 2006 relative à la participation du Luxembourg à l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (ci-après „IADM“) et à la 7e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole ajustant la contribution du Grand-Duché de Luxembourg à l'IADM**

* * *

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(20.3.2012)

Le Conseil d'Etat,

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 8 mars 2012 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

PROJET DE LOI

- **approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 16e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement**
- **portant modification de la loi du 22 décembre 2006 relative à la participation du Luxembourg à l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (ci-après „IADM“) et à la 7e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole ajustant la contribution du Grand-Duché de Luxembourg à l'IADM**

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 6 mars 2012 et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'Etat en sa séance du 17 janvier 2012;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 20 mars 2012.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Pour le Président,
La Vice-Présidente,
Viviane ECKER

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Session ordinaire 2011-2012

CC/pk

Commission des Finances et du Budget

Procès-verbal de la réunion du 07 février 2012

ORDRE DU JOUR :

1. COM(2011) 738: Proposition de RÈGLEMENT DU CONSEIL relatif aux modalités et à la procédure de mise à disposition de la ressource propre fondée sur la taxe sur les transactions financières

Le dossier précité ne relève pas du contrôle du principe de subsidiarité.

COM(2011) 821: Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant des dispositions communes pour le suivi et l'évaluation des projets de plans budgétaires et pour la correction des déficits excessifs dans les Etats membres de la zone euro

Le dossier précité relève du contrôle du principe de subsidiarité. Le délai de huit semaines commence le 1er décembre 2011 et prend fin le 26 janvier 2012.

COM(2011) 819: Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif au renforcement de la surveillance économique et budgétaire des Etats membres connaissant ou risquant de connaître de sérieuses difficultés du point de vue de leur stabilité financière au sein de la zone euro

Le dossier précité relève du contrôle du principe de subsidiarité. Le délai de huit semaines commence le 15 décembre 2011 et prend fin le 9 février 2012.

- Examens des documents

2. 6344 Projet de loi
 - approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 16e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement
 - approuvant l'amendement de la loi du 22 décembre 2006 relative à la participation du Luxembourg à l'IADM et à la 7e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole ajustant la contribution du Grand-Duché de Luxembourg à l'IADM
 - Rapporteur: Monsieur Michel Wolter
 - Présentation et adoption d'un projet de rapport
3. Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 10, 17 et 20 janvier

2012

4. Divers

*

Présents : M. Eugène Berger remplaçant M. Claude Meisch, M. Fernand Boden, M. Alex Bodry, M. Fernand Etgen, M. Gast Gibéryen, M. Norbert Hauptert, M. Lucien Lux, M. Roger Negri, M. Gilles Roth, M. Marc Spautz

M. Luc Frieden, Ministre des Finances

M. Georges Heinrich, Mme Sarah Khabirpour, du Ministère des Finances

Mme Carole Closener, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. François Bausch, M. Claude Meisch, M. Michel Wolter

*

Présidence : M. Roger Negri

*

1. COM(2011) 738: Proposition de RÈGLEMENT DU CONSEIL relatif aux modalités et à la procédure de mise à disposition de la ressource propre fondée sur la taxe sur les transactions financières

Le dossier précité ne relève pas du contrôle du principe de subsidiarité.

Le 29 juin 2011, la Commission a adopté, dans le cadre d'un vaste ensemble de propositions sur le système des ressources propres, une proposition de règlement du Conseil relatif aux modalités et à la procédure de mise à disposition des ressources propres traditionnelles et de la ressource propre fondée sur le RNB et aux mesures visant à faire face aux besoins de trésorerie, en application de l'article 322, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après dénommé «TFUE»). Elle avait annoncé qu'avant la fin de 2011, elle présenterait à ce sujet une réglementation détaillée, ou qu'elle proposerait les modifications nécessaires à apporter aux actes juridiques existants, ainsi que les dispositions d'exécution correspondantes. En conséquence, la Commission a adopté, le 28 septembre 2011, une proposition de directive du Conseil établissant un système commun de taxe sur les transactions financières (ci-après dénommée la «directive TTF»).

Conformément à la directive TTF, il est à présent proposé de recourir à la TTF en tant que ressource propre à compter du 1^{er} janvier 2014, ce qui signifie que, dès le début de sa mise en œuvre, la TTF sera partiellement utilisée comme ressource propre.

La proposition de la Commission s'appuie sur l'expérience acquise en matière de gestion des ressources propres. Elle combine les éléments les plus pertinents de deux des systèmes existants: ceux des ressources propres traditionnelles et ceux de la ressource propre fondée sur la TVA. Afin d'éviter de soumettre à des contraintes excessives les dispositions légales que les Etats membres doivent instaurer pour appliquer la taxe sur les transactions financières, il est proposé que le droit à la ressource propre ne prenne pas naissance tant que l'Etat membre n'en a pas effectivement perçu le montant. Toutefois, afin de permettre la perception plus rapide et plus efficace de la ressource propre, il est proposé que la mise à disposition s'effectue suivant un système de relevés mensuels indiquant clairement la date à

laquelle les montants de ressources propres doivent être mis à la disposition de la Commission.

*

Monsieur le Ministre rappelle, dans la continuité de la réunion du 10 novembre 2011, lors de laquelle les membres de la Commission ont analysé la proposition de directive TTF, que le Gouvernement luxembourgeois approuve les éléments principaux de la proposition de directive (COM (2011) 594).

L'orateur rappelle que le champ d'application de la taxe est large, car il vise à couvrir les transactions concernant tous les types d'instruments financiers : les instruments négociables sur le marché des capitaux, les instruments du marché monétaire (à l'exception des instruments de paiement), les parts ou actions des organismes de placement collectif et les contrats dérivés. Les transactions réalisées avec la Banque centrale européenne et les banques centrales nationales sont toutefois exclues du champ d'application. Les taux de la TTF s'élèvent à 0,1% ou à 0,01% selon la nature des transactions.

Monsieur le Ministre précise que, selon la position du Gouvernement luxembourgeois, le texte proposé devrait être applicable aux 27 Etats membres, en rappelant qu'il s'agit d'une proposition de directive, discutée au sein du Conseil ECOFIN, et non de l'Eurogroupe. Certains Etats membres sont toutefois opposés à la mise en place de la TTF, notamment la Grande-Bretagne et la Suède. L'alternative, consistant en une application limitée à la zone euro, ne fait pas non plus l'unanimité, notamment en raison des réticences de l'Irlande et des Pays-Bas. En outre certains membres du G20 n'adhèrent pas non plus à l'idée de la mise en place d'une telle taxe.

Echange de vues

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir les éléments suivants :

- La proposition de directive est silencieuse sur l'affectation des recettes liées à la TTF. Selon les Etats, les recettes pourraient financer l'aide au développement, les budgets nationaux ou alors le budget de l'UE.
- Le niveau des recettes générées par la TTF variera en fonction du champ d'application géographique.
- Vue l'importance de la place financière de Luxembourg, l'impact de la mise en place de la TTF pourrait être considérable. Aussi convient-il d'éviter la délocalisation des activités financières.
- L'avenir de la taxe d'abonnement semble compromis dans la mesure où la directive prévoit que les Etats membres ne puissent maintenir ni introduire de taxes sur les transactions financières autres que la TTF proposée ou la TVA (cf. article 12 de la proposition de directive TTF).
- En théorie, les recettes générées au titre de la TTF pourraient être largement supérieures à celles générées par la taxe d'abonnement. En pratique cependant, le volume des recettes TTF risque d'être affecté par une éventuelle délocalisation des activités tombant sous son champ d'application.

COM(2011) 821: Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant des dispositions communes pour le suivi et l'évaluation des

projets de plans budgétaires et pour la correction des déficits excessifs dans les Etats membres de la zone euro

Le dossier précité relève du contrôle du principe de subsidiarité. Le délai de huit semaines commence le 1er décembre 2011 et prend fin le 26 janvier 2012.

COM(2011) 819: Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif au renforcement de la surveillance économique et budgétaire des Etats membres connaissant ou risquant de connaître de sérieuses difficultés du point de vue de leur stabilité financière au sein de la zone euro

Le dossier précité relève du contrôle du principe de subsidiarité. Le délai de huit semaines commence le 15 décembre 2011 et prend fin le 9 février 2012.

Ces deux propositions de règlement font partie d'un paquet qui comporte deux autres éléments : l'examen annuel de la croissance 2012 fixant les priorités économiques pour l'année à venir et un livre vert sur les obligations de stabilité. Les deux propositions de règlement visent à renforcer la surveillance économique et budgétaire dans la zone euro.

La Commission européenne compte ainsi intensifier son action en faveur du renouveau économique par des initiatives destinées à relever trois défis indissociables auxquels sont confrontées l'UE et la zone euro en particulier: la faiblesse générale - avec certes des divergences - des performances en matière de croissance et d'emploi, le manque de coordination et de discipline des politiques budgétaires et l'instabilité des marchés de la dette souveraine souffrant d'un manque de liquidité.

Le message clé véhiculé par l'examen annuel de la croissance 2012 est que, face à la détérioration de la situation économique et sociale, il convient d'intensifier les efforts pour remettre l'Europe sur les rails et soutenir la croissance et l'emploi. L'examen appelle l'UE et les Etats membres à se concentrer sur cinq priorités: la poursuite d'un assainissement budgétaire différencié et propice à la croissance, la reprise des activités normales de prêt à l'économie, la promotion de la croissance et de la compétitivité, la lutte contre le chômage et les conséquences sociales de la crise, ainsi que la modernisation de l'administration publique.

Le règlement proposé renforçant la surveillance économique et budgétaire des pays de la zone euro confrontés à une instabilité financière grave ou menacés de l'être garantirait que la surveillance de ces Etats membres qui bénéficient d'un programme d'assistance financière ou qui sont gravement menacés d'instabilité financière est rigoureuse, suit des procédures claires et est ancrée dans la législation de l'UE. La Commission serait à même de décider si un Etat membre confronté à de graves difficultés quant à sa stabilité financière devrait ou non faire l'objet d'une surveillance renforcée. Le Conseil, quant à lui, serait en mesure d'adopter une recommandation invitant cet Etat membre à solliciter une assistance financière.

Le règlement proposé renforçant la surveillance des politiques budgétaires dans les Etats membres de la zone euro demanderait à ces pays de présenter leurs projets de budget à la même période chaque année et conférerait à la Commission le droit de les analyser et, le cas échéant, d'émettre un avis à leur sujet. La Commission pourrait demander leur révision au cas où elle estimerait qu'ils manquent gravement aux obligations politiques fixées par le pacte de stabilité et de croissance. Ces initiatives seraient portées à la connaissance du grand public de manière à garantir une parfaite transparence. Le règlement propose aussi un suivi plus étroit et des obligations d'information pour les pays de la zone euro soumis à une procédure pour déficit excessif, à appliquer de manière continue tout au long du cycle budgétaire. Les Etats membres de la zone euro seraient également tenus de mettre en place

des conseils budgétaires indépendants et de fonder leurs budgets sur des prévisions indépendantes.

Echange de vues

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir les éléments suivants :

- Monsieur le Ministre rappelle que les deux propositions ont été largement exposées lors de la réunion jointe du 6 février 2012 avec les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.
- Le Gouvernement luxembourgeois approuve globalement les grandes lignes de ces propositions de texte, dans la mesure où seule une surveillance économique et budgétaire renforcée peut améliorer la stabilité de la zone euro à long terme.
- Il existe cependant des points à clarifier, notamment celui du « conseil budgétaire indépendant » (ou « independent fiscal council »), qui d'après la proposition de texte du document COM (2011) 821 serait « un organisme jouissant d'une autonomie fonctionnelle par rapport aux autorités budgétaires de l'État membre chargées de surveiller la mise en œuvre des règles budgétaires nationales ». On peut se demander dans ce contexte qui, au Luxembourg, remplira ce rôle : un organe existant ou alors un organe créé ad hoc ?
- Par ailleurs la proposition de règlement COM (2011) 821 définit les « prévisions macroéconomiques indépendantes » comme des « prévisions macroéconomiques et/ou budgétaires réalisées par un organisme indépendant ou un organisme jouissant d'une autonomie fonctionnelle par rapport aux autorités budgétaires de l'État membre ». Dans ce contexte il est précisé que les modifications apportées par la loi du 10 juillet 2011 portant organisation de l'Institut national de la statistique et des études économiques ont anticipé ces changements en réformant le STATEC au niveau de ses attributions, de son organisation, de ses procédures et méthodes.
- Le Sénat français et le Parlement suédois ont émis des avis motivés sur le document COM (2011) 821.

Contrôle du principe de subsidiarité

En ce qui concerne le contrôle du principe de subsidiarité, les membres de la Commission estiment que celui-ci est respecté. Dans ces conditions, ils sont d'avis que la rédaction d'un avis motivé ou d'un avis politique ne s'impose pas.

2. 6344 Projet de loi

- **approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 16e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement**
- **approuvant l'amendement de la loi du 22 décembre 2006 relative à la participation du Luxembourg à l'IADM et à la 7e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole ajustant la contribution du Grand-Duché de Luxembourg à l'IADM**

Présentation et adoption d'un projet de rapport

M. Norbert Hauptert, présente, au nom du rapporteur du projet de loi, Monsieur Michel Wolter, les grandes lignes du projet de rapport, pour les détails duquel il est prié de se référer au document envoyé par courrier électronique le 2 février 2012.

Le projet de rapport est adopté à l'unanimité des membres présents.

Les membres de la Commission proposent à la Conférence des Présidents de retenir le modèle de base pour les discussions en séance publique.

3. Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 10, 17 et 20 janvier 2012

Les projets de procès-verbal des réunions des 10, 17 et 20 janvier 2012 sont approuvés.

4. Divers

Les membres de la Commission sont priés de confirmer leur présence à la réunion convoquée le 15 février à 15h30 dans le cadre de la visite de M. Jean Arthuis, Sénateur de la Mayenne, Sénat (France).

Il est rappelé par ailleurs que le Bureau a autorisé trois membres de la majorité et trois membres de l'opposition à participer à la réunion interparlementaire de commissions sur le Semestre européen pour la coordination économique, qui se tiendra les 27 et 28 février prochains à Bruxelles. MM. Alex Bodry, Roger Negri et Gast Gibéryen souhaitent y participer. MM. Fernand Boden et Gilles Roth souhaiteraient, le cas échéant, s'inscrire à la seule journée du 27 février.

Luxembourg, le 7 février 2012

La secrétaire,
Carole Closener

Le Vice-Président,
Roger Negri



CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Session ordinaire 2011-2012

CC/pk

Commission des Finances et du Budget

Procès-verbal de la réunion du 31 janvier 2012

ORDRE DU JOUR :

1. Elaboration d'une prise de position sur le rapport d'activité du Médiateur 2010/2011
2. 6344 Projet de loi
 - approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 16e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement
 - approuvant l'amendement de la loi du 22 décembre 2006 relative à la participation du Luxembourg à l'IADM et à la 7e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole ajustant la contribution du Grand-Duché de Luxembourg à l'IADM
 - Désignation d'un rapporteur
 - Présentation du projet de loi
 - Examen de l'avis du Conseil d'Etat
3. Examen du relevé des motions et résolutions renvoyées à la Commission des Finances et du Budget
4. Divers

*

Présents : M. Fernand Boden, M. Alex Bodry, M. Fernand Etgen, M. Gast Gibéryen, M. Norbert Hauptert, M. Lucien Lux, M. Claude Meisch, M. Roger Negri, M. Gilles Roth, M. Marc Spautz, M. Michel Wolter

M. Romain Heinen, Directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines

M. Guy Heintz, Directeur de l'Administration des contributions directes

Mme Carole Closener, de l'Administration parlementaire

Excusé : M. François Bausch

*

Présidence : M. Michel Wolter, Président de la Commission

*

1. Elaboration d'une prise de position sur le rapport d'activité du Médiateur 2010/2011

Suite à la réunion du 17 janvier 2012, les directeurs des administrations fiscales ont été invités afin d'expliquer aux membres de la Commission leur position sur les différents dossiers évoqués par le rapport du Médiateur.

Le directeur de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et le directeur de l'Administration des contributions directes exposent successivement leurs prises de position sur les différentes réclamations décrites dans le chapitre « 1.2.4. Fiscalité » (cf. documents annexés).

Les explications fournies par les deux directeurs ne suscitent pas de commentaires de la part des membres de la Commission qui constatent par ailleurs avec satisfaction que, selon le rapport, la collaboration entre le Médiateur et les deux administrations fiscales est excellente.

2. 6344 Projet de loi

- **approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 16e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement**
- **approuvant l'amendement de la loi du 22 décembre 2006 relative à la participation du Luxembourg à l'IADM et à la 7e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole ajustant la contribution du Grand-Duché de Luxembourg à l'IADM**

Désignation d'un rapporteur

Les membres de la Commission désignent à l'unanimité M. Michel Wolter comme rapporteur du projet de loi.

Présentation du projet de loi

Le projet de loi, tel que décrit en détail par l'exposé des motifs du document parlementaire afférent, a pour objet en premier lieu d'actualiser les engagements du Luxembourg auprès de l'Association internationale de développement (AID) et, en deuxième lieu, d'ajuster la contribution du Grand-Duché de Luxembourg à l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale (IADM).

Examen de l'avis du Conseil d'Etat

M. le Président-Rapporteur présente l'avis du Conseil d'Etat du 17 janvier 2012, pour les détails duquel il est prié de se référer au document parlementaire afférent.

Le Conseil d'Etat note que le projet de loi s'inscrit dans une démarche répétitive qui demande à la Chambre des députés de voter des lois qui permettent au Gouvernement de

faire face aux obligations résultant de l'appartenance du Luxembourg à diverses institutions financières internationales.

La Haute Corporation approuve le projet de loi qui a pour objet d'actualiser les engagements du Luxembourg auprès de l'AID et d'ajuster la contribution à l'IADM.

Dans l'intitulé, à l'endroit du deuxième tiret, le Conseil d'Etat indique qu'il aurait préféré lire l'explication de l'acronyme IADM et propose ainsi d'ajouter à sa première utilisation la dénomination complète d'„Initiative d'allègement de la dette multilatérale (ci-après „IADM“)“.

En plus il propose de remplacer les mots „approuvant l'amendement“ par ceux de „portant modification“, le terme „approbation“ étant réservé au domaine du droit international public et à celui de la procédure législative et réglementaire.

La COFIBU fait siennes les propositions du Conseil d'Etat.

*

Le Président-Rapporteur propose de finaliser un projet de rapport en vue de son adoption lors de la réunion du 7 février 2012.

3. Examen du relevé des motions et résolutions renvoyées à la Commission des Finances et du Budget

Les membres de la Commission examinent le relevé annexé et décident de faire retirer toutes les motions et résolutions en question du rôle des affaires de la Chambre des Députés. Un courrier en ce sens sera adressé au Président de la Chambre des Députés.

4. Divers

Le Bureau a décidé, en date du 27 janvier 2012, que la Commission des Finances et du Budget recevra M. Jean Arthuis, Président de la Commission des Finances du Sénat de la République Française, qui sera en déplacement à Luxembourg le 15 février 2012. La visite de M. Jean Arthuis s'inscrit dans le cadre d'une mission sur l'avenir de la zone euro, qui lui a été confiée par le Premier Ministre de la République Française, M. François Fillon. L'horaire exact de la réunion, qui sera présidée par M. Roger Negri, sera confirmé ultérieurement.

Luxembourg, le 1^{er} février 2012

La secrétaire,
Carole Closener

Le Président,
Michel Wolter

Annexes:

- Administration des contributions directes: Prise de position sur le rapport d'activité du Médiateur 2010/2011
- Administration de l'enregistrement et des domaines: Rapport d'activité de Monsieur le Médiateur concernant les années 2010/2011
- Relevé des motions et des résolutions en cours (Commission des Finances et du Budget)



Monsieur le Président
de la Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes

L-1728 LUXEMBOURG

Luxembourg, le 23 janvier 2012

Concerne : rapport d'activité de Monsieur le Médiateur concernant les années 2010/2011

Monsieur le Président,

Les points évoqués en relation avec les compétences de l'administration, comportent de ma part les commentaires ci-après :

1) Crédit d'impôt-droits d'enregistrement

Comme il résulte du rapport, les doléances de Monsieur le Médiateur ont connu les suites voulues.

2) Délai de remboursement de la TVA aux entreprises étrangères

Il est opportun de relever qu'en août 2011 l'administration, en concertation avec le Centre des Technologies de l'Information de l'Etat, a confié la maintenance de l'application VAT-Refund à un nouveau prestataire en vue d'accélérer la correction des erreurs multiples de l'application.

Force est de constater, que la version récemment délivrée par ce nouveau prestataire présente toutes les fonctionnalités requises au niveau portail en tant qu'Etat membre d'établissement aussi bien qu'en qualité d'Etat membre de remboursement.

Suite à l'introduction d'un module de décision automatique combiné avec une analyse de risques, l'administration a réussi à évacuer toutes les demandes conformes aux dispositions légales.

De cette manière, la situation telle que présentée encore en juillet 2011 s'est considérablement améliorée comme il en ressort du tableau ci-après :

	Demandes entrées	Demandes traitées	Pourcentage
11.07.2011	66.023	18.332	27,76
12.01.2012	93.592	81.641	87,23

Il convient cependant de relever qu'un nombre considérable des demandes non encore traitées comportent des irrégularités aux prescriptions de droit national et communautaire comme par exemple, périodes chevauchantes, numéros d'identification à format incorrect, codes de biens inexistant au Luxembourg.

Au niveau des décisions prises, il faudrait en plus remarquer que la notification de ces dernières est souvent rendue impossible par une adresse e-mail incorrecte du requérant.

La même situation se présente au niveau des paiements, un compte bancaire erroné ne permettant pas le virement des montants accordés.

3) Délai de remboursement de la TVA aux entreprises de construction

Un règlement ministériel du 4 novembre 2010 a réorganisé la compétence des bureaux d'imposition TVA au niveau national. A la suite de cette réorganisation, toutes les entreprises de construction d'immeubles ont été concentrées sur le Bureau d'Imposition 7 à Diekirch.

Beaucoup de ces entreprises, qui sont actives dans la construction de résidences et de maisons destinées à des fins de logement, facturent effectivement, après le dépôt des demandes d'agrément autorisant l'application directe du taux de 3%, aux clients le taux super-réduit. Les déclarations périodiques et annuelles déposées accusent alors souvent un crédit TVA.

Les entreprises de construction concernées peuvent faire une demande de remboursement de l'excédent de la taxe en amont renseignée sur une déclaration périodique à la Recette Centrale. Cette demande est transférée immédiatement au bureau d'imposition, qui fait certaines vérifications et autorise obligatoirement endéans un délai de 10 jours le remboursement au moins partiel de ces montants (art. 55 de la loi TVA). En cas de refus, l'assujetti est informé des motifs à la base de la décision.

Cette pratique est courante, mais le bureau doit constater souvent que les soldes des déclarations périodiques sont largement plus élevés que le solde de la déclaration annuelle, que les demandes d'agrément n'ont pas été déposées au Bureau d'Imposition XII de sorte que dans ces cas, le bureau doit refuser le remboursement de la taxe.

Remarquons dans ce contexte, que le montant global des remboursements effectués en 2011, s'élève à un montant-record de 1,1 milliard euros.

4) Evaluation de la valeur des immeubles

Suite aux observations faites par Monsieur le Médiateur concernant l'évaluation des immeubles dans le cadre d'une succession, une instruction de service en date du 29 décembre 2011 vise à assurer un meilleur équilibre entre les intérêts du Trésor public et ceux des contribuables. En effet, l'instruction fait état d'une interprétation plus libérale de l'article 13 de la loi modifiée du 27 décembre 1817 en matière de droits de succession au libellé suivant: « *Pendant six semaines, à partir du jour de la déclaration, les parties déclarantes seront admises à rectifier les déclarations en plus ou en moins par une déclaration supplémentaire, sans qu'il puisse être exigé aucune amende* ». Suite à la nouvelle interprétation de cet article, l'administré a le droit de déposer – même après l'écoulement du délai de six semaines – une rectification de la déclaration à la suite d'une cession à titre onéreux de droits réels immobiliers à un prix inférieur à la valeur figurant dans la déclaration : aucune amende n'est due dans ce cas. Dans la mesure où l'Administration de l'Enregistrement et les contribuables ont désormais exactement les mêmes droits pour modifier vers le haut respectivement vers le bas les valeurs figurant dans la déclaration pour les immeubles, une réforme de la loi modifiée du 27 décembre 1817 n'est plus requise.

Veillez croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma plus haute considération.

Le Directeur
de l'Enregistrement et des Domaines



Romain HEINEN

Prise de position sur le rapport d'activité du Médiateur 2010/2011

– Administration des contributions directes (ACD)

1. Problèmes en relation avec les plus-values immobilières

I. La problématique a trait à la définition du bénéfice commercial dans les opérations les plus usuelles énumérées ci-après :

- Lotissement de terrains
- Achat et revente d'immeubles bâtis et non bâtis
- Modifications structurelles de bâtiments aboutissant à la création d'entités nouvelles remises en vente

1. Délimitation

- Les opérations peuvent être réalisées soit un agent immobilier ou un entrepreneur exerçant son activité à titre principal soit par une personne faisant de tels travaux ou transactions de façon auxiliaire, mais de manière régulière, ou encore, il peut s'agir d'une affaire isolée, mais intégrée dans un contexte plus vaste.
- Il n'existe pas de règles simples
- Il n'y a pas de limites minima/maxima absolues
 - ni p.ex. en ce qui concerne le nombre des opérations
 - ni p.ex. en ce qui concerne la durée minimale de détention
- Principe à respecter dans tous les cas : Appréciation de l'activité développée à la lumière de l'ensemble des circonstances du cas d'espèce

2. Législation et jurisprudence

La définition générale de l'activité commerciale à l'article 14, alinéa 1^{er} L.I.R. est la seule disposition légale à ce sujet contenue à la L.I.R. :

« ... toute activité indépendante à but de lucre exercée de manière permanente et constituant une participation à la vie économique générale ». Il s'en dégage que quatre critères doivent être remplis simultanément pour qu'il y ait bénéfice commercial. Ce sont les critères suivants :

1. Indépendance
2. But de lucre
3. Permanence (Nachhaltigkeit)
4. Participation à la vie économique

Au cas où un seul de ces critères fait défaut, l'opération relève du patrimoine privé et ne dégage pas de bénéfice commercial.

À la suite ces critères seront analysés selon leur importance en la matière, en commençant par le critère qui est le plus souvent déterminant pour établir la nature de l'opération (commerciale ou non commerciale).

2.1. Le critère de la permanence

La notion de permanence n'est pas nécessairement identique à celle de répétition. Documents parlementaires 571⁴ (loi concernant l'impôt sur le revenu), commentaire des articles p. 18 :

« ... le caractère de permanence n'implique pas nécessairement que l'activité se répète. Pour qu'il y ait permanence, il suffit que l'activité ait lieu avec l'intention de se répéter si l'occasion s'en présente et de constituer de la sorte une source de revenu sur la base d'opérations répétées. »

« ... le caractère de permanence sépare l'activité commerciale ... d'actes similaires isolés qui ont lieu dans le cadre de l'administration du patrimoine privé du contribuable. »

Dans le cas d'une société civile immobilière qui avait acquis et revendu le même jour un bien immobilier avec réalisation d'un important bénéfice, le Tribunal administratif avait conclu que le critère de la permanence serait vérifié dans cette seule opération. L'acquéreur/vendeur (la s.c.i.) exerce d'avantage un rôle d'intermédiaire, d'agent, et réalise de ce fait un bénéfice ; l'opération va au-delà de la gestion patrimoniale de la société civile.

« ... opération qui incontestablement a un caractère commercial, la seule finalité de cette opération, dans laquelle la SCI n'a agi que très brièvement en

tant qu'intermédiaire, étant de générer dans son chef un gain pécuniaire. »
(TA n° 24389 du 2.3.2009)

Le « Bundesfinanzhof » avait formulé la différence entre l'opération de gestion du patrimoine privé et l'opération commerciale comme suit : « Die Veräußerung von Grundbesitz ist der privaten Vermögensverwaltung zuzurechnen, wenn der Stpfl damit höhere Erträge aus dem vorhandenen Vermögen anstrebt. Veräussert er dagegen den Grundbesitz, um Substanzwertsteigerungen auszunutzen, wird er gewerblich tätig » (BFH du 18.01.1989)

Cette même idée avait été formulée comme suit aux études fiscales, en précisant ce qu'il faut entendre concrètement par « Substanzwertsteigerungen » ; il s'agit d'un négoce (déguisé) d'immeubles :

« Si l'administration d'un patrimoine immobilier privé n'exclut pas qu'il puisse y avoir des mutations, i.e. des acquisitions et ventes d'immeubles, il faut que ces mutations soient comprises comme début ou fin d'une activité orientée essentiellement vers une jouissance des fruits, notamment la location, et qu'elles ne s'analysent pas comme un négoce déguisé d'immeubles » (études fiscales n° 109, décembre 1997, Dostert/Stoffel)

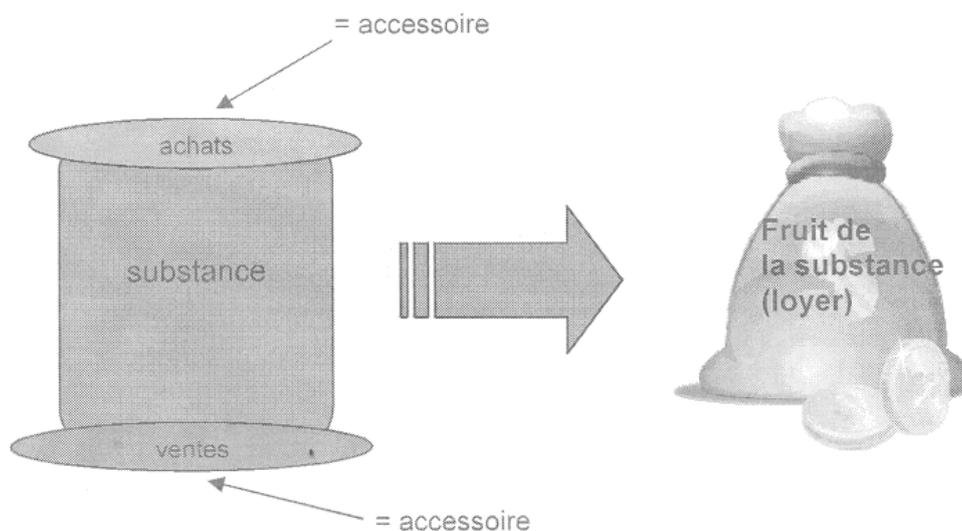
Dans un jugement récent, le Tribunal s'est exprimé comme suit pour expliquer la différence entre gestion du patrimoine privé et réalisation d'un bénéfice commercial :

« D'une manière générale, il y a administration du patrimoine privé aussi longtemps que les activités d'achat et de vente s'analysent en de simples accessoires d'une jouissance des fruits d'un patrimoine immobilier privé dont la substance est conservée. Au contraire, de telles activités dépassent le cadre de la gestion d'un patrimoine privé lorsque le contribuable recherche une exploitation de la substance de son patrimoine par transfert (Umschichtung) d'éléments substantiels de sa fortune. » TA n° 23434 du 10.9.2008

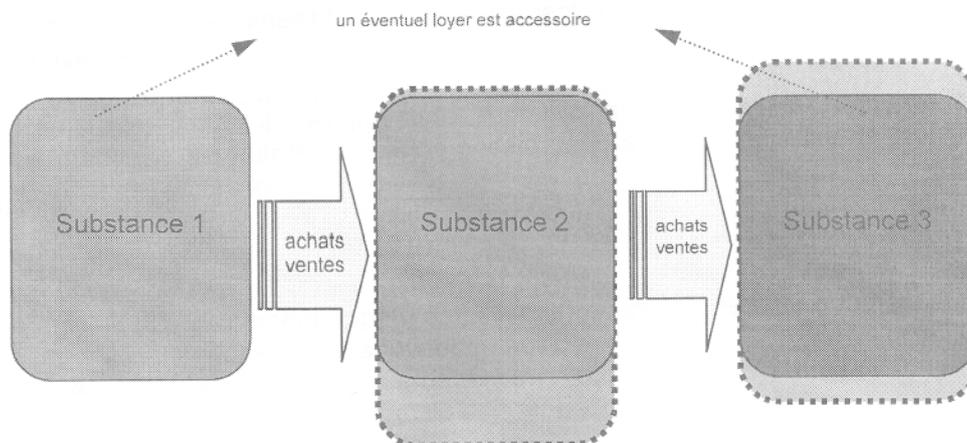
Tableau récapitulatif

Référence	Opération de gestion du patrimoine privé	Opération de nature commerciale
Documents parlementaires 571 ⁴		il suffit que l'activité ait lieu avec l'intention de se répéter si l'occasion s'en présente et de constituer de la sorte une source de revenu sur la base d'opérations répétées
TA n° 24389 du 2.3.2009		la seule finalité de cette opération, dans laquelle la SCI n'a agi que très brièvement en tant qu'intermédiaire, étant de générer dans son chef un gain pécuniaire
BFH du 18.01.1989	Die Veräußerung von Grundbesitz ist der privaten Vermögensverwaltung zuzurechnen, wenn der Stpfl damit höhere Erträge aus dem vorhandenen Vermögen anstrebt	Veräussert er dagegen den Grundbesitz, um Substanzwertsteigerungen auszunutzen, wird er gewerblich tätig
études fiscales n° 109, décembre 1997, Dostert/Stoffel	il faut que ces mutations soient comprises comme début ou fin d'une activité orientée essentiellement vers une jouissance des fruits, notamment la location	qu'elles ne s'analysent pas comme un négoce déguisé d'immeubles
TA n° 23434 du 10.9.2008	aussi longtemps que les activités d'achat et de vente s'analysent en de simples accessoires d'une jouissance des fruits d'un patrimoine immobilier privé dont la substance est conservée	activités dépassent le cadre de la gestion d'un patrimoine privé lorsque le contribuable recherche une exploitation de la substance de son patrimoine par transfert (Umschichtung) d'éléments substantiels de sa fortune
TA n° 25466 du 25.03.2010	la recherche d'une conservation et d'une jouissance à long terme des propriétés immobilières	le fait que les ventes ont eu lieu après une période assez courte de détention des immeubles cédés, soit moins de deux ans, fait ressortir que le but recherché ... semble être ... essentiellement une valorisation rapide du patrimoine moyennant ces mutations, caractéristique essentielle d'un esprit de lucre et d'une entreprise commerciale. ... le caractère de la permanence est rempli en l'espèce
TA n° 26741 du 26.1.2011	les ventes successives de quatre appartements ne peuvent pas être considérées, par leur nombre, comme indice suffisant d'une permanence d'une activité commerciale	

Opération de gestion du patrimoine privé – illustration schématique de la « Vermögensverwaltung »



Opération de nature commerciale – illustration schématique de la « Umschichtung »



Remarques finales concernant le critère de la permanence :

- Pour pouvoir admettre un bénéfice commercial, il faut qu'il se dégage des éléments d'appréciation que des acquisitions séparées d'immeubles n'aient pas consisté en des opérations isolées et distancées (TA n° 23434 du 10.9.2008)
- Le simple fait que les (contribuables) détenaient certains de (leurs) immeubles par le biais d'une société civile immobilière ne permet pas

d'affirmer que ces opérations aient été accomplies de manière réitérée ou systématique (TA n° 23434 du 10.9.2008)

- Le maintien non autrement justifié d'une SCI (objet en l'espèce : e.a. mise en valeur par achat et vente, échange, construction de propriétés immobilières) au-delà de la détention d'immeubles est un indice de l'intention de répéter à l'occasion des opérations analogues, de sorte que l'activité de la SCI présente le caractère de permanence requis pour la qualifier d'entreprise commerciale. (TA n° 24389 du 2.3.2009)

2.2. Le critère de la participation à la vie économique

Participer à la vie économique, c'est :

- Prendre part d'une façon perceptible au public intéressé à l'échange général des biens et prestations
- Être prêt à entrer en relation d'affaires avec un nombre indéterminé de personnes (compte tenu de l'étendue et du genre de l'entreprise et de sa propre capacité de prestation)
- Approvisionner le marché en biens pour lesquels il existe un besoin, en les échangeant contre des équivalents en nature ou en argent. TA n° 24389 du 2.3.2008

2.3. Le critère de l'indépendance

Une activité indépendante est celle qui est « non sujette aux liens d'une occupation salariale ».

2.4. Le critère du but de lucre

En matière d'opérations immobilières, le critère du but de lucre (Gewinnerzielungsabsicht) est généralement rempli si celui de la permanence se trouve vérifié.

3. Conclusion

- Il est clairement apparu dans la jurisprudence récente que le critère de la permanence faisait souvent défaut
- L'imposition en tant que bénéficiaire commercial ne saurait se fonder sur quelque présomption, mais doit reposer sur un ensemble d'éléments objectifs et circonstanciés

- Si cette appréciation globale ne présente pas des indices non équivoques d'un bénéfice commercial, l'opération doit nécessairement être considérée comme relevant du patrimoine privé.
- Des explications et instructions supplémentaires ont été portées à la connaissance des bureaux d'imposition lors d'une journée d'information.

II. L'autre problème soulevé sous 1. vise certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (« L.I.R. ») qui fixent les critères de l'évaluation des immeubles transférés au patrimoine privé d'un exploitant dans le cadre de la cession ou cessation de ses activités.

Les dispositions impliquées:

- article 36, alinéa 2 L.I.R. (transmission d'une entreprise à titre onéreux) : « Le cédant doit, au moment où il les transfère à son patrimoine privé, évaluer à la valeur estimée de réalisation les biens non cédés lors de la transmission. » ;
- article 39 L.I.R. (cessation définitive d'une entreprise) : « En cas de cessation définitive de l'entreprise ou d'une partie autonome d'entreprise, l'évaluation des biens non cédés de l'actif net investi doit, lorsqu'ils sont transférés au patrimoine privé de l'exploitant, avoir lieu à la valeur estimée de réalisation. » ;
- article 55, alinéa 1^{er} L.I.R. (détermination du bénéfice de cession ou de cessation) : « Le bénéfice de cession ou de cessation visé à l'article 15 est constitué par l'excédent de la valeur actuelle du prix de cession, préalablement augmentée de la valeur estimée de réalisation des biens investis qui, à l'époque de la cession ou de la cessation, sont transférés au patrimoine privé de l'exploitant, sur la somme des frais de cession ou de cessation et de la valeur de l'actif net investi à ladite époque. Cette dernière valeur est celle établie pour la détermination du bénéfice courant d'exploitation conformément aux prescriptions régissant l'évaluation en fin d'exercice. ».

Il s'ensuit que les plus-values latentes inhérentes aux biens transférés au patrimoine privé sont découvertes et imposées. Elles bénéficient néanmoins d'un abattement de cession au sens de l'article 130 L.I.R. d'un montant maximal de 25.000 €. En outre, l'article 55bis L.I.R. permet l'immunisation de la plus-value monétaire inhérente à une plus-value sur un immeuble découverte dans le cadre d'un bénéfice de cession ou de cessation. Au niveau tarifaire, l'article 131, alinéa 1^{er}, lettre c) L.I.R. dispose que l'impôt résultant de l'application au bénéfice de cession ou de cessation est égal à la moitié du taux global correspondant au revenu imposable ajusté.

Vu la flambée des prix immobiliers pendant les dernières décennies, ces mesures d'atténuation de l'impôt restent souvent inefficaces et peuvent

exposer les exploitants individuels concernés à des situations de rigueur. Ce constat peut concerner tous les secteurs de l'économie.

Il est cependant très difficile de remédier à cette situation sans porter une atteinte aux principes fondamentaux du droit fiscal en matière de bilan des entreprises.

2. Indemnité de licenciement fixée par transaction

L'imposition des indemnités de départ en cas de licenciement (abusif ou non) est caractérisée par l'exemption d'une partie importante des indemnités de licenciement et par l'imposition du montant qui dépasse les montants exonérés.

L'exemption des indemnités de départ fait l'objet de l'article 115, n° 9 L.I.R. Les dispositions actuelles de ce numéro 9 ont été introduites dans la L.I.R. avec effet à partir de l'année d'imposition 2007 par la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement.

En ce qui concerne les indemnités de départ en cas de licenciement, la partie de l'indemnité constituant l'indemnité de départ prévue par la législation sur le contrat de travail ou celle convenue dans une convention collective de travail est intégralement exonérée. Une deuxième partie de l'indemnité de départ pour résiliation abusive du contrat de travail fixée par la juridiction du travail, soit par une transaction, est exempte de l'impôt sur le revenu à concurrence d'un montant s'élevant à douze fois le salaire social minimum pour travailleurs non qualifiés. La disposition de l'article 132, alinéa 1, n° 2 L.I.R. qui permet de considérer les salaires comme revenus extraordinaires à imposer à un taux réduit, lie l'octroi de ce taux à plusieurs conditions. Sont ainsi uniquement visés :

« les revenus extraordinaires provenant d'une occupation salariée au sens du numéro 4 de l'article 10 qui se rattachent du point de vue économique à une période de plus d'une année et qui, pour des raisons indépendantes de la volonté du bénéficiaire et de celle du débiteur des revenus, deviennent imposables au titre d'une seule année d'imposition ».

L'ACD considère que les indemnités fixées par transaction en cas de licenciement abusif ne répondent pas à la condition qu'elles deviennent imposables au titre d'une seule année d'imposition « pour des raisons indépendantes de la volonté du bénéficiaire et de celle du débiteur des revenus » et qu'en conséquence le montant de ces indemnités dépassant le montant des exemptions, est à imposer comme revenu ordinaire d'après les dispositions du tarif progressif. (documents parlementaires 571⁴, L.I.R., p. 276, TA n° 10484 du 22.7.1998)

De même l'ACD considère que les indemnités fixées par transaction en cas de licenciement abusif ne revêtent pas le caractère d'un dédit dans le sens de

l'article 11 L.I.R., et, partant, l'alinéa 1^{er}, numéro 4 de l'article 132 L.I.R. ne trouve pas application. En effet, la somme unique résultant d'une indemnité transactionnelle en cas de licenciement abusif ne représente pas une recette de substitution.

Compte tenu des mesures d'exemption, le taux d'imposition moyen appliqué aux indemnités de licenciement n'ajoute en règle générale aucune rigueur aux cas des salariés se trouvant en situation précaire et touchant des indemnités usuelles de départ en cas de licenciement (abusif ou non).

L'interprétation, comme celle proposée par M. le Médiateur, de la législation fiscale irait à l'encontre de l'équité fiscale et de la volonté du législateur, qui, dans un esprit protecteur a mis en place à partir de l'année 2007 un mode de défiscalisation plafonné en vue de contrecarrer tout abus de droit visant entre autres à simuler une situation en vue de « créer » un avantage fiscal.

3. Crise financière : difficultés de revente de l'ancienne résidence principale

Une habitation est à considérer comme résidence principale d'un contribuable lorsque :

1. le contribuable **habite** l'habitation au moment de la vente et
 - 1.1. depuis l'acquisition ou l'achèvement de l'habitation **ou**
 - 1.2. au moins pendant les cinq années précédant la réalisation **ou**
 - 1.3. depuis moins de cinq années mais lorsque, en plus, l'habitation est réalisée pour des motifs d'ordre familial ou en vue d'un changement de résidence en rapport avec la profession du contribuable, de son conjoint ou de son partenaire ;
2. le contribuable **n'habite pas** l'habitation X au moment de la vente (= résidence principale assimilée) et
 - 2.1. qu'il l'a occupée à la suite de l'acquisition ou de l'achèvement, qu'il n'est pas propriétaire d'une **autre**¹ habitation Y et que l'abandon de l'habitation X a été motivé par des motifs d'ordre familial² ou en vue d'un changement de résidence en rapport avec la profession du contribuable, de son conjoint ou de son partenaire – dans ce cas la condition du délai du 31 décembre ne s'applique pas - **ou**
 - 2.2. qu'il l'a occupée depuis l'acquisition ou l'achèvement jusqu'à la date du déménagement et que la réalisation a lieu jusqu'au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit l'année du déménagement **ou**
 - 2.3. qu'il l'a occupée au moins les cinq années précédant le déménagement et que la réalisation a lieu jusqu'au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit l'année du déménagement **ou**
 - 2.4. que l'habitation X est réalisée pour des motifs d'ordre familial² ou en vue d'un changement de résidence en rapport avec la profession du contribuable, de son conjoint ou de son partenaire et que la réalisation

¹ La notion de l'**autre** habitation est interprétée de façon large en ce sens qu'elle vise uniquement les habitations que le contribuable-proprétaire a à sa disposition (résidence secondaire, pied-à-terre, etc.) et non pas les logements qui sont loués à des tierces personnes. Chaque époux ou chaque partenaire peut disposer d'une résidence principale assimilée.

² Le fait d'abandonner l'habitation en vue de se mettre en ménage avec une autre personne (concubin, partenaire, conjoint, etc.) est généralement considéré comme des motifs d'ordre familial.

a lieu jusqu'au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit l'année du déménagement (aucune condition d'occupation minimale).

L'octroi d'une remise gracieuse en vertu du paragraphe 131 de la loi générale des impôts ne peut pas être accordé pour les cas 2.2., 2.3. et 2.4., parce que ces dispositions ne doivent pas servir à contourner la législation existante de façon récurrente.

4. Lenteurs du bureau traitant les non résidents français et allemands

Force est de constater que le nombre des dossiers fiscaux a augmenté de façon considérable et ceci plus particulièrement pour ce qui est des non résidents.¹

Le nouveau bureau Luxembourg Z établi à Remich depuis décembre 2011 devrait apporter une amélioration à l'évacuation des impositions des frontaliers allemands. Ainsi, le bureau Luxembourg Y est allégé des dossiers des résidents allemands et n'est compétent que pour les frontaliers français. Même si ladite décision a été prise début 2010, ceci a nécessité presque deux ans jusqu'au fonctionnement effectif dudit bureau d'imposition Luxembourg Z (procédure réglementaire, mise en place de locaux).

¹ 30.9.2010 : dossiers fiscaux totaux des 5 dernières années = 799.271 impositions faites = 84,64%
30.9.2011 : dossiers fiscaux totaux des 5 dernières années = 829.941 (augmentation des dossiers à raison de 3,8%) impositions faites = 85,40% – **surplus de dossiers évacués entre les deux dates-clés = 32.264**

5. Accès des héritiers légaux au dossier fiscal de leur auteur

Tout d'abord il importe de préciser que l'Administration des contributions n'est pas le dépositaire des pièces que les contribuables lui adressent. Il est donné à considérer que ce sont les contribuables qui justifient les montants par eux indiqués sur leurs déclarations en fournissant, à l'appui de ces chiffres, les pièces et documents qu'ils jugent pertinents.

Les dossiers fiscaux et les documents y relatifs sont donc uniquement et exclusivement constitués dans l'intérêt d'une bonne administration et afin d'assurer une juste et exacte perception de l'impôt.

L'accumulation de ces dossiers ne saurait *de facto* constituer une « archive » que les contribuables seraient libres de consulter à leur guise.

Une consultation tous azimuts des documents fiscaux et ce sur simple demande des contribuables n'est praticable que dans des cas exceptionnels et dûment justifiés (tels par exemple en cas de contestation de la réception de bulletins, ou lorsqu'une affaire contentieuse est pendante et dont les informations peuvent être cruciales pour l'issue de l'affaire).

Admettre le contraire reviendrait à causer une perturbation et un dysfonctionnement disproportionné et sérieux des bureaux d'impositions, chose qui est difficilement envisageable et conciliable au regard du nombre des impositions annuellement effectuées.

La demande d'obtention de copies des déclarations fiscales pourrait également avoir d'autres objectifs que des intérêts purement fiscaux (p. ex litige dans une affaire de succession).

6. Délai de prescription annuel du § 153 AO opposé aux demandes de restitution d'impôt

Le délai de remise de la déclaration d'impôt est fixé au 31 mars de l'année qui suit l'année d'imposition. Fin septembre, des rappels sont envoyés aux contribuables concernés par l'Administration des contributions directes afin de remémorer l'oubli de la remise de la déclaration fiscale. Les droits à restitution s'éteignent si la demande en restitution n'a pas été introduite avant la fin de l'année qui suit celle de la survenance des faits à l'origine du droit. Etant donné que les déclarations pour l'impôt sur le revenu sont envoyées aux contribuables au début du mois de février, ceux-ci disposent ainsi en tout de presque onze mois pour l'introduction de leur déclaration d'impôt.

L'ACD est d'avis que le délai actuel est suffisant à garantir le droit du contribuable pour demander une restitution d'impôts.

La même problématique se pose dans le cadre de la demande d'un décompte annuel. En effet, l'article 17 du règlement grand-ducal du 9 mars 1992 portant exécution de l'article 145 L.I.R. prévoit que lorsque le décompte n'a lieu que sur demande, celle-ci est à déposer au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit celle pour laquelle le décompte est à accorder ; qu'après ce délai les retenues opérées sur les traitements, salaires ou pensions acquièrent un caractère définitif (CA n° 27045C du 1.2.2011).

L'ACD attire l'attention des contribuables par différents moyens (internet, presse) sur le respect dudit délai.



Relevé des motions et résolutions en cours

(Commission des Finances et du Budget)

Sous-type	Auteur	Intitulé	Cadre	Date dépôt	Date dernière activité	Session dernier évènement	Etat
Motion	Monsieur Bausch François	Pacte de solidarité européen comportant des mesures fiscales, sociales et politiques	Débat d'orientation : 2129	08.03.2011	08.03.2011	2010-2011-O	Demande de prise de position du Ministre des Finances (18.07.2011)
Motion	Monsieur Bausch François	Impact du projet de loi "Tripartite" 5611 sur l'économie, l'évolution des recettes de l'Etat et le marché de l'emploi et introduction d'un système d'écotaxation des ressources au profit d'un allègement des impôts sur le travail.	5611	20.12.2006	23.05.2007	2006-2007-O	En commission
Motion	Monsieur Mosar Laurent	Remplacement de l'article 129c L.I.R.	4855	19.12.2001	19.12.2001	2001-2002-O	En commission
Motion	Monsieur Bausch François	Création d'un environnement favorable permettant de gérer des fonds d'investissements éthiques	4700	13.12.2000	19.12.2000	2000-2001-O	En commission
Motion	Monsieur Gira Camille	Etude d'évaluation sur les conséquences économiques, écologiques et financières du "Tanktourismus"	4512	23.10.2001	10.11.2011	2011-2012	Retirée par la Commission du Développement durable et par la Commission de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire ⇒ Décision de la Commission des Finances et du Budget
Résolution	Monsieur Bausch François	Décision de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire	4700	13.12.2000	19.12.2000	2000-2001-O	En commission
Motion	Monsieur Jaerling Aly	Libéralisation des ouvertures des cabarets	4670	28.06.2000	28.06.2000	1999-2000-O	En commission



6344

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 66

2 avril 2012

Sommaire

IADM – RECONSTITUTION DES RESSOURCES DU LUXEMBOURG

Loi du 26 mars 2012

- approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 16^e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement
- portant modification de la loi du 22 décembre 2006 relative à la participation du Luxembourg à l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale (ci-après «IADM») et à la 7^e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole ajustant la contribution du Grand-Duché de Luxembourg à l'IADM page **736**

Loi du 26 mars 2012

- **approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 16^e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement**
- **portant modification de la loi du 22 décembre 2006 relative à la participation du Luxembourg à l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (ci-après «IADM») et à la 7^e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole ajustant la contribution du Grand-Duché de Luxembourg à l'IADM.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,
Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 6 mars 2012 et celle du Conseil d'Etat du 20 mars 2012 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1^{er}. Le Gouvernement est autorisé à participer à concurrence de 48.950.000 euros à la seizième reconstitution des ressources financières de l'Association internationale de développement, conformément à la résolution n° 227 adoptée le 26 avril 2011 par le conseil des gouverneurs de l'Association internationale de développement.

Art. 2. L'article 1^{er} de la loi du 22 décembre 2006 relative à la participation du Luxembourg à l'IADM et à la 7^e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole est remplacé par la disposition suivante:

«**Art. 1^{er}.** Le Gouvernement est autorisé à participer à concurrence de 30.260.000 euros à l'annulation des créances de l'Association Internationale de Développement sur les 38 Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE) et les 4 pays potentiellement éligibles à l'initiative PPTTE renforcée, conformément à la résolution n° 211 adoptée le 21 avril 2006 par le Conseil des gouverneurs de l'AID.»

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Le Ministre des Finances,

Luc Frieden

Château de Berg, le 26 mars 2012.

Henri

Doc. parl. 6344; sess. ord. 2011-2012.



INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION

BOARD OF GOVERNORS

Resolution No. 227

ADDITIONS TO RESOURCES: SIXTEENTH REPLENISHMENT

**Approved by the Board of Governors of IDA
on April 26, 2011**

INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION**BOARD OF GOVERNORS****RESOLUTION No. 227****Additions to Resources: Sixteenth Replenishment****WHEREAS:**

(A) The Executive Directors of the International Development Association (the "Association") have considered the prospective financial requirements of the Association and have concluded that it is desirable to authorize a replenishment of the resources of the Association for new financing commitments for the period from July 1, 2011 to June 30, 2014 (the "Sixteenth Replenishment") in the amounts and on the basis set out in the report of the IDA Deputies, "Additions to Resources: Sixteenth Replenishment," (the "Report"), approved by the Executive Directors on February 15, 2011 (modified on March 18, 2011), and submitted to the Board of Governors;

(B) The members of the Association consider that an increase in the resources of the Association is required and intend to take all necessary governmental and legislative action to authorize and approve the allocation of additional resources to the Association in the amounts and on the conditions set out in this Resolution;

(C) Members of the Association that contribute resources to the Association in addition to their subscriptions as part of the Sixteenth Replenishment ("Contributing Members") are to make available their contributions pursuant to the Articles of Agreement of the Association (the "Articles") partly in the form of subscriptions carrying voting rights and partly as supplementary resources in the form of contributions not carrying voting rights;

(D) Additional subscriptions are to be authorized for Contributing Members in this Resolution on the basis of their agreement with respect to their preemptive rights under Article III, Section 1(c) of the Articles, and provision is made for the other members of the Association ("Subscribing Members") intending to exercise their rights pursuant to that provision to do so;

(E) It is desirable to provide for a portion of resources to be contributed by members to be paid to the Association as advance contributions;

(F) Additional subscriptions and contributions are to be authorized for Contributing Members to provide compensation for the Association's debt forgiveness commitments under the Heavily Indebted Poor Countries ("HIPC") Debt Initiative; to provide financing for arrears clearance operations by the Association; to provide compensation for forgone principal reflows from the making of grants, and to provide financing for the Crisis Response Window;

(G) It is desirable to authorize the Association to provide financing in the form of grants, guarantees and the intermediation of risk management products in addition to loans; and

(H) It is desirable to administer any remaining funds from the replenishment authorized by Resolution No. 219 of the Board of Governors of the Association (the "Fifteenth Replenishment") as part of the Sixteenth Replenishment.

NOW THEREFORE THE BOARD OF GOVERNORS HEREBY ACCEPTS the Report as approved by the Executive Directors, **ADOPTS** its conclusions and recommendations **AND RESOLVES THAT** a general increase in subscriptions of the Association is authorized on the following terms and conditions:

1. **Authorization of Subscriptions and Contributions.**

- (a) The Association is authorized to accept additional resources from each Contributing Member in the amounts specified for each such member in Columns (2) (3) (7), and (10) of Table 1 attached to this Resolution, and each such amount will be divided into a subscription carrying voting rights and a contribution not carrying voting rights as specified in Table 2 attached to this Resolution.
 - (i) As part of the resources described in paragraph 1(a) above, the Association is authorized to accept additional subscriptions and contributions from Contributing Members to compensate the Association for the Association's debt forgiveness commitments under the HIPC Debt Initiative in the amounts and as specified in Column (7) of Table 1 attached to this Resolution.
 - (ii) As part of the resources described in paragraph 1(a) above, the Association is authorized to accept additional subscriptions and contributions from Contributing Members to finance arrears clearance operations in the amounts and as specified in Column (10) of Table 1 attached to this Resolution.
 - (iii) As part of the resources described in paragraph 1(a) above, the Association is authorized to accept additional subscriptions and contributions from Contributing Members finance forgone principal reflows from the making of grants in the amounts and as specified in Column (12) of Table 1 attached to this Resolution.
- (b) The Association is authorized to accept additional resources from any member for which no contribution is specified in Table 2 and additional subscriptions and contributions from Contributing Members incremental to the amounts specified for each such member in Table 1;
- (c) The Association is authorized to accept additional subscriptions from each Subscribing Member in the amount specified for each such member in Table 2.

- (d) The rights and obligations of the Association and the Contributing Members in respect of the authorized subscriptions and contributions in paragraphs (a) and (b) above will be the same (except as otherwise provided in this Resolution) as those applicable to the ninety per cent portion of the initial subscriptions of original members payable under Article II, Section 2(d) of the Articles of Agreement (the "Articles") by members listed in Part I of Schedule A of the Articles.

2. **Agreement to Pay.**

- (a) When a Contributing Member agrees to pay its subscription and contribution, or a Subscribing Member agrees to pay its subscription, it will deposit with the Association an Instrument of Commitment substantially in the form set out in Attachment I to this Resolution ("Instrument of Commitment") and, with respect to its contribution for debt forgiveness under the HIPC Debt Initiative or for arrears clearance operations, a Contributing Member will either include such contribution in an Instrument of Commitment or make a Debt Relief Transfer Contribution, as defined and specified in paragraph 9(a) of this Resolution.
- (b) When a Contributing Member agrees to pay a part of its subscription and contribution without qualification and the remainder is subject to enactment by its legislature of the necessary appropriation legislation, it will deposit a qualified Instrument of Commitment in a form acceptable to the Association ("Qualified Instrument of Commitment") and such member:
- (i) undertakes to exercise its best efforts to obtain legislative approval for the full amount of its subscription and contribution by the payment dates set out in paragraph 3(b) of this Resolution; and
- (ii) agrees that, upon obtaining such approvals, it will notify the Association that any parts of its Qualified Instrument of Commitment have become unqualified.

3. **Payment.**

- (a) Each Subscribing Member will pay to the Association the amount of its subscription in full within 31 days after the date of deposit of its Instrument of Commitment; provided that if the Sixteenth Replenishment shall not have become effective by December 15, 2011, payment may be postponed by the member for not more than 31 days after the Effective Date as defined in paragraph 6(a) of this Resolution.
- (b) Each Contributing Member that deposits an Instrument of Commitment that is not a Qualified Instrument of Commitment will pay to the Association the amount of its subscription and contribution in three equal annual installments no later than 31 days after the Effective Date or as agreed with the Association, January 15, 2013, and January 15, 2014; provided that:

- (i) the Association and each Contributing Member may agree to earlier payment;
 - (ii) if the Sixteenth Replenishment shall not have become effective by December 15, 2011, payment of the first such installment may be postponed by the member for not more than 31 days after the date on which the Sixteenth Replenishment becomes effective;
 - (iii) the Association may agree to the postponement of any installment, or part thereof, if the amount paid, together with any unused balance of previous payments by the Contributing Member concerned, is at least equal to the amount estimated by the Association to be required from that member up to the due date of the next installment for purposes of disbursements for financing committed under the Sixteenth Replenishment; and
 - (iv) if any Contributing Member deposits an Instrument of Commitment with the Association after the date when the first installment of the subscription and contribution is due, payment of any installment, or part thereof, will be made to the Association within 31 days after the date of such deposit.
- (c) If a Contributing Member has deposited a Qualified Instrument of Commitment and, upon enactment of appropriation legislation, notifies the Association that an installment, or part thereof, is unqualified after the date when it was due, then payment of such installment, or part thereof, will be made within 31 days after the date of such notification.

4. **Mode of Payment.**

- (a) Payments pursuant to this Resolution will be made, at the option of the member: (i) in cash, on terms agreed between the member and the Association; or (ii) by the deposit of notes or similar obligations issued by the government of the member or the depository designated by such member, which shall be non-negotiable, non-interest bearing and payable at their par value on demand to the account of the Association.
- (b) The Association will encash notes or similar obligations of Contributing Members, on an approximately *pro rata* basis among donors, in accordance with the encashment schedule set out at Attachment II to this Resolution, or as agreed between a Contributing Member and the Association. With respect to a Contributing Member that is unable to comply with one or more encashment requests, the Association may agree with the member on a revised encashment schedule that yields at least an equivalent value to the Association.
- (c) The provisions of Article IV, Section 1(a) of the Articles will apply to the use of a Subscribing Member's currency paid to the Association pursuant to this Resolution.

5. **Currency of Denomination and Payment.**

- (a) Members will denominate the resources to be made available pursuant to this Resolution in SDRs, the currency of the member if freely convertible, or, with the agreement of the Association, in a freely convertible currency of another member, except that if a Contributing Member's economy experienced a rate of inflation in excess of ten percent per annum on average in the period 2007-2009, as determined by the Association, its subscription and contribution will be denominated in SDRs or in any currency used for the valuation of the SDR and agreed with the Association.
- (b) Contributing Members will make payments pursuant to this Resolution in SDRs, a currency used for the valuation of the SDR, or, with the agreement of the Association, in another freely convertible currency, and the Association may freely exchange the amounts received as required for its operations. Subscribing Members will make payments in the currency of the member or in a freely convertible currency with the agreement of the Association.
- (c) Each member will maintain, in respect of its currency paid by it under this Resolution, and the currency of such member derived therefrom as principal, interest or other charges, the same convertibility as existed on the effective date of this Resolution.
- (d) The provisions of Article IV, Section 2 of the Articles with respect to maintenance of value will not be applicable.

6. **Effective Date.**

- (a) The Sixteenth Replenishment will become effective and the resources to be contributed pursuant to this Resolution will become payable to the Association on the date (the "Effective Date") when Contributing Members whose subscriptions and contributions aggregate not less than SDR 10,395 million shall have deposited with the Association Instruments of Commitment, Qualified Instruments of Commitment or Debt Relief Transfer Notifications (as defined in paragraph 9 (b) of this Resolution), provided that this date shall be not later than December 15, 2011, or such later date as the Executive Directors of the Association may determine.
- (b) If the Association determines that the availability of additional resources pursuant to this Resolution is likely to be unduly delayed, it shall convene promptly a meeting of the Contributing Members to review the situation and to consider the steps to be taken to prevent a suspension of financing to eligible recipients by the Association.

7. **Advance Contributions.**

- (a) In order to avoid an interruption in the Association's ability to commit financing to eligible recipients pending the effectiveness of the Sixteenth Replenishment, the Association may deem, prior to the Effective Date, one third of the total amount of each subscription and contribution for which an Instrument of Commitment has been deposited with the Association, or for which a Debt Relief Transfer Notification (as defined in paragraph 9(b) of this Resolution) has been received by the Association, as an "Advance Contribution", unless the Contributing Member specifies otherwise in its Instrument of Commitment or Debt Relief Transfer Notification.
- (b) The Association shall specify when Advance Contributions pursuant to subparagraph (a) are to be paid to the Association.
- (c) The terms and conditions applicable to contributions to the Sixteenth Replenishment shall apply also to Advance Contributions until the Effective Date, when such contributions shall be deemed to constitute payment towards the amount due from each Contributing Member for its subscription and contribution.
- (d) In the event that the Sixteenth Replenishment shall not become effective pursuant to paragraph 6(a) of this Resolution, (i) voting rights will be allocated to each member for the Advance Contribution as if it had been made as a subscription and contribution under this Resolution, and (ii) each member not making an Advance Contribution will have the opportunity to exercise its preemptive rights under Article III, Section 1(c) of the Articles with respect to such subscription as the Association shall specify.

8. **Commitment Authority.**

- (a) Subscriptions and contributions will become available for commitment by the Association for financing to eligible recipients in three equal annual installments: (i) the first installment will become available to the Association for commitment from the Effective Date, provided that advance contributions may become available earlier under paragraph 7(a) of this Resolution; (ii) the second installment will become available from July 1, 2012, and (iii) the third installment will become available from July 1, 2013.
- (b) Any qualified part of a subscription and contribution notified under a Qualified Instrument of Commitment will become available for commitment by the Association for financing when the Association has been notified, pursuant to paragraph 2(b) (ii) of this Resolution, that such parts have become unqualified.
- (c) The Association may enter into financing commitments with eligible recipients conditional on such commitments becoming effective and binding on the Association when resources under the Sixteenth Replenishment become available for commitment by the Association.

9. **HIPC and Arrears Clearance Contributions.**

- (a) Contributing Members making an additional subscription and contribution to compensate the Association for forgiveness of debt under the HIPC Debt Relief Initiative or to finance arrears clearance operations, will do so either: (i) through an additional subscription and contribution to the Association's regular resources (a "Debt Relief Additional Contribution") or (ii) through a creditor-specific contribution for the benefit of the Association to the HIPC window of the Debt Relief Trust Fund or a contribution to the arrears clearance window of the Debt Relief Trust Fund (each a "Debt Relief Transfer Contribution").
- (b) Contributing Members making a Debt Relief Transfer Contribution will either (i) enter into a Contribution Agreement with the Association as administrator of the Debt Relief Trust Fund; or (ii) for Contributing Members that are already current contributors to the Debt Relief Trust Fund, send to the Association a notice of additional contribution or allocation to the appropriate window of the Debt Relief Trust Fund, (each a "Debt Relief Transfer Notification"). Such Debt Relief Transfer Notification will provide for a contribution to be made to the appropriate window of the Debt Relief Trust Fund in the amounts set forth in Columns (7) and (10) of Table 1 to this Resolution, each to be payable in three equal annual installments no later than 31 days after the Effective Date, January 15, 2013, and January 15, 2014; provided that the Association and each Contributing Member may agree to earlier payment.
- (c) When any amount of a Debt Relief Transfer Contribution is paid to compensate the Association for forgiveness of debt under the HIPC Debt Initiative or to finance arrears clearance operations, such amount of the Debt Relief Transfer Contribution will be treated as a subscription and contribution under the Sixteenth Replenishment.

10. **Compensation for Forgone Principal Reflows.**

- (a) Contributing Members making an additional subscription and contribution to finance forgone principal reflows from the making of grants will do so through an additional subscription and contribution to the Association's regular resources (a "Grant Compensation Additional Contribution").

11. **Authorization of Grants, Guarantees and Risk Intermediation.** The Association is hereby authorized to provide financing under the Sixteenth Replenishment in the form of grants and guarantees and through the intermediation of risk management products.

12. **Administration of IDA15 Funds under the Sixteenth Replenishment.**

- (a) On the Effective Date, any funds, receipts, assets and liabilities held by the Association under the Fifteenth Replenishment will be administered under the Sixteenth Replenishment, subject, as appropriate, to the terms and conditions applicable to the Fifteenth Replenishment.

- (b) Pursuant to Article V, Section 2(a)(i) of the Articles of Agreement of the Association, the Association is authorized to use the funds referred to in paragraph 11(a) above, and funds derived therefrom as principal, interest or other charges, to provide financing in the forms of grants and guarantees under the terms, conditions and policies applicable under the Sixteenth Replenishment.

13. **Allocation of Voting Rights under Sixteenth Replenishment.** Voting rights calculated on the basis of the current voting rights system will be allocated to members for subscriptions under the Sixteenth Replenishment as follows:

- (a) Each Subscribing Member that has deposited with the Association an Instrument of Commitment will be allocated the subscription votes specified for each such member in Table 2 on the effective payment date pursuant to paragraph 3(a) of this Resolution. Each Subscribing Member will be allocated the additional membership votes specified in Column c-3 of Table 2 on the date such member is allocated its subscription votes.
- (b) Each Contributing Member that has deposited with the Association an Instrument of Commitment will be allocated one third of the subscription votes specified for each such member in Table 2 on each effective payment date pursuant to paragraph 3(b) of this Resolution. Each Contributing Member will be allocated the additional membership votes specified in Column b-4 of Table 2 for its subscription on the date such member is allocated the first one third of its subscription votes.
- (c) Each Contributing Member that has made a Debt Relief Transfer Contribution will be allocated a proportionate share of the subscription votes specified for such member in Column b-3 of Table 2 from time to time and at least semi-annually following payment of any amount of its Debt Relief Transfer Contribution to compensate the Association for forgiveness of debt under the HIPC Debt Initiative or to finance arrears clearance operations.
- (d) Each member that has deposited with the Association a Qualified Instrument of Commitment will be allocated subscription votes at the time and to the extent of payments made in respect of its subscription and contribution.
- (e) Any member that deposits its Instrument of Commitment after any of these dates will be allocated, within 31 days of the date of such deposit, the subscription votes to which such member is entitled on account of such deposit.
- (f) If a member fails to pay any amount of its subscription or subscription and contribution when due, the number of subscription votes allocated from time to time to such member under this Resolution in respect of the Sixteenth Replenishment will be reduced in proportion to the shortfall in such payments, but any such votes will be reallocated when the shortfall in payments causing such adjustment is subsequently made up.

(Adopted on April 26, 2011)

Table 1: Contributions to the Sixteenth Replenishment

Contributing Members	Basis Contributions		Supplemental		Sub-total Contributions		EIPC Cover		Ancient Clearance		Grant Composition		Share		Total Donor Contributions		Credit NC Million ¹⁰	FX Rates (NG/SDR)	Currency of Denomination
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)			
Argentina	0.20%	41.30	62.04	2.78	4.18	0.20%	0.20%	0.20%	0.20%	0.20%	0.12	0.16%	0.12	0.20%	45.00	67.60	1.502330	USD	
Australia	1.80%	370.67	59.44	22.34	37.58	1.61%	1.61%	1.61%	1.61%	1.61%	0.61	0.61%	0.61	2.05%	459.86	773.64	1.682330	AUD	
Austria	1.56%	321.58	10.97	332.55	376.88	0.86%	0.86%	0.86%	0.86%	0.86%	0.52	0.52%	0.52	1.55%	348.44	395.50	1.171980	EUR	
Bahamas, The	0.01%	2.37	3.56	0.01%	0.15	0.01%	0.01%	0.01%	0.01%	0.01%	0.01	0.01%	0.01	0.01%	2.38	3.88	1.502330	USD	
Barbados	0.002%	0.41	1.24	0.002%	0.03	0.08	0.002%	0.002%	0.002%	0.002%	0.00	0.002%	0.00	0.002%	0.45	1.35	2.998600	BBD	
Belgium	1.55%	319.51	374.45	23.73	27.81	1.71%	1.71%	1.71%	1.71%	1.71%	1.03	1.03%	1.03	1.56%	351.10	411.49	1.171980	EUR	
Brazil	0.25%	54.19	144.16	6.79%	9.30	24.73	0.67%	0.67%	0.67%	0.67%	0.40	0.40%	0.40	0.30%	66.56	177.09	2.660540	BRL	
Canada	3.98%	820.42	11.99	832.41	1,292.25	4.14%	4.14%	4.14%	4.14%	4.14%	2.48	2.48%	2.48	4.05%	908.90	1,411.00	1.552430	CAD	
Chile	0.15%	21.08	31.66	1.42	2.13	0.10%	0.10%	0.10%	0.10%	0.10%	0.06	0.06%	0.06	0.10%	22.96	34.50	1.502330	USD	
China	0.10%	31.43	73.74	158.00	1.39	2.08	0.10%	0.10%	0.10%	0.10%	0.06	0.06%	0.06	0.48%	107.02	160.78	1.502330	USD	
Cyprus	0.02%	4.12	4.83	0.02%	0.28	0.28	0.02%	0.02%	0.02%	0.02%	0.01	0.01%	0.01	0.02%	4.19	5.26	1.171980	EUR	
Czech Republic	0.05%	10.31	0.74	11.05	0.83	0.63	0.05%	0.05%	0.05%	0.05%	0.04	0.04%	0.04	0.05%	12.15	38.03	1.171980	CZK	
Denmark	1.88%	222.63	1,942.73	1.21%	16.79	146.50	1.21%	1.21%	1.21%	1.21%	0.73	0.73%	0.73	1.89%	244.08	2,177.81	1.171980	DKK	
Egypt	0.007%	1.37	1.92	0.007%	0.14	0.21	0.007%	0.007%	0.007%	0.007%	0.01	0.01%	0.01	0.007%	1.56	2.29	1.502330	USD	
Estonia	0.01%	2.67	3.13	0.01%	0.14	0.15	0.01%	0.01%	0.01%	0.01%	0.01	0.01%	0.01	0.01%	2.83	3.35	1.171980	EUR	
Finland	0.94%	193.44	206.34	241.71	0.65%	0.15	0.15	0.65%	0.65%	0.65%	0.40	0.40%	0.40	0.37%	218.43	256.00	1.171980	EUR	
France	4.88%	1,006.11	1,511.51	6.58%	91.85	137.39	6.62%	6.62%	6.62%	6.62%	3.97	3.97%	3.97	3.02%	1,128.42	1,955.26	1.502330	USD	
Germany	6.01%	1,238.61	1,215.27	157.76	157.76	157.76	11.37%	11.37%	11.37%	11.37%	6.18	6.18%	6.18	6.45%	1,448.04	1,424.69	1.000000	SDR	
Greece	0.05%	12.37	4,038.74	0.05%	0.83	271.84	0.05%	0.05%	0.05%	0.05%	0.04	0.04%	0.04	0.05%	13.48	4,400.73	1.171980	EUR	
Hungary	0.03%	6.18	6.18	0.03%	0.42	0.42	0.03%	0.03%	0.03%	0.03%	0.02	0.02%	0.02	0.03%	6.74	6.74	1.000000	SDR	
Ireland	0.05%	11.24	16.89	0.05%	0.76	1.14	0.05%	0.05%	0.05%	0.05%	0.03	0.03%	0.03	0.05%	12.25	18.40	1.502330	USD	
Israel	0.07%	14.43	82.14	0.11%	1.53	8.69	0.11%	0.11%	0.11%	0.11%	0.07	0.07%	0.07	0.07%	16.46	93.71	1.171980	EUR	
Italy	2.23%	458.81	458.81	3.80%	52.72	61.79	3.80%	3.80%	3.80%	3.80%	2.28	2.28%	2.28	2.35%	529.02	620.00	1.171980	EUR	
Japan	10.41%	2,146.41	2,869.03	16.00%	222.00	29,674.26	16.00%	16.00%	16.00%	16.00%	9.60	9.60%	9.60	10.87%	2,442.02	336,425.00	135.669960	JPY	
Kazakhstan	0.01%	1.83	2.75	0.01%	0.12	0.19	0.01%	0.01%	0.01%	0.01%	0.01	0.01%	0.01	0.01%	2.00	3.00	1.502330	USD	
Korea	1.00%	206.14	363,546.69	1.00%	13.87	24,469.82	1.00%	1.00%	1.00%	1.00%	0.60	0.60%	0.60	1.00%	224.61	396,138.93	1.763.618920	KRW	
Kuwait	0.24%	49.01	21.28	0.13%	2.07	0.90	0.13%	0.13%	0.13%	0.13%	0.26	0.26%	0.26	0.23%	51.78	22.48	0.434080	KWD	
Latvia	0.01%	2.06	2.42	0.01%	0.14	0.16	0.01%	0.01%	0.01%	0.01%	0.01	0.01%	0.01	0.01%	2.25	2.63	1.171980	EUR	
Lithuania	1.88%	1.88	2.20	0.01%	0.13	0.15	0.01%	0.01%	0.01%	0.01%	0.04	0.04%	0.04	0.01%	2.05	2.40	1.171980	EUR	
Luxembourg	0.19%	38.17	44.74	0.19%	2.64	3.09	0.19%	0.19%	0.19%	0.19%	0.11	0.11%	0.11	0.19%	41.76	48.95	1.171980	EUR	
Mexico	3.32%	65.03	1,238.88	0.68%	0.83	15.86	0.68%	0.68%	0.68%	0.68%	0.44	0.44%	0.44	0.29%	66.14	1,260.00	19.051300	MXN	
Netherlands	3.00%	618.41	724.76	2.87%	39.82	46.67	2.87%	2.87%	2.87%	2.87%	1.72	1.72%	1.72	2.99%	671.43	786.91	1.171980	EUR	
New Zealand	0.12%	24.74	52.40	0.13%	1.80	3.82	0.13%	0.13%	0.13%	0.13%	0.52	0.52%	0.52	0.12%	27.14	57.49	2.116260	NZD	
Norway	1.31%	269.38	2,377.00	1.68%	23.31	216.94	1.68%	1.68%	1.68%	1.68%	1.01	1.01%	1.01	1.34%	300.42	2,635.88	9.306810	NGK	
Peru	0.05%	9.47	14.23	0.05%	0.64	0.95	0.05%	0.05%	0.05%	0.05%	0.03	0.03%	0.03	0.05%	10.32	15.50	1.502330	USD	
Philippines	0.03%	6.90	10.37	0.03%	0.46	0.70	0.03%	0.03%	0.03%	0.03%	0.02	0.02%	0.02	0.03%	7.52	11.30	1.502330	USD	
Poland	0.03%	6.18	6.18	0.03%	0.42	0.42	0.03%	0.03%	0.03%	0.03%	0.02	0.02%	0.02	0.03%	6.74	6.74	1.000000	SDR	
Portugal	0.08%	15.56	18.24	0.08%	3.05	3.58	0.08%	0.08%	0.08%	0.08%	0.13	0.13%	0.13	0.09%	19.62	23.00	1.171980	EUR	
Russia	0.15%	72.15	36.89	109.03	4.86	4.86	0.15%	0.15%	0.15%	0.15%	0.21	0.21%	0.21	0.51%	115.50	115.50	1.000000	SDR	
Saudi Arabia	0.22%	45.35	20.29	65.63	98.61	98.61	0.43%	0.43%	0.43%	0.43%	0.26	0.26%	0.26	0.13%	73.58	110.54	1.502330	USD	
Singapore	0.15%	31.14	46.78	0.08%	1.11	1.67	0.08%	0.08%	0.08%	0.08%	0.05	0.05%	0.05	0.07%	32.62	49.00	1.502330	USD	
Slovak Republic	0.01%	2.06	2.42	0.01%	0.14	0.16	0.01%	0.01%	0.01%	0.01%	0.04	0.04%	0.04	0.01%	2.25	2.63	1.171980	EUR	
Slovenia	0.03%	5.42	6.35	0.03%	0.43	0.49	0.03%	0.03%	0.03%	0.03%	0.02	0.02%	0.02	0.03%	5.37	7.00	1.171980	EUR	
South Africa	0.09%	18.55	2.92	21.47	224.14	224.14	0.09%	0.09%	0.09%	0.09%	0.06	0.06%	0.06	0.10%	23.14	242.72	11.72980	ZAR	
Spain	3.17%	652.28	652.28	3.17%	652.28	724.76	1.99%	1.99%	1.99%	1.99%	3.13	3.13%	3.13	3.07%	689.34	767.85	11.72980	EUR	
Sweden	2.96%	610.16	610.16	2.89%	40.10	446.96	2.89%	2.89%	2.89%	2.89%	1.73	1.73%	1.73	2.95%	563.56	739.648	11.46730	SEK	
Switzerland	2.06%	432.88	432.88	2.10%	29.14	29.14	2.10%	2.10%	2.10%	2.10%	1.26	1.26%	1.26	2.10%	471.68	471.68	1.000000	SDR	
Turkey	0.05%	13.07	30.00	0.05%	0.28	0.28	0.05%	0.05%	0.05%	0.05%	0.02	0.02%	0.02	0.05%	13.07	30.00	2.294950	TRY	
United Kingdom	12.08%	2,489.34	2,493.72	11.19%	152.26	153.41	11.19%	11.19%	11.19%	11.19%	6.71	6.63	6.63	12.00%	2,696.08	2,654.00	0.988100	GBP	
United States	11.56%	2,341.05	3,517.03	20.12%	279.16	419.39	20.12%	20.12%	20.12%	20.12%	18.14	18.14	18.14	12.08%	2,712.79	4,075.50	1.502330	USD	
Sub-total	74.42%	15,340.17	228.77	15,569.94	95.16%	380.73	94.07%	94.07%	94.07%	94.07%	56.44	56.44	56.44	77.14%	17,377.12	17,377.12			
Additional financing 2/	1.14%	233.99		233.99	1.04%	233.99		1.04%	1.04%	233.99		233.99		1.04%	233.99				
Structural financing gap	24.45%	5,039.41		4,809.63	4.86%	67.47		4.86%	4.86%	67.47		67.47		4.86%	4,900.03				
Total	100.00%	20,613.56		20,613.56	100.00%	1,387.48		100.00%	100.00%	400.10		60.00		100.00%	22,461.14				

1/ Contributions of members with an average inflation rate exceeding 10% over the 2007-2009 period would be denominated in SDRs or in any currency used for the valuation of the SDR, as agreed with the association.
 2/ Represents the investment income generated by using a capital investment profile of 9 years.
 3/ Individual contributions subject to government and/or parliamentary approval.
 4/ Includes increases in basis that occurred through accelerated contributions.
 5/ Supplemental contributions provided through accelerated contributions.
 6/ Country is not yet a member of IDA.
 7/ As proposed by Management, for government consideration.
 8/ Contingent on adoption of the 2010 effective capital increase resolution by IDB's Board of Governors.
 9/ Pledge commencing.
 10/ The amounts in national currency (NC) exclude individual acceleration credits (when applicable), which are included in the SDR amounts. The equivalent NC amount of any individual acceleration credit is shown separately in column 18.

Table 2: Subscriptions, Contributions and Votes
(Amounts in US\$ Equivalent)

Part I Member	Current Status (before IDA16)					Additional Votes Stemming from IDA16					Status Including IDA16					Adjusted Voting Power				
	Subscriptions Carrying Votes (a-1)	Contributions (a-2)	Total Cumulative Resources (a-3)	Subscription Votes (a-4)	Membership Votes (a-5)	Total Voting Power % (a-6)	Total Resources (b-1)	Subscription Votes (b-2)	Membership Votes (b-3)	Total Cumulative Resources (b-4)	as % of Part I Resources (d-1)	Subscription Carrying Votes (d-3)	Contributions (d-4)	Subscription Votes (f-1)	as % of Part I Votes (f-2)	Membership Votes (f-3)	Total Voting Power % (f-5)			
AUSTRALIA	30,055,852	3,643,517,505	211,544	42,500	1,05%	700,328,008	48,457	5,800	4,343,945,513	2.01%	31,282,277	4,312,653,286	261,101	2.01%	48,400	309,801	1.12%			
AUSTRIA	9,254,913	2,011,210,220	2,020,465,133	42,800	0.89%	504,408,266	32,397	5,800	2,550,874,399	1.10%	10,064,938	2,540,809,461	153,325	1.18%	48,400	201,725	0.79%			
BELGIUM	15,394,432	3,341,290,471	3,356,684,903	201,208	1.01%	534,284,310	32,687	5,800	3,890,969,213	1.90%	16,201,107	3,874,768,106	233,873	1.80%	48,400	282,273	1.02%			
CANADA	60,577,316	8,936,324,082	8,996,901,398	509,998	2.40%	1,383,026,465	84,907	5,800	10,379,927,863	4.80%	62,689,991	10,317,237,872	623,606	4.80%	48,400	672,306	2.49%			
DENMARK	15,269,814	2,901,241,328	2,916,511,143	175,286	0.80%	372,776,403	22,423	5,800	3,289,287,546	1.52%	15,830,389	3,273,457,157	197,709	1.52%	48,400	246,109	0.85%			
ESTONIA	279,952	3,914,542	4,194,494	249	0.17%	8,942,560	284	5,800	8,942,560	0.00%	286,552	8,256,002	513	0.00%	47,500	48,013	0.17%			
FINLAND	8,893,226	1,440,168,811	1,447,042,037	86,592	0.54%	332,636,537	20,039	5,800	1,779,678,574	0.82%	7,394,201	1,772,284,373	108,971	0.82%	48,400	155,371	0.56%			
FRANCE	86,540,803	13,975,003,021	14,061,543,824	84,490	3.69%	1,717,070,573	105,915	5,800	15,778,614,397	7.30%	89,188,678	15,869,425,719	948,405	7.30%	48,400	996,805	3.61%			
GERMANY	98,162,930	21,185,666,969	21,283,829,919	1,274,224	5.44%	2,204,752,598	137,604	5,800	23,488,582,517	10.87%	101,603,030	23,386,979,487	1,411,828	10.87%	48,400	1,460,228	5.29%			
GREECE	4,008,015	211,804,325	215,812,340	12,972	0.23%	10,258,423	623	5,800	215,812,340	0.10%	4,008,015	211,804,325	12,972	0.10%	42,600	55,572	0.20%			
ICELAND	234,175	74,069,045	74,303,220	4,459	0.19%	84,550,643	523	5,800	84,550,643	0.04%	249,750	84,300,893	5,082	0.04%	48,400	53,482	0.19%			
IRELAND	4,514,550	490,803,457	495,318,007	29,655	0.30%	495,324,007	192	5,800	495,324,007	0.23%	4,514,550	490,803,457	29,655	0.23%	42,800	72,372	0.28%			
ITALY	36,965,298	8,913,025,983	8,949,991,281	559,235	2.39%	805,653,407	50,111	5,800	9,755,644,688	4.82%	37,699,073,000	9,717,426,615	586,346	4.52%	48,400	634,746	2.30%			
JAPAN	90,375,908	32,272,237,268	32,362,613,176	1,937,787	8.19%	3,718,991,063	230,990	5,800	36,081,604,239	16.70%	96,150,656,000	35,985,453,591	2,168,757	16.70%	48,400	2,217,157	8.03%			
KUWAIT	5,451,615	865,021,507	870,473,122	51,816	0.33%	78,855,009	5,245	5,800	949,328,131	0.44%	5,582,740	943,745,391	57,051	0.44%	47,500	104,561	0.36%			
LATVIA	230,389	7,327,036	7,557,425	454	0.18%	3,419,474	206	5,800	10,976,879	0.01%	235,519	10,741,360	660	0.01%	46,400	49,060	0.18%			
LITHUANIA	525,273	4,631,778	5,157,051	306	0.17%	3,121,588	192	5,800	6,278,617	0.00%	530,073	7,748,544	498	0.00%	47,500	47,988	0.17%			
LUXEMBOURG	790,760	214,071,520	214,862,280	12,880	0.23%	60,598,472	3,857	5,800	278,461,772	0.13%	87,205	277,574,567	16,737	0.13%	48,400	65,137	0.24%			
NETHERLANDS	43,730,477	6,530,261,043	6,574,054,520	393,882	1.80%	1,022,534,426	62,746	5,800	7,596,588,946	3.52%	45,362,127	7,551,226,819	466,608	3.52%	48,400	505,008	1.83%			
NEW ZEALAND	365,702	273,785,576	274,151,278	16,988	0.24%	41,326,284	2,975	5,800	315,511,562	0.15%	474,102	315,037,460	18,964	0.15%	48,400	67,364	0.24%			
NORWAY	12,894,437	3,198,992,015	3,211,876,452	168,029	0.84%	457,146,597	34,475	5,800	3,668,922,049	1.70%	13,846,312	3,654,675,737	220,504	1.70%	48,400	268,904	0.97%			
PORTUGAL	4,706,053	280,337,616	285,043,669	17,187	0.26%	29,888,718	1,743	5,800	314,934,597	0.15%	4,751,628	310,182,969	18,930	0.15%	48,400	67,330	0.24%			
RUSSIA	2,544,316	391,871,722	394,416,038	27,975	0.29%	175,892,796	6,305	5,800	570,308,834	0.28%	2,701,941	567,606,893	34,280	0.28%	48,400	82,680	0.30%			
SLOVENIA	13,027,397	25,368,457	38,395,844	2,316	0.19%	9,050,300	538	5,800	47,489,144	0.02%	13,040,937	34,448,307	2,854	0.02%	48,400	51,254	0.19%			
SOUTH AFRICA	12,444,892	199,937,846	212,382,698	12,902	0.23%	35,209,488	1,990	5,800	247,592,166	0.11%	12,484,322	235,097,834	14,882	0.11%	48,400	63,282	0.23%			
SPAIN	19,716,698	3,192,554,158	3,212,270,856	182,753	0.87%	1,048,111,668	63,396	5,800	4,261,382,514	1.97%	21,301,548	4,240,081,166	266,139	1.97%	48,400	304,539	1.10%			
SWEDEN	23,204,380	6,482,862,264	6,506,066,624	389,521	1.79%	1,010,535,954	62,189	5,800	7,516,423,578	3.48%	24,756,585	7,491,667,993	461,790	3.48%	48,400	500,190	1.81%			
SWITZERLAND	15,028,514	3,808,776,397	3,823,804,871	229,594	1.13%	718,330,006	43,020	5,800	4,542,134,877	2.10%	16,102,014	4,526,032,863	273,014	2.10%	48,400	321,414	1.16%			
UNITED ARAB EMIRATES	10,729	5,185,119	5,195,848	619	0.01%	5,189,848	271,085	5,800	5,189,848	0.00%	10,729	5,189,848	619	0.00%	748	1,367	0.00%			
UNITED KINGDOM	193,830,041	22,285,373,504	22,479,203,545	1,326,061	5.65%	4,106,953,033	271,085	5,800	26,586,156,578	12.29%	200,566,166	26,385,499,412	1,596,146	12.29%	48,400	1,644,546	5.96%			
UNITED STATES	459,411,287	42,411,516,595	42,870,928,282	2,570,148	10.75%	4,131,341,605	255,017	5,800	47,002,269,888	21.76%	465,765,712	46,536,483,176	2,825,165	21.76%	47,800	2,872,655	10.40%			
Subtotal Part I	1,245,967,044	186,517,406,909	187,763,373,953	11,407,957	52.35%	25,249,824,399	1,582,337	162,400	216,035,193,343	103.00%	1,304,923,394	214,727,689,949	12,943,411	40%	1,437,548	14,422,959	52.23%			
Subtotal Part II	611,284,474	5,937,005,542	5,958,189,616	5,923,719	47.62%								6,373,139	100%	6,617,200	13,190,339	47.77%			
Grand Total	1,857,251,518	194,875,013,451	193,721,563,569	17,331,676	100.00%								19,316,550	100%	8,254,748	27,613,298	100.00%			

Notes:
 Current Status (a-1) to (a-6): It is assumed that the members that have outstanding commitments to subscribe or contribute to any previous Replenishment will fulfill their obligations. Amounts have been calculated, for purposes of the voting rights adjustment, by multiplying the subscriptions and contributions up to and including the Third Replenishment (which were expressed in terms of U.S. dollars of the weight and fineness in effect on January 1, 1960) by 1.20635 and adding thereto the dollar equivalents of the subscriptions and contributions under the Fourth through Fifteenth Replenishments at the agreed exchange rates.
 Allocation of Additional Votes with respect to Encashment: Subscription votes have been allocated on the implied value of these contributions based on the related encashment schedule rather than the nominal amounts shown in contribution tables. For the Sixteenth Replenishment, this is included in column (b-1) for Part I countries, and for Part II countries in column (e-4).

Table 2: Subscriptions, Contributions and Votes
(Amounts in US\$ Equivalent)

Part II Member	Current Status (before IDA16)					Allocation for Exercise of Preemptive Rights to Maintain Part II Voting Power					Additional Resources Provided under IDA16 in SDRs or Freely Convertible Currencies					Adjusted Voting Power				
	Subscriptions Carrying Votes (e-1)	Contributions (e-2)	Total Resources (e-3)	Subscriptions Votes (e-4)	Membership Votes (e-5)	Total Voting Power % (e-6)	Subscriptions Carrying Votes (e-1)	Contributions (e-2)	Total Resources (e-3)	Subscriptions Votes (e-4)	Membership Votes (e-5)	Total Voting Power % (e-6)	Subscriptions Carrying Votes (e-1)	Contributions (e-2)	Total Resources (e-3)	Subscriptions Votes (e-4)	Membership Votes (e-5)	Total Voting Power % (e-6)		
HONDURAS	476,376	0	476,376	4,235	42,600	0.19%	14,660	589	14,660	589	5,800	0.19%	14,660	0	14,660	589	5,800	0.19%		
HUNGARY	12,057,634	11,497,924	23,555,558	112,222	42,600	0.84%	396,025	16,241	396,025	16,241	5,800	0.64%	396,025	30,225	20,090,997	0	48,400	0.84%		
INDIA	64,467,320	0	64,467,320	638,234	42,600	2.59%	2,082,150	82,328	2,082,150	82,328	5,800	2.59%	2,082,150	0	2,082,150	82,328	5,800	2.59%		
INDONESIA	17,469,968	0	17,469,968	147,347	42,600	0.79%	520,675	20,827	520,675	20,827	5,800	0.79%	520,675	0	520,675	20,827	5,800	0.79%		
IRAN, ISLAMIC REP. OF	7,125,461	0	7,125,461	60,352	42,600	0.43%	213,600	6,544	213,600	6,544	5,800	0.43%	213,600	0	213,600	6,544	5,800	0.43%		
IRAQ	1,198,635	0	1,198,635	10,353	42,600	0.22%	38,575	1,453	38,575	1,453	5,800	0.22%	38,575	0	38,575	1,453	5,800	0.22%		
ISRAEL	2,736,653	88,717,885	91,454,538	28,718	42,600	0.29%	101,350	4,054	101,350	4,054	5,800	0.29%	101,350	37,526	24,937,781	0	48,400	0.29%		
JORDAN	476,376	0	476,376	4,235	42,600	0.19%	14,660	589	14,660	589	5,800	0.19%	14,660	0	14,660	589	5,800	0.19%		
KAZAKHSTAN	2,468,121	0	2,468,121	20,877	42,600	0.28%	72,025	2,919	72,025	2,919	5,800	0.28%	72,025	4,475	2,967,620	0	48,400	0.28%		
KENYA	2,840,674	0	2,840,674	22,558	42,600	0.27%	79,860	3,164	79,860	3,164	5,800	0.27%	79,860	0	79,860	3,164	5,800	0.27%		
KIRIBATI	101,379	0	101,379	1,089	42,600	0.16%	3,650	154	3,650	154	5,800	0.16%	3,650	0	3,650	154	5,800	0.16%		
KOREA	4,792,169	1,290,208,793	1,295,000,962	131,298	42,600	0.72%	483,326	18,533	483,326	18,533	5,800	0.72%	483,326	20,530	341,090,981	0	48,400	0.72%		
KOSOVO	874,956	0	874,956	7,310	41,700	0.20%	25,900	1,032	25,900	1,032	5,800	0.21%	25,900	0	25,900	1,032	5,800	0.20%		
KYRGYZ REPUBLIC	634,888	0	634,888	5,619	42,600	0.20%	19,635	703	19,635	703	5,800	0.20%	19,635	0	19,635	703	5,800	0.20%		
LAO PEOPLE'S DEM. REP.	791,277	0	791,277	6,929	42,600	0.20%	24,460	978	24,460	978	5,800	0.20%	24,460	0	24,460	978	5,800	0.20%		
LEBANON	714,314	0	714,314	6,328	42,600	0.20%	22,325	883	22,325	883	5,800	0.20%	22,325	0	22,325	883	5,800	0.20%		
LESOTHO	258,585	0	258,585	2,433	42,600	0.19%	8,675	343	8,675	343	5,800	0.19%	8,675	0	8,675	343	5,800	0.19%		
LIBERIA	1,198,635	0	1,198,635	10,353	42,600	0.22%	38,575	1,453	38,575	1,453	5,800	0.22%	38,575	0	38,575	1,453	5,800	0.22%		
LIVIA	1,587,821	0	1,587,821	13,595	42,600	0.23%	47,915	1,919	47,915	1,919	5,800	0.23%	47,915	0	47,915	1,919	5,800	0.23%		
MACEDONIA, FYR	4,474,362	0	4,474,362	4,704	42,600	0.20%	16,900	664	16,900	664	5,800	0.20%	16,900	0	16,900	664	5,800	0.20%		
MADAGASCAR	1,587,821	0	1,587,821	13,595	42,600	0.23%	47,915	1,919	47,915	1,919	5,800	0.23%	47,915	0	47,915	1,919	5,800	0.23%		
MALAWI	1,198,635	0	1,198,635	10,353	42,600	0.22%	38,575	1,453	38,575	1,453	5,800	0.22%	38,575	0	38,575	1,453	5,800	0.22%		
MALAYSIA	3,980,112	2,080,753	6,060,865	33,822	42,600	0.32%	119,275	4,771	119,275	4,771	5,800	0.32%	119,275	0	119,275	4,771	5,800	0.32%		
MALDIVES	54,301	0	54,301	600	42,600	0.18%	2,428	97	2,428	97	5,800	0.18%	2,428	0	2,428	97	5,800	0.18%		
MALI	1,370,305	0	1,370,305	11,798	42,600	0.27%	41,625	1,655	41,625	1,655	5,800	0.27%	41,625	0	41,625	1,655	5,800	0.27%		
MARSHALL ISLANDS	23,197	0	23,197	433	42,600	0.18%	1,525	61	1,525	61	5,800	0.18%	1,525	0	1,525	61	5,800	0.18%		
MAURITANIA	791,277	0	791,277	6,929	42,600	0.20%	24,460	978	24,460	978	5,800	0.20%	24,460	0	24,460	978	5,800	0.20%		
MAURITIUS	1,383,386	35,580	1,418,966	11,771	42,600	0.22%	41,850	1,652	41,850	1,652	5,800	0.22%	41,850	0	41,850	1,652	5,800	0.22%		
MEXICO	14,527,988	178,648,711	193,176,700	147,406	42,600	0.79%	520,175	20,807	520,175	20,807	5,800	0.79%	520,175	6,023	100,056,268	0	48,400	0.79%		
MICRONESIA, FED. ST. OF	39,992	0	39,992	570	42,600	0.18%	2,000	80	2,000	80	5,800	0.18%	2,000	0	2,000	80	5,800	0.18%		
MOLDOVA	886,658	0	886,658	7,776	42,600	0.21%	27,460	1,088	27,460	1,088	5,800	0.21%	27,460	0	27,460	1,088	5,800	0.21%		
MONROVIA	388,520	0	388,520	3,366	42,600	0.19%	11,875	475	11,875	475	5,800	0.19%	11,875	0	11,875	475	5,800	0.19%		
MONTENEGRO	727,169	0	727,169	5,950	41,700	0.20%	20,950	826	20,950	826	5,800	0.20%	20,950	0	20,950	826	5,800	0.20%		
MOROCCO	5,542,025	0	5,542,025	47,188	42,600	0.37%	188,450	6,668	188,450	6,668	5,800	0.37%	188,450	0	188,450	6,668	5,800	0.37%		
MOZAMBIQUE	2,153,766	0	2,153,766	18,413	42,600	0.25%	64,975	2,589	64,975	2,589	5,800	0.25%	64,975	0	64,975	2,589	5,800	0.25%		
MYANMAR	3,175,817	0	3,175,817	27,149	42,600	0.29%	95,600	3,832	95,600	3,832	5,800	0.29%	95,600	0	95,600	3,832	5,800	0.29%		
NEPAL	791,277	0	791,277	6,929	42,600	0.20%	24,460	978	24,460	978	5,800	0.20%	24,460	0	24,460	978	5,800	0.20%		
NICARAGUA	476,376	0	476,376	4,235	42,600	0.19%	14,660	589	14,660	589	5,800	0.19%	14,660	0	14,660	589	5,800	0.19%		
NIGER	791,277	0	791,277	6,929	42,600	0.20%	24,460	978	24,460	978	5,800	0.20%	24,460	0	24,460	978	5,800	0.20%		
NIGERIA	5,273,684	0	5,273,684	44,910	42,600	0.39%	158,125	6,325	158,125	6,325	5,800	0.39%	158,125	0	158,125	6,325	5,800	0.39%		
OMAN	478,877	1,031,875	1,510,752	4,370	42,600	0.19%	16,025	617	16,025	617	5,800	0.19%	16,025	0	16,025	617	5,800	0.19%		
PAKISTAN	15,933,228	118,533	16,051,761	138,434	42,600	0.75%	488,235	19,541	488,235	19,541	5,800	0.75%	488,235	0	488,235	19,541	5,800	0.75%		
PALAU	38,150	0	38,150	656	42,600	0.18%	1,800	84	1,800	84	5,800	0.18%	1,800	0	1,800	84	5,800	0.18%		
PANAMA	40,687	0	40,687	628	42,600	0.18%	2,225	89	2,225	89	5,800	0.18%	2,225	0	2,225	89	5,800	0.18%		
PAPUA NEW GUINEA	1,357,203	0	1,357,203	11,726	42,600	0.22%	41,479	1,658	41,479	1,658	5,800	0.22%	41,479	0	41,479	1,658	5,800	0.22%		
PARAGUAY	476,376	0	476,376	4,235	42,600	0.19%	14,660	589	14,660	589	5,800	0.19%	14,660	0	14,660	589	5,800	0.19%		
PERU	2,793,877	180,178	2,974,055	23,851	42,600	0.27%	84,175	3,367	84,175	3,367	5,800	0.27%	84,175	0	84,175	3,367	5,800	0.27%		
PHILIPPINES	7,915,057	0	7,915,057	67,375	42,600	0.46%	237,750	9,610	237,750	9,610	5,800	0.46%	237,750	0	237,750	9,610	5,800	0.46%		
POLAND	48,010,141	57,122,789	105,132,930	415,131	42,600	1.86%	1,484,650	58,588	1,484,650	58,588	5,800	1.86%	1,484,650	529	10,250,423	0	48,400	1.86%		
ROMANIA	5,983,787	0	5,983,787	48,992	41,700	0.38%	176,315	7,055	176,315	7,055	5,800	0.38%	176,315	0	176,315	7,055	5,800	0.38%		
RWANDA	1,198,635	0	1,198,635	10,353	42,600	0.22%	36,575	1,483	36,575	1,483	5,800	0.22%	36,575	0	36,575	1,483	5,800	0.22%		
SAMOA	146,987	0	146,987	1,428	42,600	0.18%	5,050	202	5,050	202	5,800	0.18%	5,050	0	5,050	202	5,800	0.18%		
SAO TOME & PRINCIPE	117,261	0	117,261	1,229	42,600	0.18%	4,325	173	4,325	173	5,800	0.18%	4,325	0	4,325	173	5,800	0.18%		
SAUDI ARABIA	21,344,424	2,468,072,341	2,489,416,765	795,168	42,600	3.09%	2,488,450	96,638	2,488,450	96,638	5,800	3.10%	2,488,450	6,486	109,405,984	0	48,400	3.10%		
SENEGAL	2,540,674	0	2,540,674	22,595	42,600	0.27%	79,860	3,164	79,860	3,164	5,800	0.27%	79,860	0	79,860	3,164	5,800	0.27%		

Table 2: Subscriptions, Contributions and Votes
(Amounts in US\$ Equivalent)

Part II Member	Current Status (before IDA16)					Allocation for Exercise of Preemptive Rights to Maintain Part II Voting Power					Additional Resources Provided under IDA16 in SDRs or Freely Convertible Currencies					Adjusted Voting Power				
	Subscriptions Carrying Votes (a-1)	Contributions (a-2)	Total Cumulative Resources (a-3)	Subscription Votes (a-4)	Membership Votes (a-5)	Total Voting Power % (a-6)	Carrying Votes (b-1)	Subscription Votes (b-2)	Membership Votes (b-3)	Total Voting Power % (b-4)	Subscription Carrying Votes (c-1)	Subscription Votes (c-2)	Contributions (c-3)	Total Additional Resources (c-4)	Subscription Votes (c-5)	as % of Part II (c-6)	Membership Votes (c-7)	Total Votes (c-8)	Total Voting Power % (c-9)	
SERBIA	20,851,418	0	20,851,418	26,544	42,600	0.30%	104,250	4,170	5,800	0.30%	0	0	0	0	33,714	0.53%	48,400	82,114	0.30%	
SERBIA LEONE	1,198,635	0	1,198,635	10,363	42,600	0.22%	36,575	1,653	5,800	0.22%	0	0	0	0	11,626	0.19%	48,400	60,226	0.22%	
SINGAPORE	745,342	111,288,450	112,033,792	13,003	41,700	0.24%	45,875	1,935	5,800	0.24%	74,575	2,983	49,955,589	49,976,049	11,821	0.28%	47,500	65,321	0.24%	
SLOVAK REPUBLIC	2,625,841	21,270,194	24,196,135	26,941	42,600	0.28%	95,075	3,693	5,800	0.28%	5,000	200	3,319,389	3,419,474	30,944	0.49%	48,400	79,344	0.29%	
SOLOMON ISLANDS	146,967	0	146,967	1,428	42,600	0.18%	5,580	202	5,800	0.18%	0	0	0	0	1,630	0.33%	48,400	50,030	0.18%	
SOMALIA	1,198,635	0	1,198,635	10,363	42,600	0.23%	36,575	1,653	5,800	0.23%	0	0	0	0	11,626	0.19%	48,400	60,226	0.23%	
SRI LANKA	4,756,257	0	4,756,257	40,445	42,600	0.34%	142,725	5,709	5,800	0.34%	0	0	0	0	46,154	0.72%	48,400	94,554	0.34%	
ST. KITTS & NEVIS	211,171	0	211,171	2,020	42,600	0.18%	7,126	285	5,800	0.18%	0	0	0	0	2,305	0.04%	48,400	50,705	0.18%	
ST. LUCIA	242,394	0	242,394	2,279	42,600	0.18%	6,050	322	5,800	0.18%	0	0	0	0	2,801	0.04%	48,400	51,001	0.18%	
ST. VINCENT & GRENADINES	117,104	0	117,104	1,223	42,600	0.18%	4,325	173	5,800	0.18%	0	0	0	0	1,386	0.02%	48,400	49,786	0.18%	
SUDAN	1,587,921	0	1,587,921	13,595	42,600	0.23%	47,975	1,919	5,800	0.23%	0	0	0	0	15,514	0.24%	48,400	63,914	0.23%	
SWAZILAND	509,586	0	509,586	4,565	42,600	0.19%	15,100	644	5,800	0.19%	0	0	0	0	5,200	0.08%	48,400	53,600	0.19%	
SYRIAN ARAB REP.	1,495,393	0	1,495,393	12,849	42,600	0.23%	45,350	1,814	5,800	0.23%	0	0	0	0	14,663	0.23%	48,400	63,063	0.23%	
TAIKISTAN	588,521	0	588,521	5,248	42,600	0.20%	15,500	740	5,800	0.20%	0	0	0	0	5,956	0.09%	48,400	54,356	0.20%	
TANZANIA	2,640,674	0	2,640,674	22,556	42,600	0.27%	79,600	3,184	5,800	0.27%	0	0	0	0	27,740	0.40%	48,400	74,140	0.27%	
THAILAND	4,756,257	0	4,756,257	40,445	42,600	0.34%	142,725	5,709	5,800	0.34%	0	0	0	0	46,154	0.72%	48,400	94,554	0.34%	
TIMOR-LESTE	452,425	0	452,425	3,738	41,700	0.19%	13,250	530	5,800	0.19%	0	0	0	0	4,298	0.07%	47,500	51,798	0.19%	
TOGO	1,198,635	0	1,198,635	10,363	42,600	0.22%	36,575	1,653	5,800	0.22%	0	0	0	0	11,821	0.19%	48,400	60,226	0.22%	
TONGA	117,104	0	117,104	1,223	42,600	0.18%	4,325	173	5,800	0.18%	0	0	0	0	1,386	0.02%	48,400	49,786	0.18%	
TRINIDAD & TOBAGO	2,123,964	0	2,123,964	18,209	42,600	0.25%	64,250	2,570	5,800	0.25%	0	0	0	0	20,779	0.33%	48,400	69,179	0.25%	
TUNISIA	2,376,705	0	2,376,705	20,357	42,600	0.26%	71,950	2,879	5,800	0.26%	0	0	0	0	23,265	0.37%	48,400	71,665	0.26%	
TURKEY	9,664,650	146,002,290	156,667,140	95,947	42,600	0.57%	338,575	13,543	5,800	0.57%	29,400	1,175	19,541,173	19,930,148	110,666	1.74%	48,400	150,066	0.56%	
TUVALU	31,342	0	31,342	284	41,700	0.17%	925	37	5,800	0.17%	0	0	0	0	301	0.00%	47,500	47,801	0.17%	
UGANDA	2,640,674	0	2,640,674	22,556	42,600	0.27%	79,600	3,184	5,800	0.27%	0	0	0	0	25,740	0.40%	48,400	74,140	0.27%	
UKRAINE	9,827,391	0	9,827,391	81,108	41,700	0.51%	285,225	11,449	5,800	0.51%	0	0	0	0	92,557	1.45%	47,500	140,057	0.51%	
UZBEKISTAN	1,937,848	0	1,937,848	16,597	42,600	0.24%	58,925	2,357	5,800	0.24%	0	0	0	0	19,054	0.30%	48,400	67,454	0.24%	
VANUATU	304,891	0	304,891	2,602	42,600	0.19%	9,900	368	5,800	0.19%	0	0	0	0	3,196	0.05%	48,400	51,596	0.19%	
VIETNAM	2,376,705	0	2,376,705	20,357	42,600	0.26%	71,950	2,879	5,800	0.26%	0	0	0	0	23,265	0.37%	48,400	71,665	0.26%	
YEMEN, REPUBLIC OF	2,478,842	0	2,478,842	19,591	42,600	0.28%	69,025	2,761	5,800	0.28%	0	0	0	0	22,372	0.35%	48,400	70,772	0.28%	
ZAMBIA	4,225,912	0	4,225,912	36,044	42,600	0.32%	127,200	5,088	5,800	0.32%	0	0	0	0	41,132	0.65%	48,400	89,532	0.32%	
ZIMBABWE	6,481,143	0	6,481,143	54,740	42,600	0.40%	193,175	7,727	5,800	0.40%	0	0	0	0	62,457	0.89%	48,400	110,857	0.40%	
Subtotal Part II	611,284,474	5,357,696,542	5,968,981,016	5,625,719	5,999,400	47.82%	19,499,500	779,989	817,800	47.65%	1,588,000	67,440	1,120,282,412	1,132,762,887	6,374,139	100%	6,817,200	43,190,339	47.77%	
Subtotal Part I	1,265,967,044	189,517,408,909	190,783,375,953	11,402,967	1,275,148	52.18%											1,437,549	14,422,959	52.23%	
Grand Total	1,877,251,518	194,875,013,451	196,752,284,969	16,928,676	7,274,548	100.00%											8,254,748	27,613,298	100.00%	

Notes:
 Current Status (a-1) to (a-6): It is assumed that the members that have outstanding commitments to subscribe or contribute to any previous replenishment will fulfill their obligations. Amounts have been calculated, for purposes of the voting rights adjustment, by multiplying the subscriptions and contributions up to and including the Third Replenishment (which were expressed in terms of U.S. dollars of the weight and fitness in effect on January 1, 1960) by 1.20635 and adding thereto the dollar equivalents of the subscriptions and contributions under the Fourth through Fifteenth Replenishments at the agreed exchange rates.
 Allocation of Additional Votes with respect to Encasement: Subscription votes have been allocated on the imputed value of these contributions based on the related encasement schedule rather than the nominal amounts shown in contribution tables. For the Sixteenth Replenishment, this is included in column (b-1) for Part I countries, and for Part II countries in column (e-4).
 Additional Resources Provided under IDA16 in SDRs or Freely Convertible Currencies: The amounts shown in column (e-4) represent the additional resources provided under IDA16 by Part II members in SDRs or freely convertible currencies, as set out in Table 1. The U.S. Dollar equivalent has been obtained by converting the SDR amount using the average exchange rates for the U.S. Dollar against the SDR over the period April 1 to September 30, 2010 (SDR1=USD1.50233). These amounts are divided into subscriptions carrying votes (columns (c-1) and (e-1)) and contributions (column (e-3)).
 Update of Part II members: The table has been updated to reflect the expected membership status of Part II members. New IDA members such as Kosovo, Romania and Tuvalu have been added while Venezuela has been removed from the list, with necessary adjustments made.

INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION

Additions to Resources: Sixteenth Replenishment

Instrument of Commitment

Reference is made to Resolution No. ____ of the Board of Governors of the International Development Association entitled "Additions to Resources: Sixteenth Replenishment", which was adopted on _____, 2011 ("the Resolution").

The Government of _____ HEREBY NOTIFIES the Association pursuant to paragraph 2 of the Resolution that it will make the _____¹ authorized for it in accordance with the terms of the Resolution in the amount of _____^{2/}.

(Date)

(Name and Office)

This form of Instrument of Commitment may be used for a Contributing Member's regular contribution, any Debt Relief Additional Contribution, and any Grant Compensation Additional Contribution either under separate instruments or combined. Contributing Members fill in the words "subscription and contribution" for both regular contributions and Debt Relief Additional Contributions; and Subscribing Members fill in the word "subscription" only.

Pursuant to paragraph 5(a) of the Sixteenth Replenishment Resolution, members are required to denominate their subscription and contribution, or subscription only, as the case may be, in SDRs, in the currency of the member if freely convertible, or with the agreement of the Association in a freely convertible currency of another member. Payment will be made as provided in paragraph 5(b) of the Resolution.

The instrument is to be signed on behalf of the Government by a duly authorized representative.

**Encashment Schedule for IDA16 Contributions
(Percent of Total Contributions)**

<u>Fiscal Year</u>	<u>Standard Schedule</u>
2012	6.0
2013	12.3
2014	17.8
2015	16.2
2016	14.4
2017	11.7
2018	9.0
2019	7.2
2020	5.4
<hr/>	
TOTAL	100.0